

Québecensia

Bulletin de la Société historique de Québec



Droits réservés Ville de Québec - Archives de la Ville de Québec, Rue Saint-Vallier Ouest, Q-C1-14-N0053-N005376.

Le Printemps Saint-Sauveur

L'INCOMPARABLE
INCENDIE DU
14 OCTOBRE 1866

L'ÉGLISE SAINT-SAUVEUR,
UN PATRIMOINE NATIONAL

L'AVENUE
SIMON-NAPOLÉON-PARENT :
COMMENT EMBOURGEOISER
SAINT-SAUVEUR



MAI 2023

VOLUME 42 N° 1

- 3 Mot du président**
- 4 Saint-Sauveur**
Entre rivière et escarpement
Denyse Légaré
- 8 L'incomparable incendie**
du 14 octobre 1866
Audrey Julien
- 11 Rue de l'Aqueduc**
ou comment désaltérer la ville
Jérôme Ouellet
- 13 Le moulin à vent**
de l'Hôpital général de Québec
Serge Rouleau
- 17 L'église Saint-Sauveur,**
un patrimoine national
Luc Noppen,
- 21 Le cimetière Saint-Charles**
Brigitte Garneau
- 25 La corderie de Saint-Sauveur**
Jean-François Caron
- 26 L'hôpital de Saint-Sauveur,**
les 150 ans de l'Hôtel-Dieu du
Sacré-Cœur de Jésus de Québec
Denis Robitaille
- 30 L'Arsenal de Saint-Malo**
Jean-François Caron
- 31 Le centre industriel Saint-Malo**
Jean-François Caron
- 32 L'avenue Simon-Napoléon-Parent :**
comment embourgeoiser
Saint-Sauveur
Jérôme Ouellet
- 34 Le patrimoine naturel**
du quartier Saint-Sauveur
mis en valeur dans un balado
Claire Dumoulin
- 36 Victor Lelièvre (1876-1956),**
l'apôtre des ouvriers
Guy Laperrière
- 40 Pierre Bertrand,**
le député ouvrier de Saint-Sauveur
Alexandre Dumas
- 46 Diana et Vaillancourt**
Jean-François Caron
- 46 La colle et le bois**
de Canac-Marquis
Jean-François Caron
- 47 Du théâtre Français**
à un projet de logement social :
l'histoire communautaire
et médiatique d'un stationnement
Simon Bélanger
- 53 Le pont Scott et son avenue :**
des témoins des origines
de Saint-Sauveur
Jérôme Ouellet
- 55 Sault-au-Cochon : une tragédie**
liée au quartier Saint-Sauveur
Éric Légaré Roussin
- 58 La Caisse Desjardins de Québec,**
ancrée dans son milieu
- 60 L'histoire étonnante**
et inspirante du conseil
de quartier de Saint-Sauveur
Marc-André Beauchemin
Myriam Nickner-Hudon

MOT DU PRÉSIDENT

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que j'ai le plaisir de vous présenter ce nouveau numéro de *Québecensia*. Il clôt une année nous permettant de mettre la pandémie derrière nous définitivement : nos activités sont maintenant de retour à 100% en personne et l'achalandage à nos conférences et événements est plus important qu'il ne l'était en 2019. Il clôt également les cinq années que j'aurai passées à la présidence de la SHQ.

Lorsque je fais le bilan de ces cinq ans, je constate que la SHQ a su conserver ce qui la distingue : un calendrier d'une grande beauté, un concours d'écriture donnant le goût de l'histoire aux jeunes du secondaire, une page Facebook nourrie d'anecdotes historiques passionnantes et des conférences présentant le fruit des dernières recherches en histoire du Québec. Elle a aussi su accroître considérablement sa visibilité en étant davantage présente dans les médias, en consolidant son entente avec le *Journal de Québec* et en nouant des partenariats avec *Le Soleil* et *Monquartier*. Le *Québecensia* est, de son côté, devenu une revue thématique de plus grande envergure. Pour tout dire, ces cinq ans ont été marqués par un important renouvellement des forces vives de la SHQ. Si notre organisation a perdu quelques-uns de ses piliers (je pense entre autres à Jacques Boutet et Pierrette Vachon-L'Heureux, tous deux décédés au cours de la dernière année, à qui je tiens à rendre hommage), elle a en contrepartie su attirer une relève dynamique pleine de projets. Je quitte donc la présidence fier du travail accompli et confiant de voir la SHQ poursuivre sur cette belle lancée.

Cet élan se vit d'ailleurs, depuis 2019, dans les « Printemps » qu'organise la SHQ pour mettre en valeur l'histoire des quartiers de la ville en collaboration avec les citoyens qui les habitent. Après avoir tenu un Printemps Saint-Sacrement, la SHQ s'est tournée vers Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch et elle s'intéresse maintenant à Saint-Sauveur. Ce numéro s'impose donc comme le point d'orgue de l'événement en proposant une vingtaine d'articles sur le quartier et en ouvrant de nouvelles pistes de recherche. Je tiens à saluer l'appui de nos cinq principaux partenaires grâce à qui nous devons cette édition de la revue et cet événement, à savoir le Conseil de quartier de Saint-Sauveur, la Caisse Desjardins de Québec, Première Ovation, Anekdoté et monsaintsauveur.

Bonne lecture,

Alex Tremblay Lamarche, juin 2023

Saint-Sauveur

Entre rivière et escarpement

*L'étendue du quartier Saint-Sauveur
a considérablement changé selon les époques*

Denyse Légaré, historienne

Un noyau institutionnel

Les premiers occupants européens à s'établir dans le quartier Saint-Sauveur sont les Récollets. Ils construisent leur première chapelle et leur couvent en 1620 sur les terres de Notre-Dame-des-Anges, en bordure de la rivière Saint-Charles. La communauté doit cependant quitter Québec en 1629, après la prise de la ville par les frères Kirke.



Sur un plan de Jean-Baptiste Duberger figure l'emplacement du domaine Bas-Bijou, à proximité de l'Hôpital général en 1810. Quelques bâtiments sont dispersés le long du « chemin de Lorette » (William Hall et Jean-Baptiste Duberger, plan de Québec, détail, Bibliothèque et Archives Canada, 206608).

En 1653, Jean Le Sueur, chapelain de l'Hôtel-Dieu de Québec, reçoit une concession qui prolonge jusqu'à la rivière celle qu'il possède sur le coteau Sainte-Geneviève. L'année suivante,

le prêtre, connu sous le nom de « monsieur de Saint-Sauveur », cède ses terres à son voisin, Jean Bourdon.

De retour à Québec en 1670, les Récollets entreprennent de reconstruire leurs bâtiments ruinés pendant leur absence. Désireux de s'installer dans la partie haute de la ville, ils cèdent finalement leur propriété à M^{gr} de Saint-Vallier en 1692. L'évêque de Québec fonde alors l'Hôpital général, dont il confie la direction aux sœurs augustines, détachées de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Un développement tardif

Les basses terres de Saint-Sauveur connaissent un développement tardif comparativement au faubourg Saint-Roch. Les Augustines de l'Hôpital général et de l'Hôtel-Dieu se partagent le territoire avec les Ursulines. Au milieu du XIX^e siècle, le chemin de Lorette (rue Saint-Vallier Ouest) traverse des terres souvent marécageuses jusqu'au pont Scott, vers Petite-Rivière (secteurs de Vanier et de Duberger). La population du faubourg Saint-Roch croît rapidement, amenant les religieuses de l'Hôpital général à lotir leur propriété à l'est du chemin de l'hôpital (boulevard Langelier) en 1833.

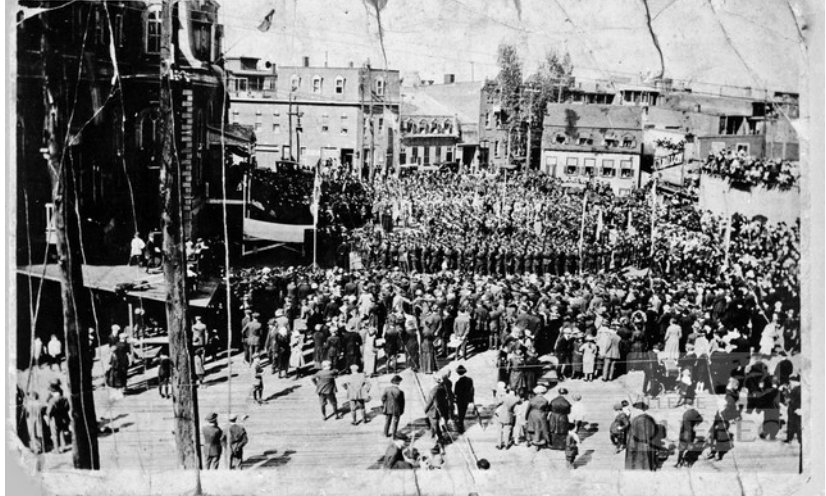
Le 28 mai 1845, l'incendie du faubourg Saint-Roch fait 50 victimes. De plus, il jette quelque 12 000 personnes à la rue et détruit plus de 1 630 résidences et 3 000 boutiques et hangars. L'urgence de se reloger et une réglementation plus stricte sur le choix des matériaux dans les faubourgs de Québec incitent de nombreux sinistrés à s'établir « en banlieue » de la ville pour échapper à toute réglementation. En vue de les accueillir, l'Hôpital général continue son lotissement entre les rues Caron et De Mazenod pour former le faubourg Saint-Vallier.

Pierre Boisseau, qui tient une mercerie sur la côte de la Fabrique, acquiert une partie du domaine Bas-Bijou (ancienne terre de Jean Le Sueur), qu'il fait aussitôt lotir. Le nouveau Boisseauville, bordé d'est en ouest par les rues De Mazenod (autrefois Sauvageau) et Bayard, étend sa trame orthogonale du pied de l'escarpement jusqu'à la rue Saint-Vallier. En 1858, les religieuses de l'Hôtel-Dieu lotissent leur terre en continuité avec la trame urbaine de Boisseauville.

Le faubourg Saint-Vallier ainsi que Boisseauville forment



À gauche, le chevet de l'église Saint-Sauveur. Le bâtiment allongé, au centre, était la corderie d'Ivan (Evan) Rees, propriétaire de la villa Bas-Bijou en 1845. La villa devait se situer au nord du bâtiment industriel. La corderie marquait la limite de Boisseauville. À droite, le lotissement sur trame irrégulière du faubourg Saint-Vallier (Bibliothèque et Archives Canada, photo Jules-Ernest Livernois, PA-122757).



Rassemblement devant la halle Saint-Pierre à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste, le 24 juin 1921. Détruit par un incendie en 1945, l'édifice a été remplacé par le centre Durocher, aujourd'hui disparu (Archives de la Ville de Québec, 9022).

ensemble le village de Saint-Sauveur. Bâties aussi rapidement que possible avec les matériaux disponibles, les maisonnettes sont des plus modestes. Le secteur est d'ailleurs surnommé le « faubourg des tuyaux », en raison des simples tuyaux de tôle, dépourvus de cheminées, dépassant des toitures.

En 1846, pour assurer le développement de son secteur, Boisseau fait don de deux terrains à la fabrique de Saint-Roch à la condition expresse qu'une église soit construite dans les 10 ans sur le premier emplacement et qu'on aménage un cimetière au pied du coteau, entre les rues Victoria et Bayard. À proximité de l'église, terminée en 1853, on construit l'école Marguerite-Bourgeoys en 1856 et celle de Saint-Sauveur (confiée aux Frères des Écoles chrétiennes) en 1866. L'îlot institutionnel prend forme vis-à-vis la résidence de Boisseau, sise à l'angle des rues Boisseau et Victoria. Graduellement, des commerces et des boutiques ouvrent le long de l'avenue des Oblats et des rues Boisseau et Saint-Vallier.

De grands travaux sont également entrepris à l'ouest de Boisseauville pour installer le réseau de l'aqueduc de Québec, qui traverse les terres des Ursulines et de l'Hôtel-Dieu en diagonale. Mis en service en 1854, le réseau est loin de satisfaire tous les besoins. Dix ans plus tard, les résidents du faubourg Saint-Roch ont accès à l'eau courante seulement quatre heures par jour. Indépendante de l'administration municipale, la banlieue de Saint-Sauveur n'est toujours pas desservie.

Quand tout est à recommencer

Un drame survient le 14 octobre 1866. Le feu se déclare dans une épicerie de la rue Saint-Joseph, non loin des halles Jacques-Cartier (près de l'actuelle bibliothèque Gabrielle-Roy). Poussé par un vent d'est, l'incendie détruit une grande partie de Saint-Sauveur, jusqu'à la rue Saint-Luc. Quelque 2 500 maisons de la basse-ville sont réduites en cendres. Courageusement, on ne tarde pas à reconstruire. Les

Ursulines lotissent une partie de leur terre pour fonder le village de Sainte-Angèle.

On profite de la réfection de l'église pour l'agrandir. L'architecte Joseph-Ferdinand Peachy ajoute une travée en façade et dessine les plans d'un clocher qui sera finalement réalisé en 1892. Érigée comme desserte de la paroisse de Saint-Roch, l'église Saint-Sauveur devient paroissiale en 1867. L'architecte signe également, en 1873 et 1879, les plans de l'hôpital Saint-Sauveur, qui sera agrandi et confié aux Augustines de la Miséricorde de Jésus sous l'appellation d'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus.



Au nord des maisons épargnées en bordure de l'escarpement se dressent les ruines de Boisseauville et de la première église Saint-Sauveur (Bibliothèque et Archives Canada, photo Jules-Ernest Livernois, C-004733).



Reconstruit en 1890, l'hôtel de ville de Saint-Sauveur abrite la caserne de pompiers numéro 7, sur la rue Boisseau. La photo est prise en 1896, lors de l'acquisition de l'échelle de sauvetage (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Philippe Gingras, N80-1-143).



En 1885, la rue Saint-Ours, élargie après l'incendie de 1866, est divisée en deux voies séparées par un terre-plein planté d'une double rangée d'arbres. Le boulevard Langelier est nommé en l'honneur de François Langelier, maire de Québec entre 1882 et 1890 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Philippe Gingras, N80-1-245).

La rue Saint-Ours (l'ancien chemin de l'Hôpital) est triplée en largeur pour constituer une vaste artère coupe-feu, délimitant ainsi les secteurs de Saint-Roch et de Saint-Sauveur.

Si les ouvriers moins nantis trouvent avantageux de s'établir dans les villages de banlieue, non assujettis aux règlements de construction de la Ville, le gouvernement voit les choses autrement. En 1855, l'*Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada* crée la « municipalité de banlieue de Saint-Roch de Québec », qui comprend les territoires actuels de Saint-Sauveur, du Vieux-Limoilou et de Duberger. Saint-Sauveur retrouvera son autonomie en 1872 et se dotera d'un hôtel de ville et d'une caserne de pompiers sept ans plus tard.

En 1888, une place commerciale se profile au nord de l'îlot paroissial. Le marché Saint-Pierre

et sa halle sont le lieu de rassemblement et d'échanges par excellence. On y assiste à des représentations théâtrales, à des assemblées civiles et syndicales et à des réunions de groupes communautaires.

Cela dit, la situation de Saint-Sauveur n'est guère reluisante à plus d'un point de vue. La municipalité ne dispose ni d'un réseau de distribution d'eau ni d'égouts. L'eau est vendue au seau, de porte en porte. L'absence d'un bon réseau peut être dramatique en cas d'incendie. Les conditions d'hygiène sont si précaires que le taux de mortalité due aux maladies contagieuses y est le plus élevé des environs.

À l'ouest de Saint-Sauveur

Malgré les efforts des Ursulines, le village de Sainte-Angèle, à l'ouest de Saint-Sauveur, prend

un certain temps à se développer. En 1869, les religieuses donnent un terrain à la compagnie Quebec and Gosford Railway pour y construire une station, mais les travaux sont abandonnés l'année suivante, à la suite de l'inondation de la voie par la rivière Saint-Charles.

Encore une tragédie

Doit-on se surprendre qu'un incendie dévaste de nouveau Saint-Sauveur? Le 15 mai 1889, le feu éclate dans une boucherie de la rue Saint-Vallier et se propage rapidement dans la partie nord de la jeune municipalité. Plus de 500 maisons sont détruites, laissant de 4 000 à 5 000 personnes sans abri. Près de 150 familles trouvent refuge dans la grande halle du marché Saint-Pierre, qui a été épargnée. D'autres sont logées au manège militaire ou chez des parents, amis et bienfaiteurs.



L'École technique est bâtie en 1910. Les bureaux de l'administration et les classes étaient logés en façade du boulevard Langelier, tandis que les ateliers et les usines étaient situés à l'arrière. Les horloges de la tour, haute de 22 m, indiquaient l'heure aux ouvriers de Saint-Sauveur et de Saint-Roch.

L'école technique de Québec, vers 1920 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, P600,S6,D1,P135).



Le 4 avril 1918, proclamation de la loi martiale à Québec (Source : Illustration accompagnant une lettre de l'historien Jean Provencher, publiée dans Le Soleil, le 30 mars 2018).

Cette tragédie accélère les pourparlers en vue de l'annexion de la municipalité de Saint-Sauveur à Québec. Les conditions principales sont l'installation d'un réseau de distribution d'eau, le pavage et l'éclairage des rues ainsi que l'aménagement d'un parc public. Les citoyens entérinent l'entente par référendum en septembre 1889. Québec repousse ses limites jusqu'à la rue Montmagny et le nouveau quartier rattrape son retard sur le reste de la ville en quelques années.

L'essor industriel du XX^e siècle

En 1907, Québec annexe la municipalité de Saint-Malo, érigée en 1893. Celle-ci est traversée par la rue Marie-de-l'Incarnation, tracée vers 1890 par les Ursulines pour développer le village de Sainte-Angèle. Contrairement aux quadrilatères du quartier Saint-Sauveur, dont l'axe va d'est en ouest, ceux de Saint-Malo sont orientés dans le même sens que la voie principale, soit nord-sud. Il en résulte des îlots plus larges dans ce développement, de sorte qu'une rue sur deux du quartier

Saint-Sauveur est interrompue à la rue Montmagny.

Plusieurs industries s'installent dans le secteur, formant l'embryon d'un centre industriel. En 1940, l'Arsenal de Saint-Malo fait passer la production du Canada de trois millions de cartouches par an à trois millions par jour. En 1943, il compte plus de 7 000 employés, dont plus de 4 000 sont des femmes. En 1941, une compagnie de la Couronne, la Wartime Housing, construit deux ensembles d'une centaine d'habitations chacun à l'est du pont Scott et à l'ouest du cimetière de Saint-Sauveur.

En 1946, la Ville de Québec devient propriétaire des usines, confirmant la vocation du parc industriel de Saint-Malo.

Le théâtre d'un drame

Au printemps 1918, le quartier Saint-Sauveur est le théâtre d'une tragédie nationale. Après quelques jours de manifestations des citoyens de Québec contre la conscription, le gouvernement fédéral choisit d'utiliser la force pour briser le mouvement. Près de 2 000 soldats, venus de l'Ontario

et du Manitoba, se déploient dans les rues de Québec. Le 1^{er} avril 1918, au carrefour des rues Saint-Vallier, Saint-Joseph et Bagot, après une sommation en langue anglaise, les soldats tirent sur la foule avec une mitrailleuse, faisant quatre morts et des dizaines de blessés. L'enquête du coroner révélera par la suite que les principales victimes (Édouard Tremblay, Georges Demeule, Honoré Bergeron et Alexandre Bussière) étaient de simples passants, ne portaient pas d'arme et ne participaient pas au rassemblement.

L'histoire de Saint-Sauveur se matérialise dans ses contours et sa trame urbaine : les tracés sinueux de la rivière Saint-Charles et de l'escarpement, les îlots triangulaires du village de Saint-Vallier, le quadrillage régulier de Boisseauville, la puissante diagonale de la rue de l'Aqueduc et l'importance de la rue Marie-de-l'Incarnation annonçant un développement différent à l'ouest.

Aujourd'hui, le quartier ouvrier se diversifie, accueillant des étudiants, de jeunes professionnels et de petites familles en quête d'une vie paisible à proximité de tous les services.

L'INCOMPARABLE INCENDIE DU 14 OCTOBRE 1866

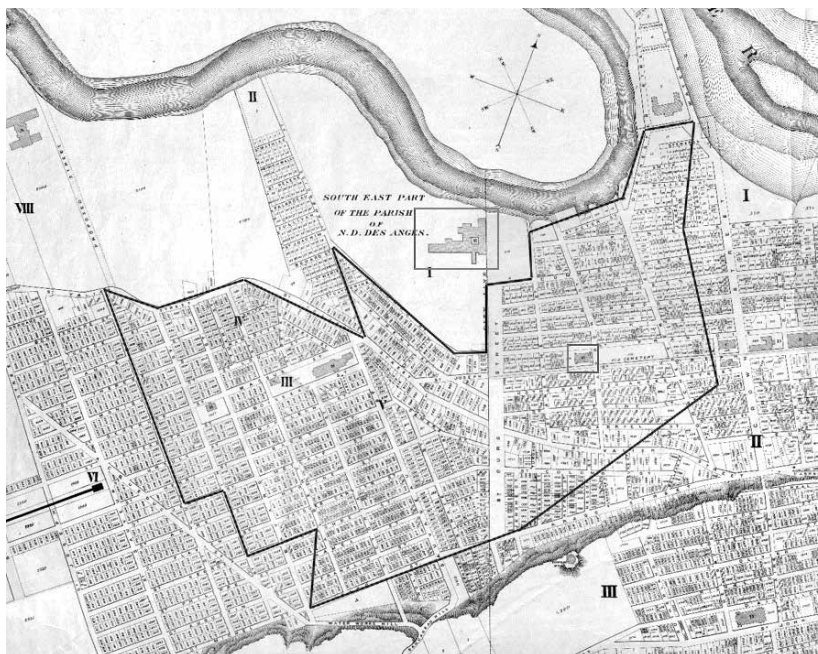
Audrey Julien, archiviste

Environ 2 500 maisons détruites, 18 000 personnes à la rue, une dizaine de morts, plusieurs blessés et une perte évaluée à 3 000 000 \$! Voilà des chiffres qui font peur. Mais à quel événement catastrophique font-ils référence? Pour le découvrir, il faut remonter plus de 150 ans en arrière dans la ville de Québec, plus précisément en basse-ville, dans les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur.

UNE LUTTE ACHARNÉE CONTRE LES FLAMMES

Nous sommes le 14 octobre 1866 en matinée. Il est quatre heures. Tout semble paisible en cette journée fraîche d'automne quand tout à coup, un cri d'alarme retentit dans le voisinage du marché Jacques-Cartier. Une taverne appartenant à un certain M. Trudel, qui malgré la loi a tenu son établissement ouvert toute la nuit, est la proie des flammes.

Les secours arrivent sur les lieux très rapidement et une lutte acharnée commence contre l'incendie grandissant. La brigade du feu de la ville de Québec croit avoir la situation bien en main. Mais alors, le pire se produit : quatre des boyaux de bonne confection sont coupés! Les secours sont désormais privés d'eau et, par conséquent, les flammes gagnent du terrain. Un fort vent du nord-est souffle sur les braises et transporte les tisons ardents vers le quartier



Cadastral Plan of the City of Quebec and St. Sauveur Village [Plan cadastral de la Ville de Québec et du village de Saint-Sauveur], 1875, Québec, Le Monastère des Augustines, HG-A-9.3.15.1.5.

Saint-Sauveur. Déjà, entre sept et huit heures, un secteur n'est plus qu'un énorme brasier, soit celui circonscrit approximativement par les rues Arago au sud et Dorchester à l'est, le boulevard Langelier à l'ouest et la rivière Saint-Charles au nord. À dix heures et demie, le fléau s'engouffre au cœur du quartier Saint-Sauveur, puis s'étend jusqu'à l'angle des rues Saint-Pierre et Saint-Vallier. Le brasier prend fin vers 16 heures.

Malgré l'étendue de l'incendie (tracé rouge), deux bâtiments sont miraculeusement épargnés (tracé bleu) : l'église de la Congrégation de Saint-Roch et

le monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec. Situés en plein cœur de la catastrophe, ceux-ci jouent le rôle de terre d'accueil pour toutes les malheureuses victimes du quartier Saint-Sauveur et de ses environs.

UNE AIDE PRÉCIEUSE

Au cours de cet incendie, les religieuses de l'Hôpital général apporteront tous les secours possibles, tant du côté moral que du côté physique. « Les unes [religieuses] portaient l'eau jusque dans les greniers pour arroser les dalles; d'autres en



Notre-Dame de Protection, XXe siècle, Québec, Le Monastère des Augustines, HG-A-26.18.4.4.

portaient aux hommes montés sur les murs du jardin. Celles-ci aidaient du côté des étables, celles-là du côté du hangar à provisions¹. » Les Augustines de l'Hôpital général distribuent nourriture et vêtements aux victimes qui sont de plus en plus nombreuses. Tous les terrains du monastère sont encombrés de meubles et d'effets de toutes sortes. Les portes de l'hôpital sont ouvertes pour toute personne dans le besoin.

Vers 13 heures, le feu s'approche dangereusement des dépendances de l'Hôpital général. Heureusement, les religieuses ne sont pas seules. Les familles des sœurs et les neuf employés du monastère s'activent pour combattre les flammes. La police riveraine, les marins de *L'Aurora* et les artilleurs royaux

veillent également à protéger les citoyens.

LE GESTE HÉROÏQUE DU LIEUTENANT BAINES

D'ailleurs, l'un de ces derniers s'illustre par son courage et son dévouement. Le lieutenant Baines décide de faire exploser un bâtiment au coin des rues Saint-Anselme et du Prince-Édouard pour arrêter la course folle de l'incendie vers le monastère. Malheureusement, la poudre s'enflamme avant qu'il n'ait pu se réfugier en lieu sûr, et le brave officier est projeté à une hauteur de 30 pieds. Il est transporté à l'Hôpital général où il décède le 27 octobre 1866 à l'âge de 26 ans. Les religieuses lui sont très reconnaissantes de ce geste héroïque, comme en témoigne cet extrait d'un poème :

« Il n'était plus là, mais
les traits de son visage,
Le gravait [*sic*] dans
leurs cœurs comme une
noble image,
Qu'elles garderont, avec
son souvenir²... »

On attribue la sauvegarde du monastère non seulement à l'acharnement de ces hommes et de ces femmes, mais également à une aide divine de la « douce Reine des Cieux³ ». Le monastère de l'Hôpital général de Québec vénère, depuis sa fondation en 1693, une statue de Notre-Dame de Protection, reconnue pour préserver du feu, laquelle est apportée par Catherine de Saint-Augustin en 1648. Lorsque les flammes prennent d'assaut les

murs du cloître, sœur Charlotte Berry de Saint-François de Sales lance l'initiative de la faire vénérer à quiconque croise sa route à l'intérieur du monastère et de l'hôpital. Quelques années plus tard, en 1873, celle-ci prendra part, en tant que l'une des fondatrices, à l'établissement de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur dans le quartier Saint-Sauveur. Un homme brandit la statue en haut du clocher de l'église en demandant à la Reine du Ciel de bénir et de protéger le monastère.

UN TRISTE RÉVEIL

Le lendemain de l'incendie le plus important de la ville de Québec, une image de désolation s'offre aux yeux des infortunés. « [...] l'élément dévastateur n'a laissé pour toute trace de son passage que des milliers de cheminées et quelques pans de murailles⁴ ». L'hiver approche et des milliers de familles n'ont plus de logis. L'aide humanitaire fuse de toute part. Le drame qui s'est joué dans la basse-ville de Québec a trouvé écho jusqu'aux confins de l'océan Atlantique, en Angleterre. Les voisins du sud, les Américains, contribuent également. Le soutien et la sympathie se ressentent davantage dans son propre pays.

Les victimes ont trouvé refuge chez de la famille, chez de bons samaritains et dans des salles communautaires prévues à cet effet à travers la ville. L'accueil et le dévouement, qui ont fait la réputation des Augustines de la Miséricorde de Jésus, ont rendu un fier service à la population du quartier Saint-Sauveur et de ses environs lors de cet événement tragique du 14 octobre 1866.



Vue de l'incendie du 14 octobre 1866

Vue de l'incendie du 14 octobre 1866, photo donnée par M. Alexandre Côté en 1935, Québec, Le Monastère des Augustines, HG-A-26.22.11.1.5.

Encore aujourd'hui, il subsiste une trace de cet incendie : l'élargissement de la rue Saint-Ours (l'actuel boulevard Langelier). Sa largeur a été doublée pour créer un espace coupe-feu entre Saint-Roch et Saint-Sauveur. On y

trouve également un monument en l'honneur des pompiers morts en service.

Cet incendie a constitué une grande épreuve qui a marqué l'histoire du quartier Saint-Sauveur. Il

témoigne de la résilience et de la générosité de sa population et des institutions présentes à cette époque.

Notes

Texte paru initialement sur le blogue du Monastère des Augustines (<https://monastere.ca/>), le 4 octobre 2016.

- 1 *Histoire du Monastère Notre-Dame des Anges, Hôpital Général de Québec 1825-1867*, 14 octobre 1866, Québec, Le Monastère des Augustines, HG-A-13.16.1.4.
- 2 Arthur Cassegrain, *Dévouement du Lieutenant Baines*, 19 février 1867, Québec, Le Monastère des Augustines, HG-A-23.3.2.0.6.
- 3 *L'incendie du 14 octobre 1866*, pièce actée par les élèves du pensionnat du monastère de l'Hôpital général de Québec, juillet 1867, Québec, Le Monastère des Augustines, HG-A-23.3.2.0.
- 4 *Courrier de Québec*, 15 octobre 1866.

Pour plus d'information :

Alain Grenier, *Incendies et pompiers à Québec (1640-2001)*, Québec, Les Éditions GID, 2005, 696 pages.

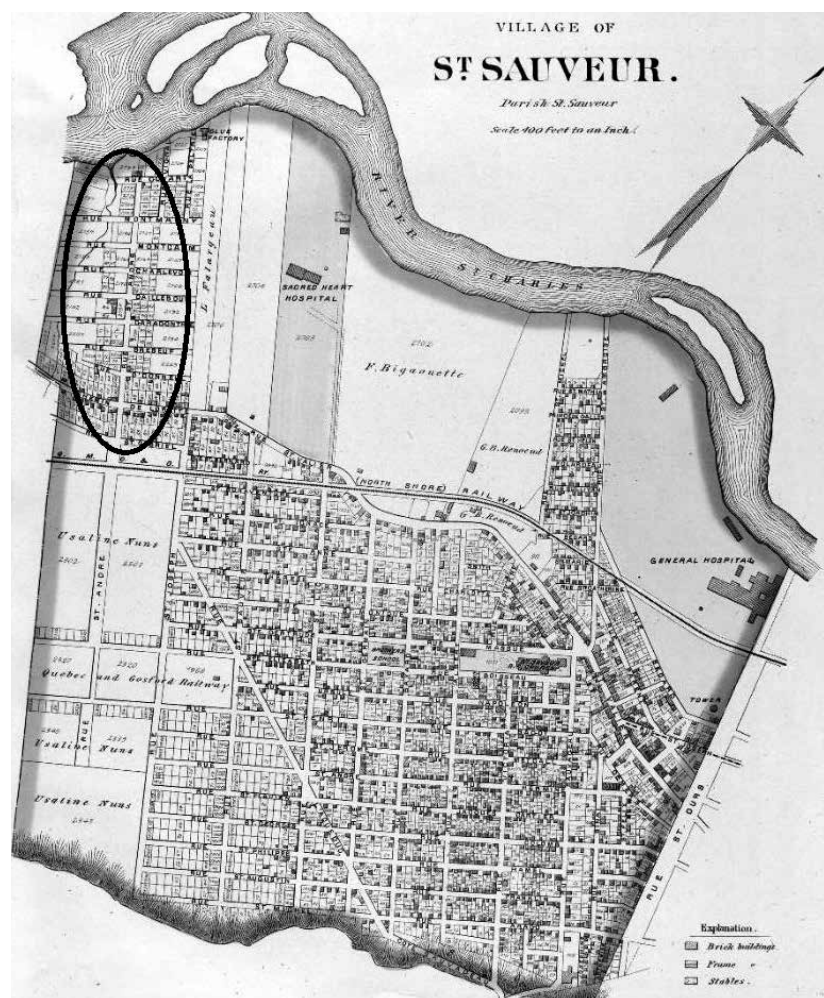
« Épouvantable catastrophe, la moitié de St. Roch et St. Sauveur réduits en cendres », *Courrier de Québec*, 15 octobre 1866.

« Grand incendie, environ 2,500 maisons en ruines. », *Le Journal de Québec*, 15 octobre 1866.

Pour plus de découvertes historiques, visitez le portail Web des archives du Monastère des Augustines : <https://archives.monastere.ca/>.

Rue de l'Aqueduc ou comment désaltérer la ville

Jérôme Ouellet



Plan de Saint-Sauveur à la fin des années 1870. On remarque distinctement la rue de l'Aqueduc et, dans le cercle, le village de Sainte-Angele, un secteur loti par les Ursulines dans Saint-Sauveur (Henry Whitmer Hopkins, *Atlas of the city and county of Quebec from actual surveys, based upon the cadastral plans deposited in the office of the Department of Crown Lands, s.l., Provincial Surveying and Pub. Co., 1879, 63 p., BANQ*).

La rue de L'Aqueduc est une curiosité dans Saint-Sauveur. Il s'agit de l'une des rares voies à briser, voire défier la régularité

de la trame urbaine. Pourquoi l'a-t-on aménagée de la sorte? Au milieu du XIX^e siècle, deux fléaux sévissent à Québec : les

incendies et les épidémies. En 1845, les faubourgs de Québec s'embrasent, faute d'approvisionnement suffisant en eau. De plus, les épidémies se succèdent depuis quelques décennies. L'eau consommée, qui provient essentiellement de la rivière Saint-Charles et du fleuve, est d'une qualité discutable et sans doute pas complètement étrangère à la prolifération des maladies.

En 1846, le maire de Québec, George OKill Stuart (1807-1884), sonne l'alarme. À circonstances exceptionnelles, mesures exceptionnelles. Il demande au gouvernement de la province du Canada d'octroyer à la cité de Québec les moyens d'établir un réseau d'aqueduc. Les modalités d'application de l'*Acte pour fournir d'Eau la Cité de Québec et lieux adjacens [sic]* sont très instructives pour comprendre l'aménagement ultérieur de la rue de l'Aqueduc. Ainsi, la loi donne notamment le pouvoir à la Municipalité d'acquiescer les terrains nécessaires à la construction de l'aqueduc et d'établir les infrastructures requises à l'intérieur des limites de la cité ou dans un rayon de 25 milles, soit 40 kilomètres.

Les travaux de conception et de construction de l'aqueduc, qui amèneront l'eau du lac Saint-Charles vers la cité, s'amorcent en 1850. À cette époque, les Ursulines et les Augustines détiennent les terres



Vue de la rue de l'Aqueduc vers 1895. Bien que son tracé soit rectiligne, son orientation n'est pas sans chambouler la trame urbaine et le paysage bâti (Quartier Saint-Sauveur - Rue de l'Aqueduc, Philippe Gingras, vers 1895, Fonds Philippe Gingras, BAnQ, P585,D14,P3).

sous lesquelles seront posées les conduites de l'aqueduc dans ce qui deviendra le quartier Saint-Sauveur. Les Ursulines, qui entreprennent un lotissement qui deviendra le village Sainte-Angèle, incitent les Augustines à céder, elles aussi à la cité de

Québec, les terres nécessaires à la construction de l'aqueduc. En 1853, les citoyens de Québec peuvent enfin profiter de leur nouvelle source d'eau et s'enorgueillir de leur aqueduc, l'un des plus modernes alors en Amérique du Nord. C'est dans ce contexte

qu'apparaît la rue de l'Aqueduc. Évidemment, son orientation brise l'homogénéité du cadre bâti résidentiel si typique des quartiers ouvriers, mais elle attribue à Saint-Sauveur un paysage urbain distinctif.

Références

« Aqueduc », *Archives*, Ville de Québec, accessible en ligne : https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/patrimoine/archives/pages_histoire/aqueduc.aspx.

Stewart Derbshire et George Desbarats, *Statut provincial du Canada*, Montréal, 1847, p. 1273-1282.

Danielle Blanchet, *Saint-Sauveur à l'image du début du siècle*, Québec, Ville de Québec, 1987, 50 p., Coll. Les quartiers de Québec.

Antonio Drolet, *La Ville de Québec, histoire municipale*, III : *De l'incorporation à la Confédération (1833-1867)*, Québec, La Société historique de Québec, 1967, 144 p., Cahiers d'histoire, n° 19.

Réjean Lemoine, « Histoire de l'aqueduc de Québec – 1 », *monsaintsauveur.com*, MonQuartier, accessible en ligne : <https://monsaintsauveur.com/2013/histoire-aqueduc-1/>.

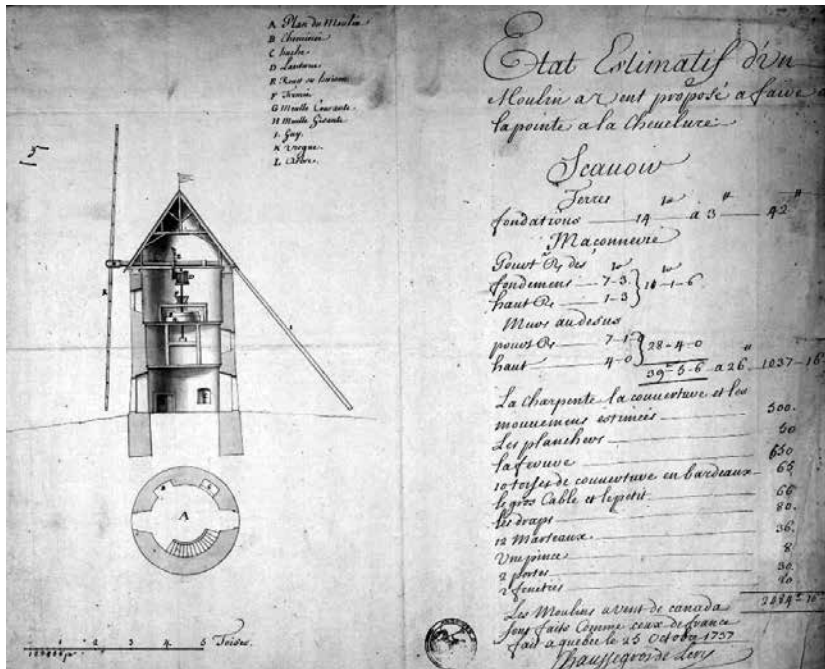
Réjean Lemoine, « Histoire de l'aqueduc de Québec – 2 », *monsaintsauveur.com*, MonQuartier, accessible en ligne : <https://monsaintsauveur.com/2013/histoire-aqueduc-de-quebec-2/>.

Lucie K. Morisset, *Le patrimoine du quartier Saint-Sauveur : histoire de la forme urbaine*, Québec, Ville de Québec, 2000, 150 p.

Le moulin à vent de l'Hôpital général de Québec

Serge Rouleau, archéologue

À quelques mètres du boulevard Langelier, les passants peuvent apercevoir un site historique datant des premières occupations du quartier Saint-Sauveur. Il s'agit de la tour d'un moulin à vent érigée par la communauté des Augustines de l'Hôpital général de Québec. Sa présence sur le site est étroitement associée à l'histoire de cette institution. Depuis 2012, la tour du moulin à vent est un immeuble patrimonial classé par le gouvernement du Québec. La structure est reconnue comme un bien archéologique et le site est inscrit au répertoire des lieux patrimoniaux du Canada depuis 1988.



Les moulins de l'Hôpital général

En 1692, un hôpital général est installé sur le site du monastère des Récollets grâce à l'initiative de M^{re} de Saint-Vallier, évêque de Québec¹. Les bénéficiaires, les « pauvres », sont logés dans les locaux de l'ancien monastère. Rapidement, les difficultés d'approvisionnement pour servir la clientèle de l'institution se font sentir. Le pain étant l'un des éléments de base de l'alimentation à cette époque, la mouture du blé est considérée comme un moyen d'assurer l'approvisionnement en farine à la source et une façon d'éviter les fluctuations du marché². Dès 1702, un moulin à farine est érigé le long d'un ruisseau situé à proximité de la

Plan et profil d'un moulin à vent en 1737 par Chaussegros de Léry. Ce dessin constitue un bel exemple de l'aménagement intérieur des moulins au Canada, dont celui de l'hôpital. Notez l'emplacement de l'âtre de la cheminée et de la huche au rez-de-chaussée de même que les retraits sur les parois internes pour soutenir des planchers aux étages (« État Estimatif d'un Moulin à vent proposé à faire à la Pointe à la Chevelure », Archives nationales d'outre-mer [ANOM], France, FR CAOM COL F3 290 5).

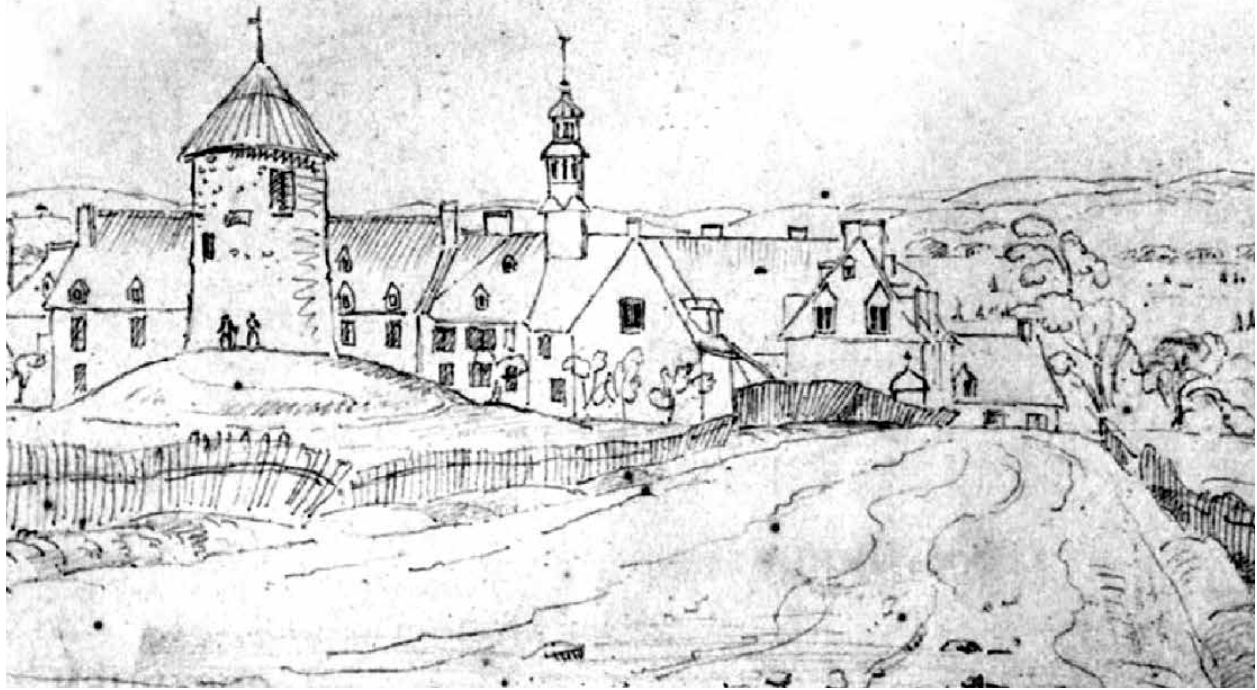
rivière Saint-Charles. Ce moulin, actionné par une roue à godets, permet à l'institution d'obtenir un contrat du gouvernement pour moudre les blés moyennant rétribution, une aide substantielle dans la poursuite de son œuvre de bienfaisance.

Malheureusement, le débit du ruisseau servant à actionner le moulin se révèle insuffisant au milieu de l'été et en hiver. Pourtant, M^{re} de Saint-Vallier avait pris soin d'apporter certains aménagements à ce cours d'eau alimenté par les sources

situées au pied du coteau Sainte-Geneviève. Les arrêts fréquents constituent une entrave pour l'approvisionnement de l'institution et mettent en péril le contrat du gouvernement colonial. La décision d'ajouter un moulin à vent semble donc une solution de rechange viable aux difficultés du moulin à eau³.

Le moulin à vent

L'emplacement choisi se situe dans une prairie au sud de l'institution, un endroit balayé



La prairie et la tour du moulin en 1831, par James P. Cockburn. Vue du chemin menant à l'hôpital (rue Saint-Ours). Une partie de la butte est formée par l'ancienne levée de terre entourant les fondations et affaissée en 1831. Pour une raison inconnue, l'auteur n'a pas dessiné la clôture de bois joignant le tour (Tirée de Christina Cameron et Jean Trudel, *Québec au temps de James Pattison Cockburn*, Éditions Garneau, 1976).

par les vents dominant le corridor de la rivière Saint-Charles. Agissant avec prudence, la communauté commande d'abord une construction hybride; la base devant être en maçonnerie et la partie haute en bois⁴. L'objectif avoué est de compléter la construction en maçonnerie lorsque la rentabilité des activités sera démontrée.

Au printemps 1709, Jean Maillou, dit Desmoulins, signe sous seing privé un marché de construction dans lequel il s'engage à ériger les fondations d'un moulin à vent dans la plaine située au sud du monastère : « [...] *Le dit fondement aura au moins quatre pieds en terre et sera mis sur un bonchassier [châssis?] qui sera fourni par le charpentier et on fera sortir de terre le dit mur lorsqu'il sera jugé meilleur pour l'élévation du dit moulin au vent le dit solage sera continué jusqu'au second plancher en allant à rien jusqu'au dit plancher. Il devra de plus faire une cheminée à la façon ordinaires des autres moulins laquelle sera de pierre [sic] de Beauport,*

*et tout le reste de pierre [sic] du Cap*⁵[...]. »

Les travaux se déroulent de 1709 à 1710. En raison de la grande profondeur du roc, les fondations sont déposées sur un « châssis » ou coffrage devant supporter la maçonnerie et empêcher tout mouvement de la structure. Comme il est prévu éventuellement de remplacer la partie supérieure en bois par la maçonnerie, les fondations initiales devaient s'élever jusqu'au second plancher. Quelques aménagements étaient également planifiés, dont une cheminée avec âtre de même qu'une niche pour la huche. L'accès au rez-de-chaussée était facilité par deux portes disposées sur les côtés est et ouest. Ces composantes sont toujours en place aujourd'hui. D'ailleurs, les relevés archéologiques et architecturaux ont validé la conformité de la partie basse de l'ouvrage avec la description du marché de construction.

En raison de la faible profondeur excavée, on prévoit également

d'« envelopper » une partie des fondations visibles hors sol. Une levée de terre ou escarpe, retenue en place par l'utilisation de 120 pieux de cèdre, est aménagée autour de la base de la tour du moulin⁶. La surface de cette escarpe coïncide à celle du plancher du rez-de-chaussée du moulin. Cette technique, destinée à enfouir une partie des fondations hors sol, semble également avoir été utilisée sur le moulin à vent des Jésuites situé à l'arrière de leur collège, à la haute-ville.

Le choix du maçon Jean-Baptiste Maillou, dit Desmoulins, n'est pas le fruit du hasard puisqu'il collabore déjà, à titre d'entrepreneur-constructeur, aux travaux en cours à l'Hôpital général durant la même période. Ayant une filiation professionnelle avec l'entrepreneur-architecte Claude Baillif, il est parfois qualifié d'« entrepreneur des ouvrages du Roi » en raison des contrats sur diverses fortifications de la colonie⁷. Il a également participé à la construction du château

Saint-Louis, à quelques églises et à plusieurs édifices religieux.

En 1730, la partie en bois du moulin est en très mauvais état⁸. Les Augustines ont recours aux services du maçon Pierre Renault pour compléter la maçonnerie aux deux niveaux supérieurs de la tour⁹. La portion reconstruite est appuyée sur les fondations mises en place en 1709-1710. Comme la construction initiale, l'ensemble est coiffé d'une toiture et les mécanismes du moulin sont logés aux étages. Les Sœurs peuvent donc avoir recours aux deux moulins construits en dur, à vent et à godets, au milieu du XVIII^e siècle.

Les affrontements de 1759 et la perte de la colonie entraînent des conséquences immédiates sur les activités du moulin à vent. Celui-ci semble avoir subi des dommages au cours du siège de la ville en 1759, car un bail de location au maître farinier Louis Nadeau daté de 1762 indique l'obligation de le remettre en état¹⁰. Une autre conséquence réside dans la perte du contrat de mouture avec les autorités coloniales lors de la mise en place du Régime militaire anglais (de 1759 à 1764). Néanmoins, les Sœurs poursuivent l'exploitation du moulin jusqu'aux années 1770 sous une formule de location. Par contre, nous en savons très peu sur son utilisation au cours des dernières décennies du XVIII^e siècle. L'incendie survenu le 5 juillet 1805 semble confirmer la cessation des activités de mouture. L'utilisation du foyer du moulin pour brûler des « sarmements de vigne » serait à l'origine de la propagation de l'incendie¹¹. Malgré cet incident, la tour est conservée par les Sœurs et la toiture est rétablie peu de temps après l'incendie.



Intérieur du rez-de-chaussée du moulin après les travaux de 2013-2014 (Photographie de la Ville de Québec).

Un changement de vocation

Au cours des premières décennies du XIX^e siècle, la tour du moulin fait partie des quelques bâtiments dispersés dans la prairie au sud de l'hôpital. Cet espace est entouré d'une clôture de bois dont les extrémités sont appuyées sur les côtés ouest et est de la tour. La présence de cette clôture constitue d'ailleurs un obstacle pour le déploiement des ailes du moulin. Quelques représentations iconographiques de la première moitié du XIX^e siècle illustrent le moulin sans ses ailes. Quoique les religieuses poursuivent l'entretien de la maçonnerie et de la toiture, il est probable qu'une bonne partie sinon l'ensemble du mécanisme interne ne soit plus en place. La tour du moulin est également touchée par les incendies du quartier en juin 1862 et octobre 1866. La communauté a remplacé la toiture à chaque occasion.

Dépouillée de sa fonction initiale, la tour du moulin à vent semble dorénavant porteuse d'une valeur de commémoration associée à l'histoire de la communauté des Augustines de l'Hôpital général. Cette valeur se manifeste encore lors de la concession du site à l'avocat Jean-Baptiste Rivard Dufresne en 1883 alors que les Sœurs inscrivent une restriction au contrat spécifiant l'entretien de « l'ancien Moulin à Vent en pierre¹² ».

Survivre à l'urbanisation

Au milieu du XIX^e siècle, la tour du moulin est demeurée en place malgré la disparition de la plaine agricole au profit de la création du faubourg. En effet, le lotissement des terres de l'hôpital amorcé vers 1846, l'ouverture de nouvelles rues et la construction de maisons ont graduellement modifié le voisinage du site. Celui-ci a fait l'objet de quelques transactions au milieu du XX^e siècle. Il s'agit d'une période d'incertitude pour

l'intégrité de la tour du moulin entourée de hangars durant cette époque. Un propriétaire a même proposé sa démolition, mais la structure est demeurée en place.

Acquis par le gouvernement de la province de Québec en 1943, le site est intégré dans l'aménagement d'un parc urbain à la fin des années 1970. En 1998, le parc est cédé à la Ville de Québec. En dépit de la création d'un espace public, l'intégrité de la tour n'est pas assurée pour autant. Plusieurs indices de « fatigue » sont visibles dans la maçonnerie, résultat d'un entretien aléatoire au cours du XX^e siècle. Les travaux réalisés en 2013-2014 par la Ville de Québec ont permis de conserver l'immeuble et de lui assurer une certaine pérennité.

Conclusion

La tour du moulin est donc toujours établie sur son emplacement d'origine et cette structure s'inscrit



La tour du moulin à vent après les travaux de 2014 (Photographie de la Ville de Québec).

dans la tradition des moulins à vent érigés au Régime français dans la vallée laurentienne. Une partie de la tour et certaines composantes observées dans la maçonnerie au rez-de-chaussée sont l'œuvre d'un maçon-entrepreneur réputé en Nouvelle-France : Jean-Baptiste

Maillou, dit Desmoulins. Cet immeuble constitue également le seul vestige des moulins à vent érigés le long de la rivière Saint-Charles aux XVII^e et XVIII^e siècles. Sa présence dans un parc urbain offre un repère unique sur une partie de l'histoire du quartier Saint-Sauveur.

Notes

- 1 Guy Trépanier, *Le patrimoine des Augustines du monastère de l'Hôpital Général de Québec – Étude de l'architecture*, Ville de Québec, 2002.
- 2 Joseph-Henri Fournier, « Moulin à vent de l'Hôpital général de Québec », *Concorde*, vol. VIII, n° 9, septembre 1957, p. 20.
- 3 Bibliothèque et Archives Canada, « Résumé d'une lettre de la supérieure de l'Hôpital Général de Québec », 29 octobre 1709, COL C11A 29 fol.250v-251, Archives nationales d'outre-mer, France.
- 4 Archives des Augustines du monastère de l'Hôpital général de Québec, *Annales de l'Hôpital Général en 1709*.
- 5 Archives des Augustines du monastère de l'Hôpital général de Québec, *Marché sous seing privé entre les Religieuses et Jean Maillou, architecte de Québec*, 28 mars 1709.
- 6 Archives des Augustines du monastère de l'Hôpital général de Québec, *Compte des dépenses faites pour la batisse du Moulin à vent de l'hospital général cette présente année 1710*, 22 décembre 1710.
- 7 Peter N. Moog, « Maillou (Mailloux), dit Desmoulins, Jean-Baptiste », *Dictionnaire biographique du Canada*, accessible en ligne : <http://www.biographi.ca/fr/>.
- 8 Archives des Augustines du monastère de l'Hôpital général de Québec, *Annales de l'Hôpital Général en 1731*.
- 9 Archives des Augustines du monastère de l'Hôpital général de Québec, *Quittance du 16 mars 1732*.
- 10 Archives des Augustines du monastère de l'Hôpital général de Québec, *Bail à Louis Nadeau*, 10 décembre 1762.
- 11 Joseph-Henri Fournier, « Moulin à vent de l'Hôpital général de Québec », *Concorde*, vol. VIII, n° 9, septembre 1957, p. 22.
- 12 Archives des Augustines du monastère de l'Hôpital général de Québec, *Bail à J. B. Rivard Dufresne*, 19 mars 1883.

L'église Saint-Sauveur, un patrimoine national¹

Luc Noppen, Historien d'architecture
Professeur titulaire
Département d'études urbaines et touristiques
UQAM



Photographe : Pierre Lahoud

Sur le territoire de la capitale nationale, le quartier Saint-Sauveur recèle un important patrimoine ecclésial, conventuel, scolaire et hospitalier, nonobstant les affres du temps. Au premier rang : l'Hôpital général qui se déploie autour des premiers bâtiments de l'ancien couvent des Récollets, dont l'ancienne chapelle, établie en 1620 et reconstruite en 1671. Toutes catégories confondues, c'est l'édifice religieux le plus ancien conservé au Québec et en Amérique du Nord. Ce lieu, toujours vivant – c'est l'église de la paroisse Notre-Dame-des-Anges –, demeure le seul marqueur de la volonté régaliennne d'établir, au début du XVII^e siècle,

dans la vallée de la rivière Saint-Charles, *Ludovica*, ville nouvelle et principal établissement de la France en terre d'Amérique.

Mieux connue est l'église Saint-Sauveur, qui a accompagné la naissance et le développement du quartier du même nom. C'est Jean Le Sueur, ancien curé de la paroisse de Saint-Sauveur de Thury-Harcourt en Normandie, premier prêtre séculier arrivé au Canada en 1634, qui légua son nom au quartier qui nous intéresse ici. Pour les services rendus aux Augustines de l'Hôtel-Dieu, ce « monsieur, dit de Saint-Sauveur », un temps desservant de la chapelle Saint-Jean de la

côte Sainte-Geneviève (quartier Montcalm), obtint en 1653 que le fief Saint-François du coteau Sainte-Geneviève, qu'il possédait avec l'ingénieur Jean Bourdon, soit agrandi pour inclure les terres basses de la rivière Saint-Charles, appelées à devenir la « commune de Québec », mais laissées à l'abandon. En contrebas du faubourg Saint-Jean se développerait ainsi, le moment venu, le faubourg puis le quartier Saint-Sauveur dont la toponymie, on le voit, est déjà éminemment mémorielle et patrimoniale.

Une première église...

Comme ensemble urbain, Saint-Sauveur naît du débordement du quartier Saint-Roch sur les terres de Pierre Boisseau. Un an après le grand incendie qui ravage la basse-ville en 1845, Boisseau cède un terrain pour y construire une église succursale de la paroisse Saint-Roch. Un vaste bâtiment est érigé en 1851-1852 à « Boisseauville » d'après les plans fournis par Michel Patry, architecte-constructeur. L'architecture est modeste, sans clocher et inspirée par l'œuvre architecturale de Thomas Baillairgé, dont Patry est un disciple. Le monument est réduit à une forme essentielle, contexte oblige.



Québec BANQ_03Q_P428S3SS1D14P012-20

Dès l'ouverture au culte, en 1853, le service pastoral est confié aux Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée (OMI), congrégation fondée en France, en 1816, par Eugène de Mazenod, évêque de Marseille. Les Oblats avaient été invités à s'établir au Canada par M^{gr} Ignace Bourget, évêque de Montréal. Arrivés en 1841, ils s'implantent d'abord à Longueuil, puis essaient au Saguenay et à Ottawa. Les Oblats, missionnaires auprès des autochtones et des populations ouvrières – à Montréal, ils s'installent dans le faubourg Sainte-Marie en 1848 – quittent le Saguenay et s'établissent à Saint-Sauveur. C'est le père Flavien Durocher, natif de Saint-Antoine-sur-Richelieu, recruté par les Oblats, qui devient le premier supérieur de la communauté québécoise et desservant du nouveau lieu de culte. Son nom est bien inscrit dans la mémoire du quartier.

Le 14 octobre 1866, une conflagration, venue une fois de plus de Saint-Roch, atteint Saint-Sauveur et réduit en cendres le

quartier et sa jeune église dont l'architecture intérieure venait à peine d'être achevée. Pour faciliter la reconstruction du temple, le père Durocher obtient de l'évêque l'érection d'une paroisse autonome. Celle-ci est créée le 28 février 1867 et placée sous le vocable de « la Transfiguration de Notre Seigneur Jésus-Christ ». Pour mémoire, rappelons ici que la *Transfiguration* est un épisode de la vie du Christ, relaté par le Nouveau Testament, dans lequel, devant trois de ses disciples, Jésus change d'apparence corporelle pour révéler sa nature divine. Dans l'art chrétien, cet événement a donné lieu à d'innombrables représentations du Christ Sauveur.

L'église actuelle

Pour la reconstruction, le père Durocher retient les services du jeune architecte Joseph-Ferdinand Peachy. Il lui demande d'établir un projet qui réutiliserait les murs de l'église de 1852. La commande est bien suivie,

mais l'architecte agrandit le bâtiment. Il y ajoute une abside en hémicycle au chevet plat initial et une travée en façade; le mur pignon ancien et la nouvelle façade vont ainsi encadrer et contreventer une nouvelle tour, légèrement en saillie. Joseph-Ferdinand Peachy a été initié à la nouveauté en architecture par le jeune Charles Baillaigé, dont il fut l'élève, l'assistant (de 1853 à 1863) et l'associé (de 1863 à 1866). Il propose une architecture résolument nouvelle qui sera sienne : l'église Saint-Sauveur sera de style néo-roman (ou « normand », comme on le disait à l'époque), alors que Charles Baillaigé était plutôt un adepte du style gothique. Peachy s'inspire des œuvres de l'Étatsunien Samuel Sloan qui, lui-même inspiré par des architectes français, remet ce répertoire formel à l'honneur dans les années 1850-1860, en signalant combien ce style est approprié pour les églises, couvents et monastères. Peachy a connu l'œuvre de Sloan par ses ouvrages, dont *The Model Architect*, publié en 1852, et *Sloan's Constructive Architecture*, publié en 1859².

La façade que conçoit Joseph-Ferdinand Peachy s'inspire de celle de l'église St. James the Greater de Bristol, en Pennsylvanie, érigée en 1857 d'après des plans de Samuel Sloan, bien diffusés par la gravure. La lourde base du clocher délimitée par une bande lombarde est bien typique de la manière de l'architecte étatsunien. Au-dessus, la tour est portée par des retraits et ses coins sont évidés; les ouvertures sont encastrées dans des panneaux découpés dans l'épaisseur du mur. Mais, au-delà de l'inspiration évidente du modèle étatsunien, la façade de l'église Saint-Sauveur

est cependant une composition bien originale devant une façade plus large et avec deux étages de fenêtres, ce qui ne se retrouve pas dans le modèle étasunien.

Faute de moyens, l'érection de la flèche du clocher est reportée. Le moment venu, en 1892, Joseph-Ferdinand Peachy suggère un clocher d'un type nouveau. Cette fois, il est guidé par le modèle proposé par Théodore Ballu à l'église de la Trinité à Paris. Ce clocher, inspiré par les œuvres de la Renaissance en France, est formé de deux lanternons avec coupoles, superposés. Peachy connaissait cette église parisienne; il s'était inspiré de sa façade lors de la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste dans le faubourg Saint-Jean, après l'incendie de 1881. De plus, dans sa bibliothèque, il possédait plusieurs ouvrages de l'architecte Ballu, dont la *Monographie de l'église de la Sainte Trinité*, publiée en 1868³. Il s'agit en fait d'un recueil des plans de ce monument incontournable du Second Empire français dans la Ville Lumière.

Le clocher proposé par l'architecte Peachy ne convainc pas les Oblats. Ceux-ci cherchent à établir un signal plus fort dans le paysage construit du faubourg ancien qui se métamorphose en quartier dynamique de la capitale. Aussi demandent-ils à l'architecte d'exhausser son projet et d'ériger le clocher prévu, sur un étage de maçonnerie supplémentaire. C'est de cette volonté des religieux qu'est né ce fabuleux marqueur qui, pendant plus d'un siècle, a dominé le paysage construit de la basse-ville de Québec et qu'il s'agit maintenant de conserver. En effet, fragilisé par le temps, ce haut clocher menaçait de s'effondrer.



Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ 2003-03-151-32-01)

Il a été déposé en août 2017 et a depuis été entreposé devant l'église en trois morceaux. La Ville de Québec a récemment donné son aval à sa conservation en subventionnant sa restauration et sa remise en place. Elle a confié cette tâche à l'architecte Marie-Josée Deschênes, experte en patrimoine religieux.

Une œuvre d'art totale

L'église Saint-Sauveur a donc de quoi impressionner, sur le plan de l'architecture et du patrimoine. Sa présence urbaine est une signature identitaire très forte dans un milieu bâti résidentiel, par ailleurs assez homogène. C'est à la fois le monument du quartier, mais aussi un marqueur urbain dans le paysage urbain de la capitale, comme le sont par exemple les églises Saint-Jean-Baptiste et Saint-Charles-de-Limoilou. Toutefois, l'église de la rue des Oblats est bien plus. Grâce à son architecture intérieure et à son décor peint, c'est une œuvre

d'art totale, réalisée entre 1867 et 1900, qui mérite une attention particulière dans la courte liste des églises que, comme société, il nous sera possible de préserver. Cet intérieur a d'abord été mis en forme d'après les plans du même Joseph-Ferdinand Peachy. Encore ici, l'architecture romane a été adoptée. C'est d'ailleurs le supérieur de l'époque, le père Florent Vandenberghe, qui a requis cette uniformité stylistique bien caractéristique de l'architecture religieuse « à la française » de l'époque. On reconnaît cette architecture néo-romane à la forme cintrée des fausses voûtes, dressées en forme d'un seul berceau continu, et aux piliers composés, coiffés de chapiteaux surmontés d'arcades cintrées qui étayent et rythment l'ordonnance intérieure.

Cet intérieur est mis en valeur par un décor peint, réalisé par Dolphis-Adolphe Beaulieu et Nephtalie-Octave Rochon qui entrent en scène en 1886. Ces deux ornemanistes reconnus et

bien connus des Oblats venaient de réaliser, pour ces religieux, le nouveau décor intérieur de l'église Saint-Pierre-Apôtre à Montréal. Dans leur proposition aux Oblats, ils accordent une belle place au peintre Charles Huot à qui échoit la tâche de peindre les grands tableaux sur toile devant orner les transepts, le sanctuaire et les grandes plages de la voûte. Formé à l'École des beaux-arts de Paris, Huot développe un art « à la française » qui plaît aux Oblats et à Peachy, contrairement aux formules léchées et « italianisantes » d'un Eugène Hamel ou d'un Napoléon Bourassa, également en lice pour ce travail. Il ne fait d'ailleurs pas de doute que c'est le succès de l'ensemble peint de Saint-Sauveur qui a valu à l'artiste la prestigieuse commande des tableaux des salles de séance de l'hôtel du Parlement, à laquelle il se consacra de 1910 à 1930.

Charles Huot entreprend la colossale tâche en 1886, alors qu'il séjourne en Allemagne. Cette même année, un soir de mai, le quartier est dévasté par un incendie qui consume plus de 500 maisons, mais l'église est indemne. C'est le père Ferdinand Grenier, curé de la paroisse, qui établit le programme iconographique et choisit les thèmes religieux dont le peintre traitera. Celui-ci livre, au fil des ans, les cinq grands tableaux qui ornent la voûte (*Le Paradis, L'Enfer, La Transfiguration, Le Jugement*

dernier, La Fin du monde) et les tableaux des transepts nord (*La Nativité*) et sud (*La Résurrection*).

D'autres tableaux de Charles Huot ornaient le chœur et encadraient le premier retable d'autel, célébrant le Saint-Sauveur (installé par Ferdinand Villeneuve en 1878). Ceux-ci glorifiaient l'apostolat des missionnaires Oblats. Ce premier retable et les tableaux le jouxtant ont été enlevés en 1920 pour faire place au retable actuel (installé par l'atelier de Joseph Villeneuve). Celui-ci est encadré d'un décor peint, plutôt exubérant et baroque, qui glorifie le Sacré-Cœur-de-Jésus, selon la volonté du père Victor Lelièvre, missionnaire-prédicateur français, arrivé au Québec en 1903 et vicaire de la paroisse. Le père Lelièvre a consacré sa vie à promouvoir la dévotion du Sacré-Cœur-de-Jésus et, il faut le dire, il est aussi l'un des fondateurs du syndicalisme catholique.

Toujours en place, le mobilier de l'église provient de l'atelier de William Drum, un temps le principal manufacturier de meubles du Canada, et réalisé de 1873 à 1876 selon le plan d'ensemble conçu par Joseph-Ferdinand Peachy.

L'église Saint-Sauveur, d'une valeur patrimoniale exceptionnelle, demeure aujourd'hui un lieu de culte actif intégré à la paroisse Sainte-Marie-de-l'Incarnation, issue de sa fusion, en 2019, avec les paroisses de Notre-Dame-de-Saint-Roch, Notre-Dame-de-Vanier et Saint-Angèle-de-Mérici. Il est tout à fait étonnant et regrettable que ce haut lieu de notre patrimoine ecclésial national n'ait pas encore été classé comme bien patrimonial national par le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Espérons que l'inauguration prochaine du clocher restauré soit aussi l'événement qui permettra d'annoncer une telle reconnaissance.

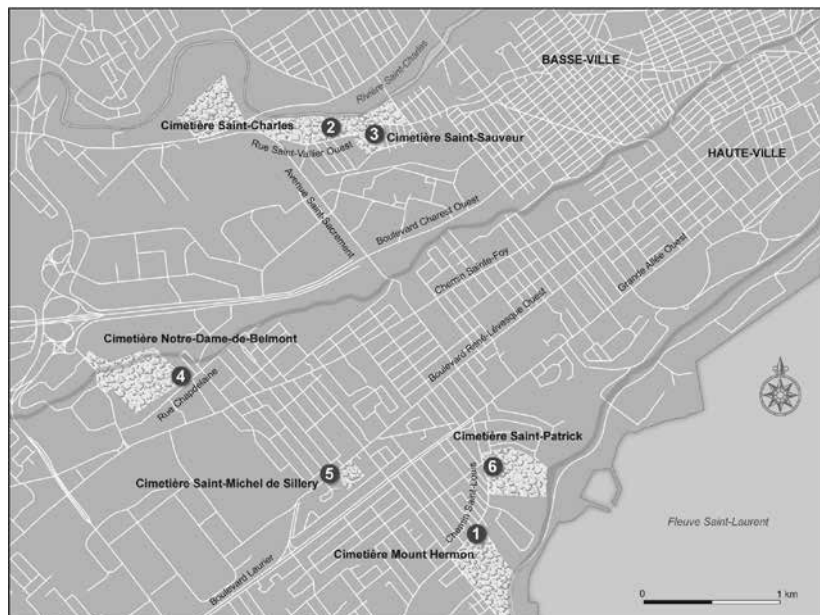


Notes

- 1 Sur le sujet, on lira : Luc Noppen et Lucie K. Morisset, *L'église Saint-Sauveur à Québec*, Québec, Fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur, 1997, 16 p.
- 2 Ces ouvrages, retrouvés dans les archives de l'architecte, sont conservés aux Archives de l'Université Laval.
- 3 Les ouvrages de Samuel Sloan et Théodore Ballu, retrouvés dans les archives de l'architecte, sont conservés aux Archives de l'Université Laval.

Le cimetière Saint-Charles

Brigitte Garneau



Carte des cimetières-jardins

Le Saint-Charles est le plus grand cimetière catholique francophone de la ville de Québec. Il comprend trois parties : l'ancienne située entre la rue Saint-Vallier Ouest et la rivière Saint-Charles et fermée à la sépulture en 1967; le cimetière Saint-Sauveur localisé juste en face; et la nouvelle partie sur le boulevard Wilfrid-Hamel, ouverte en 1967. En 1941, l'historien Pierre-Georges Roy notait : « jusqu'à aujourd'hui, il y eu [sic] plus de 130 000 [sic] inhumations dans St-Charles et St-Sauveur¹ ». À ce jour, le Saint-Charles en compte 400 000.

Le 10 juin 1867, la fabrique de Saint-Roch cède aux Oblats de Marie-Immaculée le terrain qu'elle avait acheté en 1854 du juge Philippe Panet et qui deviendra le cimetière Saint-Sauveur. Le 21 décembre 1912, quand est

créée la Compagnie du cimetière Saint-Charles, le cimetière Saint-Sauveur lui est rattaché, mais il conserve son nom. La population se souvient encore de son magnifique portail d'entrée en fer forgé, marqué des lettres OMI (Oblats de Marie-Immaculée), malheureusement disparu récemment.

Le cimetière lui-même est établi en 1855 dans le contexte des épidémies qui frappent Québec. Il faut se rappeler qu'entre 1832 et 1854, la ville connaît cinq épidémies de choléra. De plus, la typhoïde, la scarlatine, la diphtérie et la variole sévissent à l'état endémique. À cette époque, on croit les cimetières responsables de la contagion. On pense que des miasmes dégagés par les morts dans l'atmosphère propagent les maladies. Alors, en 1854, on interdit l'inhumation à



Entrée principale Saint-Vallier Ouest. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables



Portail du Cimetière St-Sauveur. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables

l'intérieur des murs de la cité et on décide de créer des cimetières-jardins en banlieue, à une distance d'au moins deux milles des limites de la ville, soit à plus de trois kilomètres.

Les cimetières-jardins sont établis sur de grands domaines boisés. En haute-ville, on aménage le Mount Hermon en 1848, le Saint-Michel (autrefois Saint-Colomban) en 1855, le Belmont en 1859 et le Saint-Patrick en 1879. Le Saint-Charles est le seul du genre en basse-ville, ce qui le rend particulièrement intéressant.

L'entrée principale du Saint-Charles se distingue par un bâtiment majeur construit en 1854 et qui logeait une chapelle. Le dernier mariage qui y est célébré est celui de Jeannine Coulombe (1923-2010) avec René Richard, à son retour de la guerre en 1945. « On restait dans Saint-Malo, mais ils ont fondé la paroisse Notre-Dame-de-Pitié. Comme les travaux n'étaient pas finis, on a été les derniers à se marier dans la petite chapelle du cimetière. C'était beau, c'était riche, cette petite chapelle-là », me racontait-elle quelques mois avant sa mort.

La vieille partie comporte des sections tracées à la française, de façon rigoureuse et symétrique comme à Versailles, et d'autres à l'anglaise, avec des parcours sinueux, des boucles et des ronds-points pour tenir compte de la topographie. L'architecte et ingénieur de la ville de Québec, Charles Baillairgé (1826-1906), s'est vu confié son aménagement paysager. Baillairgé a décrit plus tard sa méthode :

« Faire un plan du terrain sur une assez grande échelle et y indiquer la position exacte de tous les principaux arbres, etc. Puis, sur ce plan, tracer les sentiers et les lots proposés et retourner ensuite sur le terrain le plan à la main pour y tracer ce qui aurait été d'abord tracé sur le plan. C'est là la seule manière de faire les choses correctement. » Et il ajoute : « Je m'y connais un peu en matière de cimetières, ayant visité les plus beaux des États-Unis, et celui de Greenwood n'est surpassé dans aucune partie du monde². »

Il fait référence au cimetière de Greenwood de la ville de New York, dans l'arrondissement de



Patrimoine arboricole avenue St-Jean-Baptiste. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables



Patrimoine arboricole Avenue St-Roch. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables

Brooklyn. Sur un plan daté de 1879, on aperçoit très bien le pont Scott et la partie boisée où Baillairgé a dessiné une trentaine de lots de personnages publics qui font la gloire de ce champ des morts.

Le patrimoine arboricole

Encore aujourd'hui, certains arbres qui se dressent au cimetière

Saint-Charles existaient déjà à son ouverture, en 1855, notamment des érables argentés, des érables à sucre, des ormes d'Amérique, des frênes et des chênes. Plusieurs sont plus que bicentennaires, selon les observations faites par l'ingénieur forestier Claude Maranda en 2014. Dans l'*Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, on note que « certains comptent parmi les plus vieux arbres de Québec³ ».



Petit temple d'inspiration néoclassique Monument Venner. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables



Édicule d'inspiration néo-gothique Monument Paquet. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables



Caveau familial Zéphirin Paquet. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables

Une très grande variété architecturale d'ouvrages funéraires

Ce cimetière-jardin de la basse-ville compte de nombreux monuments funéraires remarquables et comparables, dans leur richesse et leur diversité, à ceux des cimetières-jardins de la haute-ville. Il possède toute une variété architecturale d'ouvrages funéraires : mausolées familiaux, chapelles funéraires, cryptes hors terre, cénotaphes en forme de sarcophage hexagonal, piliers quadrangulaires et octogonaux, monuments trapézoïdaux, stèles percées d'une fenêtre monastique, colonnes tronquées, obélisques, colonnes cylindriques, plaques au sol, sphères, stèles à la verticale et à l'horizontale, enclos circulaires et semi-circulaires.

Ces ouvrages funéraires honorent de nombreux dignitaires qui ont fait l'histoire de la ville de Québec et souvent du Québec tout entier. L'historienne Annie Blouin a localisé l'emplacement de l'inhumation de plus d'une cinquantaine de personnes bien connues à Québec à la fin du XIX^e siècle et au cours de la première moitié du XX^e siècle. Elle résume ainsi la position sociale de ces disparus : « des professions libérales en abondance, une prédominance d'avocats, de médecins, des artistes, des artisans [...], des commerçants, surtout des grands marchands⁴ ».

Deux ouvrages en particulier servent fréquemment à représenter le Saint-Charles : le temple du riche commerçant et banquier de Saint-Roch, William Venner (1813-1890), et l'édicule surmonté d'un ange à la trompette du marchand Zéphirin Paquet (1818-1905).

Le premier monument est célèbre parce qu'il a d'abord été fabriqué en Europe pour honorer la sépulture du fils de Napoléon I^{er}, Napoléon II (1811-1832), surnommé l'Aiglon. Il comporte un petit temple à la grecque, une urne drapée sur le toit, une grille de pierre et de fer forgé exactement semblable à celle que Baillairgé fit dresser devant la basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec, une statue du Sacré-Cœur qui a remplacé vers 1900 la déesse d'origine, un sarcophage et une voûte souterraine d'une hauteur de 12 pieds (3,65 mètres) pouvant contenir 30 cercueils. À la demande du riche banquier, dans les années 1857-1861, tous devaient être recouverts de plomb. Cela nous apparaît invraisemblable aujourd'hui, mais au milieu du XIX^e siècle, les épidémies se succédaient et on voulait que les corps des défunts soient sécurisés le plus possible pour éviter les odeurs associées à la contagion. En 2008, 28 dépouilles sur 30 occupaient la crypte.

Le second, construit vers 1900, se distingue par une base formée de maisonnettes à pignons, des colonnettes de granit rouge vermillon prolongées par des pinacles, un baldaquin, un sablier ailé et un ange à la trompette d'une rare beauté. Au pied, la dalle en marbre blanc qui recouvre le caveau raconte un véritable chapitre de l'histoire familiale du couple fondateur de la Compagnie Paquet Limitée, Zéphirin Paquet et son épouse, Marie-Louise Hamel. Cette page de pierre témoigne des particularités du système de transmission des prénoms des enfants en milieu traditionnel québécois francophone. Par exemple, dans différentes régions du Québec francophone, il était



Sphère et ange monument Parent cimetière Saint-Sauveur. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables

courant de donner le prénom d'un enfant mort au suivant. Ici, Joseph Arthur, qui a vécu un jour en 1877, portait le prénom de son frère Joseph Arthur, mort avant lui en 1876 à l'âge de 3 mois. Caroline, qui a vécu 3 ans et 1 mois jusqu'en 1884, portait le prénom de sa petite sœur Caroline, décédée avant elle en 1878 à l'âge de 4 jours. Les deux Marie qui n'ont vécu qu'un jour en 1888 et en 1893 n'ont reçu aucun autre prénom, comme c'était la coutume chez les Québécois francophones, lorsque les bébés étaient ondoyés à leur naissance et mouraient peu de temps après. En comparaison, les Acadiens francophones, durant les années 1900-1960, voyaient les choses autrement : « L'enfant qui meurt doit emporter son nom avec lui; il serait malchanceux qu'un enfant de la même famille reprenne le nom de l'enfant décédé⁵. » À sa manière, cette dalle conserve donc des traces identitaires, non seulement d'une famille, mais de tout un peuple.



Épitaphes avec caractères chinois. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables

Un locataire prestigieux au cimetière Saint-Sauveur

Au cimetière Saint-Sauveur, l'enclos familial du 12^e premier ministre du Québec, Simon-Napoléon Parent (1855-1920), occupe une place particulière. Grâce à la Commission de la capitale nationale du Québec, qui entretient et met en valeur les monuments funéraires de tous les premiers ministres du Québec, nous connaissons bien son histoire. Cet enclos est délimité par un muret imposant en granit rouge originaire du Nouveau-Brunswick. Les huit urnes sont ciselées dans le même matériau. Au centre, la colonne elle-même, d'une hauteur de 3,6 mètres, est en granit beige. Elle repose sur un socle majestueux dont les arêtes sont taillées en biseau. Pour couronner le tout, une sphère de 1,5 mètre de diamètre coiffe la colonne. Quatre petites croix et un ange y sont sculptés en creux. L'ange n'a pas toujours été là. Au moment de son érection, le monument a soulevé la colère du clergé parce que la sphère représente l'univers et que ce symbole n'était pas assez chrétien. Parent y a donc fait ajouter au sommet un magnifique ange à la croix importé d'Italie. Celui-ci porte

une étoile au front, symbole de la lumière à suivre, et il pointe le doigt au ciel, pour indiquer ce qui attend les justes après la mort.

Parent a été très actif sur la scène municipale, puisqu'il est devenu maire de la ville de Québec en 1894, et qu'il a continué d'occuper ce poste, même pendant qu'il était premier ministre de la province entre 1900 et 1905. Sur la colonne centrale, on a voulu rappeler qu'il a aussi été président de la Commission du chemin de fer transcontinental entre 1906 et 1911, donc lors de l'effondrement du pont de Québec en 1907, et enfin, président de la Commission des eaux courantes du Québec, chargé de dresser l'inventaire des ressources hydrauliques. Même s'il est décédé à Montréal, Parent est inhumé à Québec sur ce vaste terrain circulaire de 82 mètres carrés qu'il avait acquis en 1901.

La présence de Chinois christianisés à Québec au cimetière Saint-Charles

Le Saint-Charles ne loge pas que des personnalités publiques. Il abrite aussi des membres de la communauté chinoise, christianisés à Québec à compter de 1919. Leurs monuments sont



Communauté chinoise. Suzanne Beaumont, 2011, Pierres mémorables

regroupés à deux endroits. D'abord sur l'avenue Saint-Jean-Baptiste où on trouve de vieilles tablettes en calcaire recouvertes d'inscriptions en langue chinoise. Puis le long de l'avenue du Pont-Scott où

ils utilisent les décors végétaux pour illustrer leur culture florale, leur sens de l'esthétique et leur affection pour les couleurs éclatantes. Que ce soit en matière de fleurs, de photographies de leurs défunts, de leurs épitaphes en caractères chinois, de leurs choix de personnages religieux et de symboles pieux remplis de douceur et de simplicité, leurs préférences contribuent à affirmer leur vision d'un passage vers l'au-delà dans la fierté de leurs origines.

En 1910, il existe une vingtaine de buanderies chinoises

à Québec. En 1936, on compte 30 petits restaurants servant des mets chinois⁶. La communauté s'élève à 600 membres en 1971. À partir des années 1970, les expropriations pour faire place à la construction des bretelles de l'autoroute Dufferin-Montmorency font disparaître les principales traces de leurs installations.

Brigitte Garneau, *Les pierres tombales nous parlent. La vieille partie du cimetière Saint-Charles à Québec : 1855-1967*, Les Éditions Gid, Québec, 2017, 325 p.

Notes

- 1 Pierre-Georges Roy, *Les cimetières de Québec*, Lévis, Québec, 1941, p. 211.
- 2 Lorraine Guay, « Le cimetière vide », *Les cahiers du CRAD*, vol. 13, n° 1, 1991, Université Laval, p. 21, citant AFND, 15 décembre 1857.
- 3 Vicky Lapointe, « Cimetière Saint-Charles à Québec », dans *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, 2007, accessible en ligne : <http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-545/> (page consultée le 23 février 2023).
- 4 Annie Blouin, *Cimetière Saint-Charles. Historique-Personnalités*, document non publié, Corporation du Cimetière Saint-Charles, Québec, 1998, p. 23.
- 5 Jean-Claude Dupont, *Le rituel de la vie. Traditions populaires acadiennes*, Les Éditions Gid, 2002, p. 42.
- 6 Christian Samson, *La mission chinoise de Québec (1914-1948) : prosélytisme et intégration*, Mémoire de maîtrise en histoire, Département d'histoire, Faculté des lettres, Université Laval, Québec, 2007, p. 28.

La corderie de Saint-Sauveur

Jean-François Caron, historien

La construction navale à Québec connaît son âge d'or au milieu du XIX^e siècle. Autour des nombreux chantiers gravitent plusieurs industries auxiliaires, telles les goudronneries, les voileries, les tonnelleries et les corderies. Celles-ci sont les plus visibles dans le paysage, et pour cause. Du fait de son fonctionnement, une corderie est constituée d'un très long bâtiment dans lequel on produit une corde d'un seul tenant de 185 à 200 mètres de longueur qu'on appelle alors une encablure.

La région de Québec compte quelques corderies au XIX^e siècle,

que ce soit celles de John Goudie près de l'Hôpital général, de Robert Dalkin sur la Canardière, de John Brown à Limoilou ou celle du Gros-Pin à Charlesbourg. Toutefois, celle qui attire le plus l'attention se situe dans le quartier Saint-Sauveur, et elle était exploitée par Evan Rees.

Originaire de Bristol en Angleterre, Evan Rees père arrive à Québec avec sa famille de 10 enfants au début du XIX^e siècle. En 1823, il aménage une corderie à la Pointe-aux-Lièvres. Dès l'année suivante, il meurt. Evan Rees fils prend la

relève et poursuit la production de corde. En 1845, il acquiert la villa Bas-Bijou puis, vers 1847, il construit une nouvelle corderie au cœur du nouveau village de Boisseauville. Située en bordure de la rue De Mazenod, elle s'étire sur 340 mètres, entre les rues Arago et Bagot, coupant ainsi le quartier en deux. Bien qu'Evan Rees fils décède en 1863, la production de corde se poursuivra jusqu'au 14 octobre 1866, jour où elle est détruite par le grand incendie de Saint-Roch. De nos jours, seule une photographie rappelle son existence passée.



Le monastère-hôpital de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec (Photo : Pierre Lahoud, 2009).

L'hôpital de Saint-Sauveur, les 150 ans de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

Denis Robitaille

À l'été 1868, le notaire Louis Falardeau (1824-1881) conclut l'acte de donation de son vaste terrain situé dans Saint-Sauveur, entre la rue Saint-Vallier et la rivière Saint-Charles. Depuis trois ans, il rêve d'y voir bâtir un hôpital pour abriter tous ceux qu'ailleurs on refuse. À l'origine, il croyait que les Augustines en seraient les dirigeantes. Il les connaît bien, même depuis l'enfance. Il est aussi leur procureur.

Cependant, l'évêque de Québec, M^{gr} Charles-François Baillargeon (1798-1870), le convainc qu'une communauté cloîtrée ne peut prendre en charge un tel établissement qui devra assurer des soins à domicile. Le terrain ira aux Sœurs de la Charité de Québec et elles construiront l'hôpital.

Le 6 juin de l'année suivante, le malheur frappe les Sœurs de la Charité. Un incendie ravage leur

chapelle en haute-ville et une partie de leur maison-mère. Ne pouvant à la fois se consacrer à la réfection de leur maison et à leur nouveau projet, les religieuses se voient contraintes de renoncer à l'hôpital de Saint-Sauveur. Cependant, l'évêque insiste pour qu'elles reviennent sur leur décision. Il décède un an plus tard avant de parvenir à ses fins. Un nouvel évêque, M^{gr} Elzéar-Alexandre



Mère Saint-Zéphirin, fondatrice et première supérieure du monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, avec quelques-uns des premiers patients de l'hôpital, vers 1878, Québec, Le Monastère des Augustines, HDSC-K1.14.2.

Taschereau (1820-1898), accède au siège épiscopal de Québec, le 24 décembre 1870. Il accepte d'emblée de confier la direction du nouvel hôpital aux Augustines de l'Hôpital général de Québec. Il en deviendra même l'un des plus ardents défenseurs.

L'architecte Joseph-Ferdinand Peachy (1830-1903) en dessine les plans. La première pierre est bénite le 9 octobre 1871. L'établissement ouvrira ses portes deux ans plus tard.

Le grand mal

Après les adieux à leur communauté, qui ont eu lieu la veille, six augustines quittent, en silence et le voile baissé, leur monastère de l'Hôpital général, le 8 septembre 1873. Elles montent à bord de voitures pour franchir le kilomètre qui les sépare de leur destination, accompagnées par le notaire Falardeau et d'autres dignitaires.

Elles ont à leur tête Marie-Louise Josephte Rousseau (1827-1890), dite Saint-Zéphirin, une hospitalière d'expérience qui a déjà dirigé l'Hôpital général. À leur arrivée, tout reste à faire dans un hôpital qui vient de surgir de terre.

Elles aménagent les salles. Elles reçoivent en dons des lits, des berceaux, des meubles, de la nourriture et un harmonium pour la chapelle. L'établissement est destiné à accueillir les personnes qui souffrent d'épilepsie, le « grand mal » comme on disait à l'époque. Depuis toujours, le caractère soudain, impressionnant et inexplicable des crises d'épilepsie fait peur. Les témoins y voient la manifestation du Malin. Les personnes qui en souffrent sont exclues de la vie en société, leurs familles ne savent comment en prendre soin, on les refuse dans les églises.

Le 21 septembre 1873, les hospitalières reçoivent leur premier résident épileptique.

« Nous sommes heureuses d'avoir déjà sous nos soins un jeune garçon de 18 ans, qui est venu lui-même solliciter son entrée à l'Hôpital. Il est épileptique. [...] il se nomme Philippe. C'est un bien bon petit garçon rempli de bonne volonté, prêt à tout ce qu'on lui demande, enfin nous l'aimons beaucoup et nous espérons qu'il s'attachera à l'Hôpital; il dit qu'il ne s'ennuie pas. Il est bien travaillant et il est toujours content de tout¹. »

Pour lui et les centaines d'autres comme lui qu'elles recevront à partir de ce moment, les sœurs s'emploient à créer un havre sécuritaire et chaleureux. Elles se font institutrices, elles organisent des activités culturelles et sportives. Les résidents qui le

peuvent participer aux tâches quotidiennes. On ne connaît aucun traitement contre l'épilepsie à l'époque. Les crises sont fréquentes et requièrent quelquefois la contention. Les soignantes apaisent les malades, enfants et adultes, qui résident parfois de nombreuses années à l'hôpital.

Les enfants trouvés et abandonnés

Quelques jours après l'admission du premier épileptique, les augustines accueillent le premier nouveau-né laissé à leur porte.

« Nous avons reçu cet après-midi une petite fille âgée seulement de 15 jours. [...] Avec quelle joie, notre Mère Supérieure l'a reçue et comme il était beau de la voir presser dans ses bras cette pauvre petite orpheline; avec quelle tendresse, elle l'a déposée dans son berceau. Mr. Falardeau est venu, on la lui a montrée, il était très ému; il l'a baisée et il nous a dit quelques paroles d'encouragement². »

Hélas, la petite Marie-Emma meurt le lendemain. Rapidement, d'autres viendront. Dès la première année, de 10 à 12 nourrissons par semaine sont déposés à la porte de l'hôpital ou dans le tour du monastère chargé habituellement de la réception des colis. Cette mission, que les sœurs sont les seules à assumer à Québec, ne cesse de prendre de l'ampleur. Elles s'adjoignent de jeunes femmes, les « Filles agrégées », qui se consacreront aux soins des enfants. Devant la proportion effarante des mortalités, elles s'inquiètent. Près de 85 % des bébés décèdent peu de temps après leur arrivée. Ils viennent au monde dans le secret imposé par une société



Enfants hospitalisées avec sœur Marie-Claire Dubé, dite Sainte-Claire d'Assise, 1953, Québec, Le Monastère des Augustines, HDSC-K1 (Références 16, photo n° 22).

qui ne tolère pas les naissances hors mariage et en l'absence de soins appropriés. Par conséquent, les enfants arrivent dans un bien triste état. Il faudra des années pour que l'amélioration de l'hygiène et les progrès de la médecine favorisent une augmentation du taux de survie. Au début du siècle, l'accueil des nourrissons dépasse largement les capacités de l'hôpital. Les Sœurs du Bon-Pasteur fondent la Crèche Saint-Vincent-de-Paul et accueillent leurs premiers orphelins le 2 septembre 1901. En octobre 1929, cette crèche prendra en charge tous les enfants abandonnés de Québec. Les augustines et leurs filles agrégées renonceront avec regret à cette mission à laquelle elles sont attachées. Entre les premiers jours de leur hôpital et le départ des derniers enfants de leur orphelinat, elles auront accueilli 9 643 bébés.

Le souci permanent du financement

À l'hôpital, tous les soins sont offerts gratuitement. Le souci de l'argent est constant. Les augustines cloîtrées ne pouvant sortir de leur monastère pour solliciter des dons, elles créent, dès 1874, une communauté distincte qu'elles nomment les Sœurs des pauvres. Ces jeunes religieuses visitent les malades à domicile et parcourent les villes et les campagnes pour solliciter la générosité des citoyens. Elles passent de porte en porte, elles visitent les halles et les marchés. Si elles sont généralement bien reçues, elles essuient parfois refus et sarcasmes. Leur retour au monastère après une tournée est toujours salué avec reconnaissance et émotion.

Outre le fondateur, Louis Falardeau, qui ne cesse d'être généreux pour

son hôpital, de nombreux bienfaiteurs et bienfaitrices apportent sans relâche leur soutien. Bazars, tombolas, concerts-bénéfice et sollicitations de mécènes se succèdent. Les boulangers fournissent le pain; les bouchers, la viande; les tanneurs, le cuir pour les chaussures. Les sœurs créent de petites industries. Elles se font lavandières pour la lingerie des navires à vapeur, elles produisent des fleurs en serre, elles fabriquent des cierges, des hosties et du vin de messe.

Ce souci financier pousse l'hôpital au bord du gouffre. Une tentative d'investissement des sœurs dans une entreprise tourne mal. En octobre 1890, elles perdent un procès contre leurs créanciers. L'année suivante, leurs biens sont mis aux enchères par vente judiciaire. Coup de théâtre, les autorités du Séminaire de Québec achètent

tout et laissent les biens au service de l'hôpital. Il faudra aux sœurs de nombreuses années pour éponger cette dette. L'aide gouvernementale, pour sa part, n'arrivera qu'à la suite de l'adoption de la *Loi de l'assistance publique* votée le 18 mars 1921. Les augustines reçoivent alors 0,33 \$ par jour, par malade.

Croissance

À peine six ans après la fondation, les augustines inaugurent un deuxième corps à leur bâtiment pour accueillir davantage d'épileptiques, de petits enfants, d'infirmités, de vieillards et d'incurables. Cette seconde aile, dessinée comme la précédente par l'architecte Peachy, prendra le nom de Saint-Zéphirin. À l'automne 1903, les sœurs ajoutent la chapelle extérieure, le chœur des religieuses et un bâtiment pour compléter leur espace monastique (architectes Berlinguet et Le May). La dernière construction du temps des religieuses consistera en un agrandissement de l'hôpital en 1963, qui majorera de 150 lits la capacité de l'établissement.

Après la fin de l'accueil des enfants trouvés et abandonnés, en 1929, et celle des vieillards et des infirmes en 1937 (au total, 3 356 inscrits au registre), les sœurs se consacrent dorénavant aux épileptiques. Grâce aux progrès de la science, on peut désormais traiter la maladie. Les augustines ouvrent une clinique pour consultation externe et elles engagent des neurologues. Au milieu du siècle, les malades

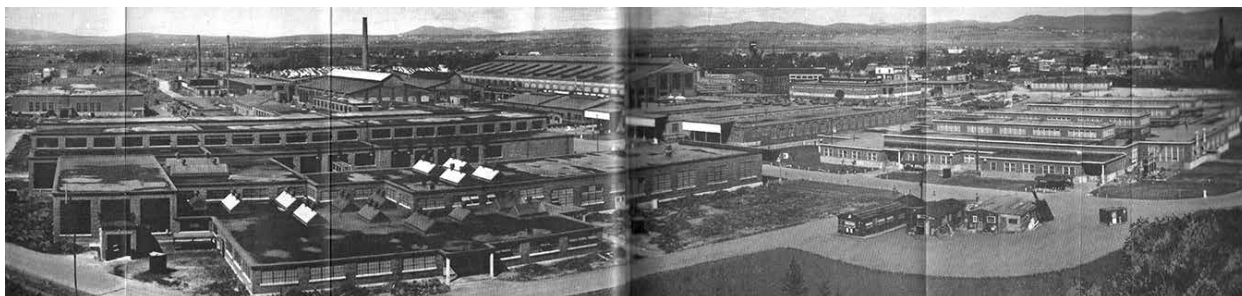


peuvent de plus en plus être traités rapidement, sans long séjour à l'hôpital, ce qui contribue à libérer des espaces. Un centre médico-social pour enfants ouvre en 1952. Dix ans plus tard, à la suite de l'adoption de la *Loi des hôpitaux*, l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus est géré par un conseil d'administration. La dernière augustine à occuper le poste de directrice générale, sœur Marie-Claire Landry (1921-2014), quitte ses fonctions en 1969.

L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus demeure un établissement méconnu du grand public. À l'écart des artères principales de la ville et hors des quartiers institutionnels, il a accueilli avec discrétion les laissés-pour-compte de la société de l'époque. Devenu un centre de pédopsychiatrie administré par le CIUSSS de la Capitale-Nationale, il se consacre aujourd'hui aux jeunes en détresse. Le monastère est toujours occupé par les augustines, 150 ans après la fondation de leur hôpital.

Notes

- 1 *Journal de la Communauté* – volume 1, 1873-1879, 21 septembre 1873, Québec, Le Monastère des Augustines, HDSC-A2.1.1, p. 5.
- 2 *Journal de la Communauté* – volume 1, 1873-1879, 31 octobre, 2 et 3 novembre 1873, Québec, Le Monastère des Augustines, HDSC-A2.1.1, p. 13.



Arsenal de Saint-Malo vers 1943, tiré du livre L'Arsenal de Québec 1880-1945

L'Arsenal de Saint-Malo

Jean-François Caron, historien

En 1879, le gouvernement canadien fonde la Cartoucherie de Québec. Érigée dans l'enceinte du parc de l'Artillerie déserté à la suite du départ de la garnison britannique le 11 novembre 1871, elle amorce ses activités en octobre 1882 et deviendra plus tard l'Arsenal du Dominion.

Lors de la guerre des Boers et de la Première Guerre mondiale, la cartoucherie du Vieux-Québec répond à la demande. Toutefois, la Deuxième Guerre mondiale connaît des besoins en munitions beaucoup plus considérables. Il faut donc trouver rapidement une extension aux usines de Valcartier aménagées à partir de 1934 et au vieil arsenal de la côte du Palais. C'est alors que le surintendant de l'arsenal fédéral, le brigadier Antonin Thériault, trouve la solution idéale. On achète les usines désaffectées du

Canadian National Railway, l'ancienne compagnie ferroviaire de Transcontinental, situées dans le quartier Saint-Malo. Les usines sont transformées pour y installer de la machinerie des plus modernes. On y produira les parties constituant les cartouches pour armes portatives de calibre 0,303. En 1943, au sommet de sa production, l'Arsenal de Saint-Malo emploie 7 027 travailleurs, dont 4 376 femmes.

En 1945, une fois la paix revenue, l'entreprise devient inutile et est fermée au profit des installations de Valcartier, où la production est concentrée. La Ville de Québec acquiert le site et les bâtiments et y inaugure son premier parc industriel. Quant aux installations du parc de l'Artillerie du Vieux-Québec, elles ferment à leur tour en 1964.



Parc industriel Saint-Malo, dans les années 2000, Ville de Québec

Le centre industriel Saint-Malo

Jean-François Caron, historien

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Arsenal de Québec est l'un des plus gros employeurs de la région de Québec. Beaucoup de femmes y travaillent. L'Arsenal occupe les installations de l'ancienne compagnie ferroviaire du Transcontinental, situées dans le quartier Saint-Malo. Dès 1910, celle-ci avait construit des usines pour la réparation de ses locomotives et de ses wagons. En 1944, plusieurs indices laissent croire que la fin de la guerre approche et le Comité municipal du commerce et de l'industrie songe alors à trouver une solution de rechange

au secteur de l'armement, qui ralentira forcément.

C'est dans ce contexte que le 25 janvier 1945, on nomme un premier commissaire industriel, Armand Viau. Sous sa direction, le 11 octobre 1946, la Ville de Québec fait l'acquisition, pour un demi-million de dollars, du grand terrain et des 49 bâtiments qui constituaient encore récemment l'Arsenal de Saint-Malo. On en fera la première zone industrielle de la capitale, soit le centre industriel (aujourd'hui le parc industriel) Saint-Malo. On y attirera des industries qui

prendront effectivement le relais économique. Le 28 janvier 1947, l'Oval Wood Dush et Robes Mon Bijou sont les deux premières entreprises à acquérir des propriétés dans ce nouveau centre industriel. Par la suite, la Crane Steelware Company, la General Electric, l'Imperial Tobacco, la vitrerie Franklin Glass et les pains Diana les rejoindront. De nos jours, le nom du parc industriel Armand-Viau, situé dans l'arrondissement des Rivières, rappelle la mémoire de l'instigateur de ce projet de relance économique qui avait connu un vif succès.

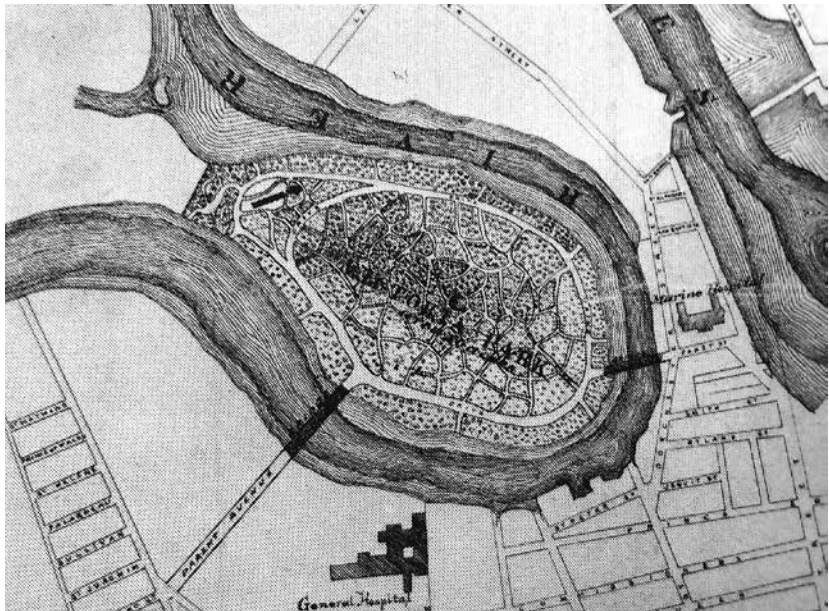
L'avenue Simon-Napoléon-Parent : comment embourgeoiser Saint-Sauveur

Jérôme Ouellet



Simon-Napoléon Parent vers 1920, BAnQ, Fonds J. E. Livernois Ltée, P560, S2,D1,P1657

On ne peut considérer l'avenue Simon-Napoléon-Parent sans s'intéresser au parc Victoria. La première doit son existence au second. À la suite de l'incendie destructeur de 1889, le Village de Saint-Sauveur s'entend avec la Cité de Québec pour joindre la capitale. Le règlement d'annexion, négocié par les deux parties, prévoit l'acquisition d'un terrain situé près du marché



Plan du parc Victoria vers 1897. Il montre bien à quel point l'ouverture de l'avenue Parent est tributaire de l'aménagement du nouveau parc. On comprend également mieux l'intention du maire Parent et de promoteurs de construire des lotissements de prestige dans ce qui est alors un espace encore non urbanisé. Ce plan permet enfin de distinguer la portion originelle de l'avenue, par contraste avec celle qui sera ajoutée à la suite du détournement de la rivière Saint-Charles au XX^e siècle (Tiré de Luc Noppen et collab., *Québec, trois siècles d'architecture*, Québec, Libre Expression, 1979, p. 409).

Saint-Pierre et qui est « destiné à être converti plus tard en parc ou en place publique¹ ».

Ce projet est abandonné jusqu'à l'élection de Simon-Napoléon Parent (1855-1920) au poste de maire de Québec en 1894. Il n'est alors plus question d'aménager un petit parc de quartier, mais un lieu plus vaste destiné à accommoder la population de la

basse-ville. Grâce à une entente conclue avec les Augustines de l'Hôpital général, la Cité met la main sur une presqu'île formée par les méandres de la rivière Saint-Charles. L'aménagement du parc Victoria, nommé ainsi en l'honneur du monarque britannique, s'inscrit dans une politique d'embellissement de la capitale. Il s'agit surtout d'une intervention de « [...] mise en

réserve de terres, pour spéculation future, de la même façon que le new-yorkais Central Park [...]»² ; en d'autres mots, « le parc Victoria serait l'élément déclencheur de la "gentrification" de Saint-Sauveur³ ».

Cette orientation se manifeste clairement par la constitution de lotissements de prestige aux abords du parc Victoria. L'avenue Simon-Napoléon-Parent est aménagée en ce sens. Puisque le parc constitue son point de référence, son orientation est

désaxée par rapport au reste du quartier. Sa largeur de 18 mètres et la présence de larges trottoirs bordés d'arbres n'ont aucune commune mesure avec ce qui se fait dans le secteur jusqu'alors. Comme le montre une photo de l'avenue prise vers 1900, l'effet recherché correspond, dans une certaine mesure, à l'esthétique City Beautiful. Celle-ci privilégie « [...] les croisés des grands boulevards [qui] ouvrent des perspectives sur des édifices monumentaux et sur de nombreux parcs publics⁴ ».

En fin de compte, les promesses de « gentrification » de Saint-Sauveur dans les lots de prestige au début du XX^e siècle ne se concrétisent pas complètement. Parmi les rues délimitées par le triangle Chênevert, Saint-Ambroise et Simon-Napoléon-Parent, seule cette dernière remplit les espoirs d'un lotissement de prestige. En ce sens, l'avenue Simon-Napoléon-Parent est un cas unique dans le quartier.

Notes et Références

- 1 « Règlement pour annexer à la cité de Québec la municipalité du village de Saint-Sauveur de Québec », *Le Canadien*, vol. 75, n° 91 (25 septembre 1889), p. 1.
- 2 Lucie K. Morisset, *Le patrimoine du quartier Saint-Sauveur : histoire de la forme urbaine*, Québec, Ville de Québec, 2000, p. 87.
- 3 *Ibid.*
- 4 Yves Melançon, « Du jardin au parc : la nature et les citadins », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, n° 46 (été 1996), p. 44.

Danielle Blanchet, *Saint-Sauveur à l'image du début du siècle*, Québec, Ville de Québec, 1987, 50 p., Coll. Les quartiers de Québec.

Yves Melançon, « L'aménagement des parcs des Champs-de-Bataille et Victoria à Québec : une hypothèse structurale », thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 1997, XI-250 p.

Lucie K. Morisset, *Le patrimoine du quartier Saint-Sauveur : histoire de la forme urbaine*, Québec, Ville de Québec, 2000, 150 p.

Source : <https://histoireurbaine.files.wordpress.com/2016/05/plan-du-parc-victoria-tirc3a9-de-trois-sic3a8cles-darchitecture-c3a0-quc3a9bec.jpg>.

Vue de l'avenue Simon-Napoléon-Parent à la fin du XIX^e siècle. Cette photographie permet de comprendre en quoi l'aménagement de cette voie, par son aspect monumental (large voie commandant une vaste perspective) et son embellissement, s'inscrit sensiblement dans le mouvement City Beautiful (Vue de l'avenue Parent, 1896, AVQ, Fonds Ville de Québec, Q-D4-08-N012881).

Source : <https://histoireurbaine.files.wordpress.com/2016/05/vue-de-lavenue-parent-1896-avq-fonds-ville-de-quc3a9bec-q-d4-08-n012881.jpg>.

Photographie de Simon-Napoléon Parent, qui occupe notamment le poste de maire de Québec de 1894 à 1906 et la fonction de premier ministre du Québec de 1900 à 1905 (Simon-Napoléon Parent. – [vers 1920], BANQ, Fonds J. E. Livernois Itée, P560,S2,D1,P1657).

Source : <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3114409>.

Le patrimoine naturel du quartier Saint-Sauveur mis en valeur dans un balado

Claire Dumoulin

Pour évoquer le quartier Saint-Sauveur, il est fréquent de souligner la grande densité du bâti ainsi que le faible taux de canopée. Malgré cela, ce quartier de la basse-ville de Québec compte quelques espaces verts remarquables, principalement en zones limitrophes. Dans ces quelques poches de verdure préservées par le temps, les initiatives citoyennes s'inscrivent dans le patrimoine du quartier, lequel est transmis aux générations futures. Le deuxième épisode du balado *Habiter Saint-Sauveur*, dévoilé au début du mois d'avril 2023, met en lumière ce thème à l'aide d'entrevues et d'archives sonores. Experts et citoyens témoignent des éléments naturels caractéristiques du quartier.

Des espaces verts en périphérie

Au cœur du quartier Saint-Sauveur, on remarque des rues densément construites, et très peu de ruelles et de petites cours intérieures, celles-ci étant souvent occupées par des garages, des ateliers ou des habitations. Aux frontières du quartier se trouvent les espaces verts collectifs : au nord, le parc Victoria et la rivière Saint-Charles; au sud, le boisé urbain de la falaise, formé en raison de sa topographie accidentée rendant ardue



Louis Fortier, *Îlot maisons vertes*, acrylique sur panneau dur, 76 cm x 61 cm, 1977-1979 (Courtoisie de Paul Fortier).

la construction d'habitations; à l'est, le boulevard Langelier avec sa rangée de grands arbres; à l'ouest, le parc Dollard-des-Ormeaux et le cimetière Saint-Charles.

Une rivière aux perceptions multiples

Les perceptions entourant la rivière Saint-Charles ont bien changé dans le temps. À l'époque des chantiers navals, le lieu est animé et stratégique. Puis, les industries qui leur succèdent s'en servent telle une zone de décharge. La rivière

prend des allures de dépotoir. Pour les résidents du début du XX^e siècle, l'endroit est absent de leur imaginaire, car peu fréquentable. Dans les années 1970, le « grand nettoyage » des berges et leur bétonnage se révèlent, en fin de compte, un échec.

C'est sous l'ère du maire Jean-Paul L'Allier que la rivière entre dans une période de renaissance. Jacques Grantham, employé de la Ville de Québec, est présent durant tout le processus de restauration des berges de la rivière Saint-Charles, un projet majeur échelonné sur 10 ans. Dans l'épisode 2 du balado *Habiter*

Saint-Sauveur, le chargé de projet aujourd'hui à la retraite raconte toutes les étapes du chantier, les choix de végétaux et d'aménagements de ce vaste chantier-laboratoire novateur, lancé à la fin des années 1990.

Le cimetière-jardin de la basse-ville

Le cimetière-jardin demeure un joyau méconnu dans le quartier Saint-Sauveur. L'anthropologue Brigitte Garneau brosse un portrait complet de la vieille partie du cimetière Saint-Charles dans son ouvrage paru en 2017 aux Éditions GID. Dans ce lieu paisible aménagé le long de la rue Saint-Vallier Ouest, les classes sociales y sont mélangées : ouvriers et gens de métier (tanneurs et marchands de chaussures) côtoient dans la mort bourgeois et hommes politiques. À l'époque de l'implantation du cimetière, en 1855, le secteur est perçu comme un milieu rural. L'architecte et ingénieur Charles Baillairgé conçoit un cimetière mixte, avec un aménagement paysager tout à la fois à l'anglaise et à la française. Il trace les allées en tenant compte de la topographie du site et des arbres existants. Le patrimoine arboricole du seul cimetière-jardin de la basse-ville présente une diversité d'essences appréciable : érable argenté, érable à sucre, frêne, chêne, orme, peuplier à grandes dents, peuplier deltoïde, peuplier de Lombardie, saule, pin rouge, épinette blanche, mélèze, tilleul d'Amérique... Quel bonheur pour les marcheurs de fréquenter ce lieu évocateur et ces arbres centenaires, voire bicentennaires!

L'héritage des congrégations religieuses

Dans son ouvrage *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980* paru en 2015 aux éditions Septentrion, l'historien Dale Gilbert souligne l'influence majeure des groupes religieux catholiques, notamment la congrégation des Oblats, dans l'aménagement du bâti du quartier Saint-Sauveur. Que ce soit pour les églises, les écoles, les centres communautaires, les orphelinats ou l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur, ces grands terrains sont encore pour la plupart flanqués d'arbres matures majestueux. Les organisations pieuses ont ainsi permis de doter le quartier d'un certain couvert arboricole.

D'importants jardins communautaires

Depuis 40 ans, le jardin Le Tourne-Sol agit tel un poumon pour le quartier avec, en plus des 199 lots potagers, un boisé aux essences variées, un étang et des plates-bandes fleuries. S'y ajoutent le jardin Sacré-Cœur et ses 165 lots, un jeune jardin communautaire de la Ville de Québec aménagé en 2014 sur un site de bassins de rétention d'eaux pluviales et sanitaires. Les petits arbres et arbustes qui y sont plantés contribueront à léguer aux générations futures une meilleure qualité de l'air.

Poursuivre le verdissement du quartier

À l'ouest du quartier, à la frontière avec la zone industrielle, s'étend le « terrain Verdun », un pré gazonné contaminé servant de parc à chiens informel. L'aire

de 3,8 hectares est entachée par son histoire industrielle (une usine à gaz y tient ses activités de 1907 à 1974). Elle présente cependant un potentiel de verdissement pour les jeunes générations. À ce sujet, le deuxième épisode du balado *Habiter Saint-Sauveur* fait entendre le point de vue du Comité de citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur. Au Comité, la lutte contre les îlots de chaleur pour améliorer la qualité de vie des résidents se concrétise par la déminéralisation de stationnements et la plantation d'arbres.

Un balado citoyen à écouter

Adoptant à la fois une approche documentaire, par l'exposition des multiples facettes du patrimoine du quartier, ainsi qu'une intention citoyenne, le balado *Habiter Saint-Sauveur* incite les gens de Québec à (re)découvrir ce secteur de la basse-ville. Les deux épisodes accessibles en ligne mêlent entrevues avec des experts, témoignages de résidents, extraits d'archives de même que chansons et musiques traditionnelles.

Retrouvez tous les épisodes du balado sur le site Web de monsaintsauveur.com/balado-habiter.

Claire Dumoulin réside dans le quartier Saint-Sauveur depuis 2012. Formée en muséologie et en ethnologie, elle travaille à la mise en valeur des patrimoines par le biais de projets numériques. Le balado *Habiter Saint-Sauveur* a été réalisé grâce au soutien de la mesure Première Ovation dans le cadre de l'Entente de développement culturel intervenue entre le gouvernement du Québec et la Ville de Québec.

Victor Lelièvre (1876-1956), l'apôtre des ouvriers

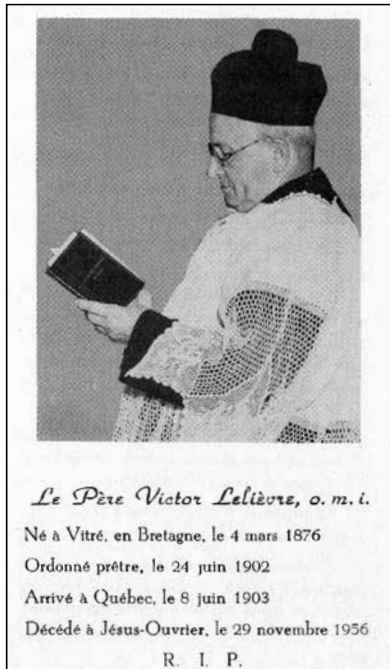
Guy Laperrière, historien

L'une des figures les plus connues du quartier Saint-Sauveur et même de toute la ville de Québec est le père Lelièvre, oblat de Marie-Immaculée. Français d'origine, il arrive à Saint-Sauveur en 1903, exactement 50 ans après la prise en charge de la paroisse par les Oblats. À ce moment-là, Saint-Sauveur est une desserte de Saint-Roch et le premier supérieur est le père Flavien Durocher.

Les Oblats à Saint-Sauveur

En 2004, le père Laurent Roy a rédigé un excellent historique de la paroisse, qu'on trouve sur le site mondial des Oblats¹. À la suite du grand incendie du 14 octobre 1866, on reconstruit l'église dès 1867 – l'église actuelle – et la paroisse est érigée canoniquement la même année. Elle devient rapidement l'une des plus importantes paroisses de la ville. En 1898, au moment où on en détache Saint-Malo, elle compte 15 000 fidèles.

Plusieurs rues du quartier portent des noms d'oblats, à commencer par l'avenue des Oblats, où se situe l'église, et la rue De Mazenod, toutes deux nommées en 1926, moment où la congrégation, fondée en 1816, fête le centenaire de sa reconnaissance par le pape. Mentionnons aussi les rues Durocher, Père-Grenier et Tourangeau, trois anciens curés de la paroisse.

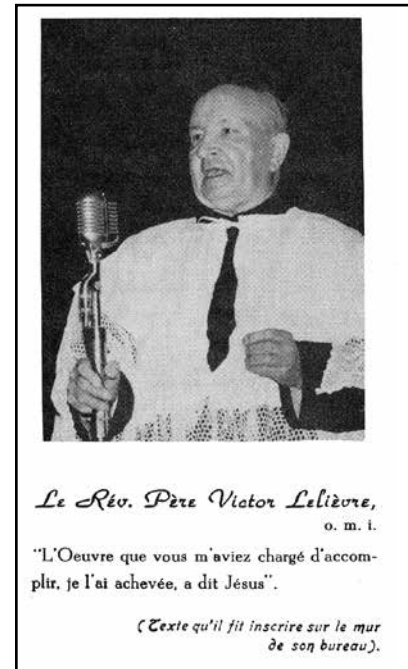


Collection Nicolas Lacroix

L'article du père Roy brosse également un excellent portrait de la vie paroissiale, des confréries, des mouvements et des chorales, et il signale les nombreuses vocations issues de cette paroisse². Il réserve naturellement une place de choix au père Victor Lelièvre.

Trois publications sur le père Lelièvre

Des confrères oblats ont publié deux livres substantiels sur le père Lelièvre. Le premier remonte à 1964, soit huit ans après le décès de son héros. Il est écrit par le père Eugène Nadeau (1906-1976), auteur prolifique, raconteur né, qui retrace



Collection Nicolas Lacroix

la biographie de façon chronologique : son livre se lit comme un roman³. Le père Louis-Marie Parent (1910-2009), célèbre pour avoir fondé des congrégations religieuses⁴, rédige le second ouvrage de manière bien différente. Il y raconte comment le père Lelièvre l'a amené à se présenter, avec trois autres jeunes de la paroisse, au noviciat des Oblats en 1931. Le père Parent l'a souvent accompagné, a recueilli une foule de témoignages à son sujet et procède par touches thématiques, parsemant son ouvrage de mille anecdotes⁵.

Fouillant dans ma mémoire pour trouver ce que je pourrais écrire sur les Oblats à Saint-Sauveur, je



Carte postale de la première Maison Jésus-Ouvrier. Au sommet, le nom JÉSUS OUVRIER est surmonté d'une statue du Sacré-Cœur. Inscription au fronton : « Venez à moi, vous tous qui travaillez ». (Collection Alex Tremblay Lamarche)

me suis souvenu d'un article de dictionnaire que j'ai rédigé il y a une douzaine d'années. Le relisant, je me suis rendu compte qu'il synthétisait en quelques lignes l'essentiel de la vie et de l'action du père Lelièvre dans le quartier. C'est pourquoi je me permets de le reproduire ci-après, en y apportant des modifications mineures⁶.

Origine

Breton d'origine, Victor Lelièvre est né à Vitré (Ille-et-Vilaine) le 4 mars 1876. Fils unique d'un menuisier, il fait son cours élémentaire chez les Frères de l'instruction chrétienne et devient à 13 ans apprenti imprimeur. En 1893, l'abbé Magloire Denoual, vicaire à Notre-Dame de Vitré, remarque sa piété et l'envoie au sanctuaire de Pontmain, dirigé par les Oblats de Marie-Immaculée, pour discerner sa vocation. Lelièvre y rencontre le père Jean-Baptiste Lemius, l'apôtre du Sacré-Cœur, qui sera nommé à Montmartre quelques

mois plus tard. Il restera marqué par cette rencontre.

Formation et premiers ministères en France

En septembre 1894, il entre au collège Saint-Lazare de Montfort, séminaire de vocations tardives dirigé par des missionnaires diocésains de Rennes. Il éprouvera toujours des difficultés avec les études. Deux ans plus tard, en septembre 1896, on le retrouve comme postulant au noviciat des Oblats, à Angers. Après ses premiers vœux temporaires (septembre 1897), il fait son service militaire d'un an. Il passera les quatre années suivantes (1898-1902) au grand séminaire de Fréjus (les études y sont plus courtes qu'au scolasticat des Oblats). Il prononce ses vœux perpétuels en 1900 et est ordonné prêtre en 1902. Sa première obédience : missionnaire-prédicateur à Angers, où le père Eugène Grelaud lui apprend à prêcher l'Évangile. Plus tard, il résumera sa

formation de prédicateur ainsi : « Le père Lemius m'a donné le Sacré-Cœur, et le père Grelaud l'Évangile. »

Vicaire à Saint-Sauveur

En 1903, c'est la tourmente de la dispersion des congrégations religieuses, à la suite des décrets Combes. Accompagné de deux confrères, et avec son consentement, le père Lelièvre, alors âgé de 27 ans, est envoyé au Canada. Ne voulant pas apprendre les langues, il n'ira pas en mission, mais on le destine à la prédication dans l'est du Canada. Cependant, devant un besoin pressant, le provincial de Montréal le nomme plutôt vicaire à la paroisse ouvrière Saint-Sauveur de Québec. Il y restera 53 ans, jusqu'à sa mort. C'est là qu'il donnera sa pleine mesure.

L'apôtre du Sacré-Cœur

Le père Lelièvre sera avant tout l'homme du Sacré-Cœur. Saint-Sauveur est une grosse paroisse, de quelque 13 000 âmes, desservie par neuf pères. On charge le jeune vicaire du « premier vendredi du mois ». Rapidement, il recrute des adorateurs et met sur pied le « service royal du Sacré-Cœur » : douze apôtres sont responsables chacun de six membres, les 72 disciples. Il en ressortira plus tard, en 1919, le Comité du Sacré-Cœur, le fer de lance des activités de l'apôtre du Sacré-Cœur. Une autre initiative du père Lelièvre consiste à amener à l'heure sainte les ouvriers (du cuir, surtout) en salopette, à leur sortie de la manufacture. Il se rend lui-même dans les usines pour les convaincre et, le 30 juin 1905, à la fête du Sacré-Cœur, c'est 800 hommes qu'il a ainsi



Maison Jésus ouvrier (Collection Alex Tremblay Lamarche)

recrutés pour « l'heure sainte des ouvriers ». En décembre, leur nombre passe à 1 800, soit la capacité de l'église.

Les statues du Sacré-Cœur

Le 28 juin 1908 est inauguré devant l'église Saint-Sauveur le premier monument canadien au Sacré-Cœur, une reproduction du Sacré-Cœur de Montmartre. La cérémonie a lieu devant 4 000 hommes et jeunes gens et une foule de 30 000 témoins. C'est l'archevêque, M^{gr} Bégin, qui préside; Pierre Gerlier y prononce une allocution. Pour le père Lelièvre, c'est le déclenchement du règne social du Sacré-Cœur : « il faut qu'il règne » était sa devise. Ces statues du Sacré-Cœur se répandront dans tout le Canada français, grâce à son action. Il en inaugurera lui-même un grand nombre. La ferveur de cette dévotion s'accroîtra à la faveur de la guerre : la seule année 1917 verra l'érection de 54 monuments uniquement dans la province de Québec. Les consécration au Sacré-Cœur vont de pair avec les croisades contre le blasphème ou l'intempérance. Le père fait aussi installer des statues du Sacré-Cœur dans les ateliers et manufactures, dont,

rappelons-le, les patrons étaient souvent anglais et protestants.

Prédicateur

En même temps, et toujours en restant vicaire à Saint-Sauveur, Victor Lelièvre est un prédicateur de plus en plus recherché, non seulement au Québec, mais jusque, par exemple, au Congrès eucharistique de Lourdes, en juillet 1914. À la déclaration de guerre, son supérieur le fait rentrer à Québec; appelé sous les drapeaux en 1916, il recevra des certificats médicaux qui l'en dispenseront. Il est vrai que sa santé lui occasionne souvent des difficultés. Ainsi, en décembre 1918, un calcul rénal le force à passer cinq semaines à l'hôpital.

Processions, fêtes et parc Victoria

Le père Lelièvre avait, depuis son enfance, un goût inné pour les processions et les grandes manifestations extérieures. À la traditionnelle procession de la Fête-Dieu, il ajoute, la semaine suivante, la procession du Sacré-Cœur. À cette occasion, en 1910, la foule est estimée à 15 000 personnes. Flambeaux, arcs de triomphe, fanfares : c'est

un modèle de catholicisme jubilatoire et ostentatoire qui se développe. Cette procession annuelle dans les rues de la ville dure jusqu'en 1949, alors qu'elle se transporte au parc Victoria, à cause du trop grand nombre de fidèles. En 1949, lors du congrès des prêtres adorateurs (qui sont 2 000), on estime la foule au parc Victoria à 100 000 fidèles. C'est à cette occasion que le Comité du Sacré-Cœur, formé d'une soixantaine d'hommes, est le plus mis à contribution : un ouvrier du cuir, Louis Émond, en est la cheville ouvrière et est toujours le bras droit de Lelièvre. Ce comité contribue tout autant à la deuxième œuvre à laquelle se consacre le père : les retraites fermées ouvrières.

Jésus-Ouvrier : retraites fermées ouvrières

Au Québec, les Jésuites mettent sur pied l'œuvre des retraites fermées, avec leurs villas Saint-Martin, à Montréal, et Manrèse, à Québec. Mais elle vise surtout l'élite et s'appuie sur les *Exercices* de saint Ignace. Voulant pousser plus loin la formation spirituelle des ouvriers, le père Lelièvre organise progressivement des retraites fermées plus courtes à leur intention, à partir de 1913. Il envoie même plusieurs groupes à la villa Manrèse. Mais il se convainc rapidement qu'il faut à cette classe une maison particulière de retraite. Ce sera Jésus-Ouvrier, érigé sur les bords de la rivière Saint-Charles, à partir de 1923, dans une maison modeste.

En avril 1929, à 53 ans, Victor Lelièvre s'embarque pour un voyage en France. Il y prêche partout; on ne peut l'arrêter. Il passe un mois à Rome et poursuit sa

prédication en Europe : Belgique, Suisse, Allemagne, et va se ressourcer à quatre reprises à Paray-le-Monial. Comme il est en froid avec son supérieur de Saint-Sauveur, certains à Québec craignent qu'on ait voulu l'éloigner. Finalement, il revient en octobre 1930.

Le Comité du Sacré-Cœur recueille 40 000 \$ et fait bâtir une nouvelle maison pour Jésus-Ouvrier. Cette maison de retraite est inaugurée en novembre 1930 et le père Lelièvre y reçoit son obédience; il y restera 26 ans, jusqu'à sa mort. Il accueille chaque retraitant et prêche pendant des heures. Il joue beaucoup sur le sentiment de la mort, et entraîne même les retraitants au cimetière Saint-Charles, situé de l'autre côté de la rivière. Les pratiques insolites ne le rebutent pas : il soulève la critique chez plusieurs, surtout les intellectuels, qui n'admettent pas ses méthodes. Comme les Bretons, il utilise beaucoup les cantiques populaires. Et il continue de prêcher partout, dans l'Ouest canadien (cinq mois en 1937) et en Acadie en 1938. Il prêche l'Évangile, à partir surtout des



Premier monument canadien au Sacré-Cœur, érigé en 1908. Photographie Sébastien Dumas

Quatre Évangiles en un seul, de l'abbé Weber. Pour les retraites, il se sert de *L'imitation de Jésus-Christ*. Il n'hésite pas à lancer des anathèmes, mais préfère le thème de la miséricorde. Il tient à jour une énorme correspondance et ne s'occupe que du côté spirituel. Ses collaborateurs lui sont entièrement dévoués.

Les vocations tardives

C'est aussi un éveilleur de vocations : prêtres (au moins 80, peut-être 200), frères convers,

religieuses. Il se spécialise dans les vocations tardives (de 18 à 25 ans) et sait toujours dénicher de l'argent pour ses protégés. On lui attribue bien des défauts – c'est un impulsif –, mais plusieurs le considèrent comme un saint. Son testament de 1948 résume ses principales références : « Ô Marie Immaculée, fermez-moi les yeux à l'heure de ma mort, veillez sur la France, ma patrie bien aimée [sic], remerciez pour moi le Sacré-Cœur de Jésus de m'avoir fait prêcher l'Évangile. V. Lelièvre, o.m.i. ».

Décès

Après trois ans de maladie, Victor Lelièvre meurt à Jésus-Ouvrier le 29 novembre 1956. Vingt mille personnes défilent devant son cercueil, à Saint-Sauveur; il sera inhumé devant Jésus-Ouvrier. Un grand boulevard porte son nom à Québec. Il restera le symbole d'un catholicisme populaire, aux manifestations impressionnantes, mais en même temps, il aura essayé d'approfondir la foi des ouvriers, pendant une cinquantaine d'années d'apostolat.

Notes

- 1 Laurent Roy, o.m.i., *Québec, Saint-Sauveur*, accessible en ligne : <https://www.omeworld.org/fr/lemma/quebec-saint-sauveur-fr/> (consulté le 1^{er} avril 2023).
- 2 Il s'appuie notamment sur l'album *100^e anniversaire, 1867-1967, Paroisse St-Sauveur de Québec*, Québec, 1967, 56 p.
- 3 Eugène Nadeau, o.m.i., *Victor Lelièvre, oblat de Marie Immaculée, pêcheur d'hommes*, Cap-de-la-Madeleine, Éditions Notre-Dame-du-Cap, 1964, 402 p. Il a publié une dizaine d'autres biographies ou monographies religieuses entre 1946 et 1969, période où ce genre de littérature pieuse a connu son zénith. Dès 1964, sa biographie du père Lelièvre atteint le 25^e mille.
- 4 Notamment les Reclus missionnaires de Jeanne-Le Ber (1943) et deux instituts séculiers, Les Oblates missionnaires de Marie Immaculée (1952) et l'Institut Voluntas Dei (1958).
- 5 Louis-Marie Parent, o.m.i., *Victor Lelièvre, un homme branché sur le Sacré-Cœur, 1876-1956*, Trois-Rivières, Collection Volontaires de Dieu, 1993, 393 p.
- 6 Guy Laperrière, « Victor Lelièvre », *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, Paris, Letouzey et Ané, fascicule 181, 2011, col. 340-343. Ce savant dictionnaire, œuvre de l'Université catholique de Louvain, étant peu connu en dehors des cercles spécialisés, nous avons cru que le public de Québec serait heureux de retrouver l'essentiel de cet article dans *Québecensia*.

Pierre Bertrand, le député ouvrier de Saint-Sauveur

Alexandre Dumas



Résidence de Pierre Bertrand (crédit Sebastien Dumas)

Pierre « Pit » Bertrand est l'une des figures politiques les plus marquantes du quartier Saint-Sauveur. Animal politique, il siège au conseil municipal pendant plus de 25 ans entre 1914 et 1948¹. Personnage polarisant, il est adoré par ses alliés et méprisé par ses ennemis. Ce patron qui se présente comme un ouvrier est d'abord sympathique aux libéraux avant de devenir un franc conservateur. Champion des droits des travailleurs, c'est en tant que député de l'Union nationale qu'il termine sa carrière provinciale.

Pierre Bertrand naît dans le quartier Saint-Roch de Québec en 1875. Fils de cordonnier, il travaille lui-même dans l'industrie de la chaussure avant de fonder sa propre manufacture en 1914.

Il abandonne son entreprise en 1927 pour devenir fonctionnaire municipal. Il est d'abord inspecteur des bâtisses, puis commissaire du havre. Candidat à la mairie de Québec en 1934, il termine la course deuxième, derrière Ernest Grégoire².

Pierre Bertrand se présente pour la première fois comme candidat « ouvrier » aux élections provinciales de 1923. C'est une étiquette partisane ambiguë puisque Bertrand n'est pas lié au Parti ouvrier indépendant³. Ce dernier est sympathique au gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau. Un des candidats ouvriers, Aurèle Lacombe, a d'ailleurs été ministre sans portefeuille et se présentait à l'Assemblée législative comme député « libéral-ouvrier⁴ ».

Qu'en est-il de Bertrand? Son seul adversaire dans Saint-Sauveur est le député libéral sortant, le bijoutier Arthur Paquet. Le journal *L'Action catholique* s'attend à ce que Bertrand se rallie à l'opposition s'il est élu, d'autant plus qu'il critique vivement le gouvernement au cours de la campagne⁵. Le Parti conservateur entretient visiblement le même espoir, puisqu'il ne lui a opposé aucun adversaire. *Le Soleil*, organe du Parti libéral à Québec, est plus catégorique. Il classe Bertrand comme conservateur⁶. Selon le journal, les « amis conservateurs » de Bertrand hésitent à lui donner leur appui étant donné qu'il s'est présenté comme candidat ouvrier⁷.

Bertrand remporte le scrutin avec 60 % des voix. Il se présente comme indépendant sur le plan partisan. Il promet d'appuyer le gouvernement lorsqu'il proposera de « bonnes mesures », et de le combattre lorsque ce ne sera pas le cas⁸. En chambre, il est assis à gauche du président, sur les banquettes de l'opposition. Selon le premier ministre, Louis-Alexandre Taschereau, il aurait demandé à être assis « le plus loin possible » du chef conservateur, Arthur Sauvé⁹.

Fidèle à son engagement, Bertrand adopte une attitude généralement neutre en chambre. Toutefois, il semble favorable au gouvernement libéral, car il vote régulièrement du côté de celui-ci. À l'instar des autres députés

libéraux de Québec, il lui arrive d'appuyer l'opposition lorsque le débat concerne des enjeux spécifiques à la cité qu'il représente¹⁰. Bertrand est applaudi tantôt par le gouvernement, tantôt par l'opposition, selon le côté duquel il penche¹¹. Ses discours pro-ouvriers sont applaudis des deux côtés de la chambre¹².

Bertrand devient une caution morale pour le gouvernement Taschereau. Lorsque le chef conservateur, Arthur Sauvé, reproche au gouvernement de ne pas avoir nommé d'ouvriers au Conseil des ministres, Taschereau lui répond qu'il est le seul responsable de cette situation puisque les conservateurs ont fait battre tous les candidats ouvriers du Parti libéral. En revanche, il rappelle que Bertrand a appuyé toutes les propositions du gouvernement depuis le début de la législature¹³. Bertrand soutient le gouvernement contre les motions de blâme de l'opposition¹⁴.

En 1924, le Conseil législatif modifie la *Loi de la cité de Québec* pour que le maire de la Ville ne soit plus élu par les électeurs, mais par le conseil municipal. Cette proposition reçoit l'approbation du gouvernement, qui y voit une mesure d'économie. Pierre Bertrand propose à la chambre de rejeter cette modification en exigeant un référendum pour un tel changement au règlement des élections : « Pourquoi laisserions-nous à 13 personnes le soin d'élire le maire de Québec? C'est au peuple à choisir le premier magistrat¹⁵. » Bien que Taschereau et quatre de ses ministres appuient la modification du conseil, la chambre se range à l'avis de Bertrand et rejette la proposition par 30 voix contre 23.

Bertrand peine à conserver sa neutralité. Au cours du débat sur

la *Loi des accidents du travail*, il remercie le gouvernement pour les améliorations apportées à la loi, mais précise qu'il s'attend à davantage : « Je ne dis pas que tout est parfait, mais nous, les ouvriers, nous sommes accoutumés d'attendre¹⁶. » Il réclame encore une fois la création d'une commission des accidents du travail. Son discours est applaudi à droite comme à gauche. Flairant une occasion de faire perdre un allié au gouvernement, le conservateur Camillien Houde propose de modifier la loi afin de créer la commission réclamée par Bertrand. Sur cette question particulière, Bertrand vote avec l'opposition contre le gouvernement¹⁷.

Bertrand se sépare à nouveau du gouvernement lors du débat sur la Charte de la cité de Québec. Il demande à l'Assemblée d'annuler une modification pour diminuer la capacité d'emprunt de la cité : « Québec a besoin d'argent pour l'administration normale de la cité. On a besoin d'argent pour la confection des chemins dans les nouveaux quartiers et la réfection dans les vieux quartiers. Le surplus d'argent permettra de donner du travail aux ouvriers. C'est l'intérêt général qui demande ces amendements¹⁸. » La proposition de Bertrand est appuyée par les conservateurs et quelques députés libéraux de la région de Québec, mais rejetée par le gouvernement¹⁹.

En dehors de ces quelques débats, Pierre Bertrand demeure l'allié du gouvernement en chambre. Malgré tout, au moment des élections de 1927, les libéraux présentent un candidat dans Saint-Sauveur, tandis que les conservateurs s'en abstiennent. Selon *Le Devoir*, le gouvernement souhaite remplacer Bertrand par un « franc libéral²⁰ ». Du côté

conservateur, c'est possiblement la difficulté à recruter des candidats qui explique l'abstention. En effet, les conservateurs ne présentent que 67 candidats dans les 85 comtés.

Le candidat libéral, Charles-Édouard Cantin, reproche à Bertrand d'avoir mal représenté les intérêts des ouvriers au cours de son mandat. Il rappelle son intervention lors du débat sur la *Loi sur les accidents du travail* : « J'étais dans la galerie, et j'en ai rougi, tellement son discours était nul et combien il ne connaissait rien en fait de questions ouvrières²¹. » Quelques mois plus tôt, Bertrand a quitté son siège au conseil municipal pour occuper le poste d'inspecteur des bâtisses²². Charles-Édouard Gobeil, président de la Jeunesse libérale de Québec, croit que ces nouvelles fonctions l'empêchent de bien jouer son rôle de député : « S'il veut être consciencieux, il ne peut faire un bon député, sans voler le temps de la Cité. Ne le mettez pas dans ce dilemme²³! » Bertrand est battu par Cantin qui lui reproche d'avoir caché ses vraies couleurs aux électeurs : « M. Bertrand est un homme avec lequel l'opposition a flirté souvent et que l'électorat a justement puni d'être un navire désarmé essayant de passer en contrebande sans afficher ses couleurs²⁴. »

Bertrand se présente à nouveau aux élections de 1931, cette fois comme candidat conservateur. Il ne manifeste plus aucune sympathie pour le gouvernement Taschereau. Il réclame la participation de la province de Québec au programme fédéral des pensions de vieillesse (qu'il appelle la « pension des vieux²⁵ ») et la fermeture des usines le dimanche. Cantin et ses partisans accusent Bertrand d'être le « champion des ouvriers bleus²⁶ ». Selon le



Plaque devant la résidence de Pierre Bertrand (crédit Sébastien Dumas)

journaliste libéral Jean-Charles Harvey, Bertrand aurait profité de ses fonctions de commissaire du havre pour congédier des travailleurs libéraux et les remplacer par des conservateurs. Selon *Le Soleil*, la commission que préside Bertrand aurait embauché une centaine d'ouvriers pour participer à la campagne conservatrice à Québec. Un contremaître aurait confié au journal libéral que ces travailleurs refusent de travailler au port²⁷. Bertrand répond que les libéraux craignent la défaite et que c'est pour cette raison que *Le Soleil* s'acharne à salir sa réputation²⁸.

Le jour du vote, Pierre Bertrand fait partie des 11 députés conservateurs élus. *Le Soleil* se console en soulignant qu'il n'a battu Charles-Édouard Cantin que par une majorité de 21 voix²⁹. À l'ouverture de la session, Taschereau taquine Bertrand qui « a quitté le *no man's land* pour passer à l'opposition³⁰ ». Il rappelle que le nouveau député de Saint-Sauveur a souvent voté avec

les libéraux lors de son mandat comme député ouvrier.

Il n'y a pourtant plus aucune amitié entre le député de Saint-Sauveur et le gouvernement libéral. Taschereau et ses députés se font les échos du *Soleil* et reprochent à Bertrand d'avoir congédié les employés libéraux de la Commission du havre³¹. Dès qu'il est question des chômeurs, des salaires ou des conditions de travail, le premier ministre et ses collègues reprochent à Bertrand son administration du havre. Le libéral Joseph-Auguste Frigon lui refuse le droit de parler au nom des chômeurs : « Pauvre homme qui retire \$4,000 par année de la Commission du havre, a une auto et un chauffeur. [...] Les cultivateurs en ont assez des lamentations du député de Saint-Sauveur; les ouvriers aussi. Qu'il partage donc avec les ouvriers³². » Bertrand finit par s'emporter contre cette façon de personnaliser le débat : « Pourquoi parler du député de Saint-Sauveur? C'est du projet

que l'on devrait parler³³. »

Bertrand s'enflamme lorsqu'il est question des pensions de vieillesse. Il croit que la participation de la province serait d'une aide précieuse aux chômeurs qui, à l'heure actuelle, doivent subvenir eux-mêmes aux besoins de leurs parents retraités. *Le Soleil* tourne son discours en ridicule en le transcrivant phonétiquement « Si vous étiez dans ces familles où ce qu'il y a de la misère terrible! C'est à nous de se lever pour dire ce qu'il pense et demander au gouvernement d'accorder la pension aux vieillards. Que le gouvernement amène quèque chose pour aider nos ouvriers. Qui fasse passer la pension des vieillards! J'en dirai pas plus long, mais je veux que le gouvernement, avant la finission de la session, adopte la loi des vieillards³⁴! » Robert Taschereau, le fils du premier ministre, lui reproche de vouloir mettre en place des politiques « d'étatisme » qui engendrent l'inactivité, l'oisiveté et le désœuvrement³⁵.

Bertrand se présente comme l'ami des ouvriers, mais certainement pas comme celui des ouvrières. Il appuie un projet de loi du libéral Joseph-Achille Francoeur visant à limiter le travail des femmes dans les usines : « Il y a trop de femmes qui travaillent et c'est là une des causes du chômage³⁶. » Le gouvernement devrait selon lui examiner le dossier de chacune des femmes qu'il emploie et congédier celles qui ne sont pas dans le besoin. Bertrand ne se montre pas favorable aux propositions visant à améliorer le statut des femmes. Non seulement il s'oppose au suffrage féminin, mais il rejette la proposition de son collègue Maurice Duplessis de permettre aux suffragettes de venir se faire entendre à l'Assemblée législative³⁷.

Bertrand se représente en 1935. Le Parti conservateur est désormais allié au nouveau parti de l'Action libérale nationale de Paul Gouin. Le député de Saint-Sauveur se montre l'un des plus farouches partisans de l'alliance. Il mène sa campagne conjointement avec Oscar Drouin, son ancien adversaire aux élections municipales de Québec en 1934, qui est également l'organisateur en chef de l'Action libérale nationale. Les deux candidats justifient l'union des deux partis en rappelant toutes les fois où ils ont uni leur vote contre le gouvernement à l'Assemblée législative. Bertrand prévient ses électeurs qu'il s'agira probablement de sa dernière lutte électorale. Il demande aux conservateurs et aux actionnistes d'unir leurs forces pour la cause commune : « Abattre le gouvernement qui nous oppresse³⁸. »

Le souhait de Bertrand n'est pas exaucé puisque le Parti libéral est

réélu avec 48 sièges sur 90. De nouvelles élections sont déclenchées moins d'un an plus tard et Bertrand accepte de se représenter une dernière fois contre la promesse d'une retraite paisible au Conseil législatif de Québec. Selon l'historien Robert Rumilly, c'est l'épouse de Bertrand qui aurait arraché cette promesse à Maurice Duplessis³⁹. Le 17 août 1936, l'Union nationale est portée au pouvoir avec 76 députés sur 90. Une manifestation s'organise au palais Montcalm pour exiger la nomination du député Philippe Hamel au Conseil des ministres. Certains réclament également que Bertrand soit nommé ministre du Travail⁴⁰.

Le député de Saint-Sauveur ne semble pas amer de ne pas avoir été nommé ministre, et il demeure un bon lieutenant de Duplessis. Avec ses collègues Hortensius Béique et Auguste Boyer, Bertrand fait son possible pour empêcher les députés de l'opposition de s'exprimer librement au salon Bleu et attaquer leur crédibilité. Au conseil de ville de Québec, il s'acharne en particulier sur le cas d'Ernest Grégoire, maire de Québec et député de l'opposition. Le gouvernement provincial boude le territoire de la ville de Québec pour ce qui est des travaux de chômage. Le seul comté épargné est celui de Saint-Sauveur. Bertrand ne s'en cache pas : c'est sa loyauté envers Duplessis qui lui vaut d'obtenir des travaux publics pour ses électeurs, tandis que les ouvriers du reste de la cité sont punis pour la « trahison » de Grégoire⁴¹.

Bien que le public s'attende à ce que Bertrand soit à nouveau candidat à la mairie aux élections de 1938, le député-échevin annonce son intention de s'en abstenir afin d'assurer la défaite de Grégoire.

Il offre ses services au candidat libéral Lucien Borne qui, en retour, obtient du libéral Wilfrid Hamel qu'il renonce à se présenter dans Saint-Sauveur⁴². Le député de Saint-Sauveur demande à ses électeurs d'élire Borne s'ils souhaitent recevoir des travaux de chômage du gouvernement provincial. Lucien Borne est élu maire de Québec. Au moment de l'ouverture de la session parlementaire, Bertrand est accueilli avec un tonnerre d'applaudissements par ses collègues qui le félicitent d'avoir obtenu la défaite de Grégoire⁴³.

À 63 ans, épuisé, Bertrand n'a pas l'intention de se lancer dans une nouvelle lutte électorale. En 1939, Maurice Duplessis tient sa promesse et obtient du conseiller législatif Jean Mercier qu'il cède son siège à son vieil allié⁴⁴. Bertrand siégera au conseil jusqu'à sa mort, en 1948.

Pierre Bertrand demeure présent dans le paysage de Québec grâce au boulevard qui porte son nom. Les historiens mentionnent rarement son nom puisque sa longue carrière politique ne contient pas d'accomplissement significatif justifiant une grande présence dans la mémoire collective. Les journalistes du *Soleil* qui se moquaient de son élocution et de son manque de culture auraient probablement souri en entendant cette réplique de la série *Duplessis* de Denys Arcand, prononcée par le personnage éponyme sous les traits de Jean Lapointe : « J'avais envoyé un de mes anciens députés, Pit Bertrand, faire un discours à l'Université Laval. Puis il s'était trompé, il avait présenté M^{gr} Camille Roy comme le *rectum* de l'université. » Bertrand peut au moins se vanter d'avoir laissé une trace dans la culture populaire.

Notes

- 1 De 1914 à 1927, de 1930 à 1932 et de 1936 à 1948.
- 2 Alexandre Dumas, *Les quatre mousquetaires de Québec : La carrière politique de René Chaloult, Oscar Drouin, Ernest Grégoire et Philippe Hamel*, Québec, Septentrion, 2021, 294 p.
- 3 Alfred Charpentier, « Le mouvement politique ouvrier de Montréal (1883-1929) », *Relations industrielles*, vol. 10, n° 2, mars 1955, p. 74-95.
- 4 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 1^{er} décembre 1922, p. 367. Les débats de l'Assemblée législative ont été reconstitués par les historiens de l'Assemblée nationale et sont intégralement disponibles pour consultation sur le site Web www.assnat.qc.ca.
- 5 « Résultat des élections provinciales d'hier », *L'Action catholique*, 6 février 1923.
- 6 « Candidats dans la lutte provinciale mis en nomination », *Le Soleil*, 30 janvier 1923.
- 7 « M. Paquet à St-Sauveur », *Le Soleil*, 30 janvier 1923.
- 8 « Le peuple exprime sa confiance au gouvernement », *Le Soleil*, 6 février 1923.
- 9 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 19 décembre 1923, p. 26.
- 10 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 7 mars 1924, p. 714 et 715.
- 11 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 19 février 1924, p. 519; séance du 4 mars 1925, p. 489.
- 12 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 2 mars 1926, p. 469.
- 13 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 10 mars 1924, p. 732.
- 14 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 14 mars 1924, p. 860; séance du 17 mars 1926, p. 624; séance du 15 mars 1927, p. 532.
- 15 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 14 mars 1924, p. 857 et 858. Les quatre ministres sont Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture; Athanase David, secrétaire de la province; Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail; Honoré Mercier, fils, ministre des Terres et Forêts.
- 16 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 2 mars 1926, p. 469.
- 17 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 9 mars 1926, p. 523.
- 18 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 22 mars 1927, p. 624.
- 19 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 22 mars 1927, p. 625.
- 20 « Trois autres candidats oppositionnistes », *Le Devoir*, 25 avril 1927.
- 21 « Nouveaux succès pour M. Chs.-Édouard Cantin », *Le Soleil*, 12 mai 1927.
- 22 « L'échevin Bertrand est nommé inspecteur des bâtisses pour la ville », *Le Soleil*, 2 février 1927.
- 23 « Une brillante réunion de l'union libérale-Laurier », *Le Soleil*, 5 mai 1927.
- 24 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 24 janvier 1928, p. 107.
- 25 « M. Pierre Bertrand », *L'Action catholique*, 21 août 1931.
- 26 « M. C.-E. Cantin tient deux assemblées à St-Sauveur », *L'Action catholique*, 19 août 1931.
- 27 « Dans le port », *Le Soleil*, 19 août 1931.
- 28 « M. Pierre Bertrand », *L'Action catholique*, 21 août 1931.
- 29 « Des décomptes », *Le Soleil*, 25 août 1931.
- 30 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 5 novembre 1931, p. 25.
- 31 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 12 janvier 1932, p. 340.
- 32 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 12 mars 1935, p. 494.
- 33 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 21 février 1935, p. 358.
- 34 « Les assurances à la Chambre, le chômage au Conseil », *Le Soleil*, 8 mars 1935.
- 35 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 15 mars 1933, p. 428.
- 36 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 22 janvier 1935, p. 104.
- 37 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 21 février 1934, p. 318.
- 38 « M. P. Bertrand a ouvert sa campagne dans St-Sauveur », *L'Action catholique*, 14 novembre 1935.
- 39 Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, vol. 1, p. 266.
- 40 « Une foule nombreuse envahit les corridors du Parlement », *Le Soleil*, 27 août 1936.
- 41 « M. Pierre Bertrand, candidat », *L'Action catholique*, 10 décembre 1937.
- 42 « M. Pierre Bertrand, candidat », *L'Action catholique*, 10 décembre 1937; « M. J.-E. Grégoire ouvrira sa campagne ce soir à la radio », *L'Action catholique*, 25 janvier 1938.
- 43 *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 22 février 1938, p. 232.
- 44 Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, vol. 1, 1973, p. 533.

anekdote



Que vous vous promeniez dans le quartier Saint-Sauveur ou que vous visitiez d'autres lieux du Québec, n'avez-vous pas déjà eu envie de vous imprégner de leur histoire, mais dans un format bref et ludique? Anekdote a la solution!

L'idée est née lors d'un trajet entre Port-Cartier et Montréal. Pourquoi un lieu donné porte-t-il son nom? Quelles histoires une ville et son patrimoine ont-ils à raconter? L'application a pour objectif de faire connaître l'histoire, autant la grande que la petite, les lieux patrimoniaux et les particularités des différentes régions, pour que les gens d'ici ou d'ailleurs découvrent le monde qui les entoure.

Utilisant la technologie GPS, Anekdote géolocalise des milliers de points d'intérêt historiques, culturels et touristiques.

L'application se distingue par son système de repérage automatique des attraites. Vous pouvez écouter les capsules sur commande ou, automatiquement, à votre rythme lorsque vous vous trouvez à proximité d'un point d'intérêt. Le tout sans entraver l'utilisation de votre téléphone. Découvrez donc de nouveaux lieux en toute simplicité.

Une équipe d'historiens conçoit les capsules à partir de sources crédibles et variées, parfois même inédites, pour vous proposer un contenu personnalisé et riche en curiosités. L'expérience Anekdote se veut brève (moins de 30 secondes), mais percutante. À cette fin, l'équipe de rédaction a développé une écriture amusante et captivante. Les capsules peuvent actuellement être écoutées en français et en anglais; on pourra les consulter dans d'autres langues éventuellement.

À quoi cela ressemble-t-il? Imaginez que vous parcourez la

côte de la Fabrique, à la hauteur de l'emplacement de la première auberge de Québec. Voici ce qu'Anekdote vous réserverait :

À votre santé, messieurs-dames! C'est à cet emplacement du 20, côte de la Fabrique, que s'ouvre en 1648 la première auberge de Québec. Le tenancier doit suivre des règles strictes : pas de scandale, d'ivrognerie, de blasphème et de jeu de hasard. Son établissement est notamment fermé pendant les offices religieux. On rapporte que le bedeau, à cette occasion, fouille chaque chambre de l'auberge en passant sa canne sous les lits pour chasser les fidèles récalcitrants. Dans ces conditions de travail contraignantes, l'aubergiste doit vraiment avoir une passion pour son métier. Ça tombe bien, il se nomme Jacques Boisdon.

Avec Anekdote, chaque promenade est une découverte!



Diana et Vaillancourt

Jean-François Caron, historien

Pendant une trentaine d'années, les pains Diana et les pâtisseries Vaillancourt ont été des acteurs de premier plan du centre industriel Saint-Malo. En 1898, à 23 ans, après l'apprentissage de son métier chez le pâtissier Allard de la rue Saint-Vallier, Joseph Vaillancourt ouvre son propre magasin de pâtisseries, confiseries et boulangerie. Le nouvel établissement est situé sur la rue Saint-Joseph. Une fois bien établi, Joseph Vaillancourt épouse Diana Boilard le 14 mai 1900. L'avenir s'annonce reluisant pour le couple, jusqu'en décembre 1911, alors que Joseph Vaillancourt meurt. Diana attend alors son neuvième enfant. Elle décide néanmoins de

relever le défi de poursuivre les affaires de son défunt mari.

Elle sera appuyée dans cette aventure par sa sœur Noéma qui renonce à la vie religieuse pour la suivre. Diana laisse alors tomber la boulangerie pour ne conserver que la pâtisserie. Le commerce connaît dès lors un essor prodigieux grâce à plusieurs innovations, dont notamment, en 1924, l'utilisation de camions de livraison. En 1937, le commerce est agrandi par l'ajout d'une aile de cinq étages où est concentrée la production. C'est au cours de ces années qu'est né le célèbre gâteau May West. En 1942, deux des fils de Joseph Vaillancourt



Produits Diana, Parc industriel Saint-Malo, s.d., Lefavre Desroches, collection Jocelyn Paquet

reprennent la production du pain en fondant Les Produits Diana inc. C'est alors qu'apparaît pour la première fois à Québec l'emballage du pain dans du papier cellophane. Au début des années 1950, devant les succès engendrés par une demande accrue, l'entreprise s'installe dans le centre industriel Saint-Malo. Les gâteaux Vaillancourt y seront produits jusqu'en 1972, alors que Vachon en fera l'acquisition. Quant aux Produits Diana, ils seront achetés par la boulangerie Samson au début des années 1980.

La colle et le bois de Canac-Marquis

Frédéric Marquis, dit Canac-Marquis, est né à Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans en 1861. Il étudie à l'École normale, puis à l'Académie commerciale de Québec. Il amorce sa carrière à Québec à titre de commis chez le marchand de nouveautés Delphis Drolet. Il y demeurera pendant 10 ans avant de devenir acheteur au magasin de Zéphirin Paquet. Vers 1892, il se lance à son compte et fonde une manufacture de colle forte qu'il installe alors sur la rue Guyart du quartier Saint-Malo, en bordure de la rivière Saint-Charles. Son voisin immédiat est son frère Louis qui y avait ouvert un moulin à scie l'année précédente. Ses affaires prospèrent rapidement et au moment de sa mort survenue en mars 1926, on dit qu'il

dirige l'une des plus importantes fabriques de colle en Amérique. Il s'implique beaucoup socialement et, en 1916, le pape Benoît XV le fait chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire. Frédéric Marquis est maire du village de Saint-Malo au moment de sa fusion avec la ville de Québec en 1908. Son entreprise sera liquidée au moment du décès de sa veuve, sa seconde épouse, en 1946.

Quant à son frère Louis, ses affaires prospéreront également et il deviendra marchand de bois. Son entreprise est encore active de nos jours sous la raison sociale de Canac. Une succursale de cette entreprise a toujours pignon sur la rue Marie-de-l'Incarnation, à

deux pas de l'ancienne manufacture de colle et du moulin à scie des années 1890. On y trouve aujourd'hui les magasins La Galerie du meuble et Roche Bobois. Louis est né en 1851 et est décédé en 1936.



Camion de l'entreprise Louis Canac-Marquis, tiré du journal Le Soleil du 22 juin 1940

Du théâtre Français à un projet de logement social : l'histoire communautaire et médiatique d'un stationnement

Simon Bélanger
journaliste *Monsaintsauveur*
et historien

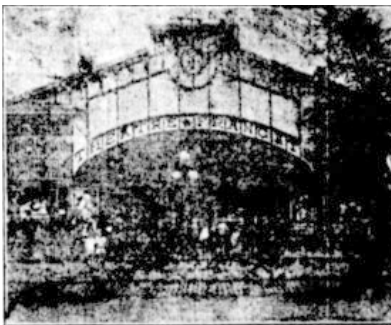
Le stationnement situé à l'angle des rues de Carillon et Saint-Vallier Ouest, près du parc Durocher, ne dégage rien de bien fascinant au premier regard.

Pourtant, cet endroit a été le théâtre de rassemblements et de célébrations artistiques et sportives, en plus d'incarner, à sa façon, le progrès désiré par l'administration du maire Gilles Lamontagne dans les années 1970. S'y sont aussi déployées des luttes de groupes communautaires, dont les revendications ont trouvé écho dans quelques médias du quartier Saint-Sauveur.

Auberge

En 1768, quelques années après la Conquête britannique, Alexandre Menut, ancien cuisinier des gouverneurs Murray et Carleton, ouvre une auberge à l'emplacement actuel du stationnement.

Cet endroit est connu à l'époque sous le nom de Maison Rouge, et on y sert de la nourriture et des spiritueux. Un jardin, situé tout près de l'établissement, aurait contribué à la réputation enviable de la table de l'auberge.



Ouverture du théâtre Français (*Le Soleil*, Québec, 10 octobre 1916, p. 3, BAnQ numérique)

Le colonel Benedict Arnold y aurait établi son quartier général en 1775-1776, lors du siège de Québec par l'Armée continentale, durant la Guerre d'indépendance des États-Unis¹. Cette expédition fut un échec pour les troupes américaines. En 1778, l'établissement de M. Menut accueille 200 membres de l'élite coloniale, dont le gouverneur Guy Carleton².

Après le départ de M. Menut, plusieurs propriétaires se succèdent à la tête de l'auberge, jusqu'aux années 1840.

Théâtre Français

Puis, quelques décennies plus tard, au printemps 1916³, l'homme

d'affaires rimouskois Joseph-Abraham Théberge fait construire, au même endroit, le théâtre Français, un cinéma qui ouvre ses portes le 24 juin 1916. En déboursant 10 sous, les cinéphiles peuvent assister aux films les plus populaires de la compagnie Bluebird Photoplays.

Les journaux catholiques dénoncent l'ouverture des cinémas à Québec, sans viser directement le théâtre Français. Dans *L'Action catholique*, on déplore que « l'immoralité des cinémas » est « patente, injustifiable, révoltante, écœurante, et que l'impureté y coule à pleins bords et en toute liberté⁴ ». On y cite aussi le juge Charles Langelier (le petit frère de celui qui a donné son nom au boulevard Langelier) qui rappelle que « ces spectacles sont donnés au milieu des ténèbres et que, partant, le vice et les mauvaises passions y ont beau jeu⁵ ».

La Vérité, autre publication fidèle à l'Église catholique, dénonce de son côté « les mœurs de Babylone » promues par le cinéma. Elle s'appuie entre autres sur des scènes de « baisers qui n'en finissent pas » et des « impudicités étalées complaisamment⁶ ».



Démolition du Cinéma Laurier (Archives Ville de Québec – 18 septembre 1974)

En 1917, le bulletin paroissial de Saint-Sauveur, *L'Étincelle du Sacré-Cœur*, publié par les pères Oblats, plonge aussi dans la lutte contre le cinéma. Le juge Philippe-Auguste Choquette affirme que « soixante-quinze pour cent des enfants que le vice conduit au tribunal sont des victimes des vues animées⁷ ». *L'Étincelle du Sacré-Cœur* estime aussi que le cinéma populaire est « corrupteur de la jeunesse et de l'enfance⁸ ».

Dans *Le Soleil*, les publicités du théâtre Français soulignent plutôt que le cinéma de la rue Saint-Vallier propose « les plus belles sorties de tous côtés » et qu'il est « le plus hygiénique » de Québec. On y lit aussi qu'il présente « les vues animées les plus instructives et les plus morales⁹ ».

À l'été 1916, le cinéma de 800 places embauche Victor

Plamondon, mieux connu sous le nom de M. Victor, « un explicateur et chanteur de chansons comiques ». Ce comédien de vaudeville occupera le rôle de « conférencier de films muets ».

Au printemps 1917, le théâtre Français commence à diversifier ses activités. Une soirée de boxe est présentée en avril et une salle de billard ouvre ses portes dans une maison voisine.

L'année 1918 pose de multiples défis au cinéma Français. Grâce à un jugement de la Cour d'appel, les cinémas de Québec obtiennent l'autorisation de rester ouverts le dimanche, jour du Seigneur. Cependant, Frédéric Canac-Marquis, un fabricant de colle et frère du fondateur de la quincaillerie Canac, décide de poursuivre en justice ceux qui « violent » la loi fédérale du dimanche.

Plusieurs propriétaires de théâtre sont condamnés à payer des amendes, ce qui est aussi le cas d'un certain M. Bélanger, possiblement le gérant du théâtre Français¹⁰.

Deux autres événements forceront la fermeture du théâtre Français. Le 1er avril 1918, l'armée canadienne tire sur des manifestants opposés à la conscription, faisant quatre victimes dans le quartier Saint-Sauveur. Après l'événement, le théâtre Français ferme ses portes pendant quelques jours, puisque les soldats font fermer les salles d'amusement pour éviter les attroupements. La grippe espagnole forcera aussi sa fermeture pendant quelques semaines, pour limiter les risques de transmission du virus.

Le 20 mars 1923, Joseph-Abraham Théberge succombe à une



Droits réservés Ville de Québec. Le maire de Québec Gilles Lamontagne, entre 1965 et 1977 (Archives Ville de Québec - Q-P2-IC-N0185-N018591)

urémie. Son fils Léo prend la relève, avant de mourir en 1927 d'une pneumonie. Charles-Eugène Thérberge, frère de Léo, assure brièvement la relève de l'entreprise, puis il laisse les rênes du théâtre Français au couple formé par Roméo Labbé et Julia Bilodeau¹¹.

Incendies et changements de nom

Entre 1931 et 1941, le théâtre Français sera frappé par trois incendies. Celui du 10 juin 1931 ne laisse intacts que les quatre

murs de l'établissement et détruit toute la section intérieure. Trois ans plus tard, en 1934, des flammes provenant de la salle de projection endommagent la partie supérieure du nouveau bâtiment.

Le 16 décembre 1941, un troisième brasier s'attaque à l'établissement de la rue Saint-Vallier et les pompiers doivent arracher des bancs et des boiseries, en plus de briser le plancher. À ce moment, le notaire Edmond Beaumont est l'administrateur du cinéma, dont il devient officiellement le propriétaire en 1943.

M. Beaumont fait d'ailleurs démolir le bâtiment en 1949 pour ouvrir son propre cinéma sur les ruines du théâtre Français : le cinéma Laurier. Il investit 250 000 \$ pour construire ce cinéma « moderne » et « à l'épreuve du feu », qui ouvre ses portes le 8 avril 1950¹². Edmond Beaumont a été propriétaire de plusieurs cinémas, tant à Québec que sur la Rive-Sud.

Le film *Nuit et Jour*, mettant en vedette Cary Grant, prend l'affiche lors de la première semaine et est présenté en Technicolor.

En 1966, le cinéma est rénové et change encore d'identité pour devenir La Comédie québécoise. Il projette des films sortis quelques années plus tôt, en plus de présenter des spectacles pour adultes, comme ceux de Guilda, pionnière de l'art de la drag-queen au Québec¹³.

En février 1972, une nouvelle administration reprend le nom de cinéma Laurier, où seront présentés des films olé olé, comme *Le Comte porno* et *Sous les caresses du vent nu*. Les œuvres érotiques sont à l'époque projetées dans plus d'un cinéma de la ville de Québec. De quoi donner des cauchemars aux gens de *L'Action catholique*, qui avait heureusement publié son dernier numéro 10 ans auparavant!

Démoli pour de bon

Le cinéma connaît officiellement ses dernières heures en 1974. Le bâtiment est démolé par l'administration municipale, sous la gouverne du maire Gilles Lamontagne. L'objectif est d'agrandir le terrain de stationnement, qui servira aux clients des magasins du secteur¹⁴.



Centre Durocher, intersection de la rue Raoul-Jobin et de la rue du Carillon (Novembre 2012 – Jean Cazes, *Monsaintsauveur*)

Le maire Lamontagne, chef du Progrès civique, lance d'importants projets d'infrastructures et est présenté comme le « maire de la modernité ». Il s'implique notamment dans le développement de la colline Parlementaire et le lancement du chantier de l'autoroute Dufferin-Montmorency.

Plusieurs lui reprocheront d'avoir conduit la destruction d'une partie du patrimoine bâti de la ville de Québec, entre autres en démolissant une portion des faubourgs Saint-Roch et Saint-Jean-Baptiste¹⁵.

Implication citoyenne

En 1969, le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur (CCCQSS) voit le jour. Si le cinéma Laurier n'échappe pas au pic des démolisseurs, les premières luttes du CCCQSS se mobilisent contre les démolitions massives des maisons du quartier. En 1974, le CCCQSS s'allie au Comité des citoyens de l'aire 10 (Saint-Roch) et au

Centre coopératif des travailleurs de Québec pour fonder *Droit de parole*, un journal de quartier.

La mission de *Droit de parole* est notamment de donner aux citoyens de la basse-ville « la chance d'exprimer leurs problèmes, leurs besoins et leurs opinions, à tous ceux qui n'ont pas accès aux médias officiels [...] et à tous ceux qui ne détiennent pas les commandes du pouvoir¹⁶ ».

Cette implication citoyenne se poursuit dans le temps, au fil des administrations municipales.

En 2006, le CCCQSS lance le journal *Le Carillon* et le distribue à plus de 7 500 exemplaires dans le quartier Saint-Sauveur¹⁷. À travers ses pages, on constate que le comité citoyen se mobilise contre la destruction du Centre Durocher. Le CCCQSS propose plutôt de construire des logements sociaux et une maison de la culture sur le stationnement voisin, où se situait un cinéma quelques décennies avant¹⁸.

Droit de parole cite également les opposants, dont les Oblats, qui plaident aussi pour ce plan de rechange¹⁹. Ironie de l'histoire pour ceux qui dénonçaient les dangers du cinéma un siècle auparavant.

Finalement, le Centre Durocher est bien démoli à l'automne 2016, mais le projet original proposé pour le stationnement devrait en partie renaître de ses cendres. Le journal Web *monsaintsauveur*, qui apparaît dans le paysage médiatique en 2012, relaie l'information selon laquelle des logements sociaux seraient érigés sur cet emplacement²⁰. Une garderie pourrait aussi être construite²¹.

Un simple espace de stationnement peut donc receler une histoire bien étonnante!

Merci à José Doré, dont le dossier sur le théâtre Français et le cinéma Laurier sur [Monsaintsauveur](#) a inspiré une bonne partie de ce texte.



Stationnement de l'intersection de la rue du Carillon et de la rue Saint-Vallier Ouest (Mai 2018 – Jean Cazes, *Monsaintsauveur*)

Notes

- 1 John E. Hare, « Menut, Alexandre », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5, Université Laval/University of Toronto, 2003, accessible en ligne : http://www.biographi.ca/fr/bio/menut_alexandre_5F.html (consulté le 31 mars 2023).
- 2 Ville de Québec, « D'hier à aujourd'hui sur les terres à Bédard », *Découvrir Québec : arrondissement de La Cité-Limoilou*, 2016, p. 37.
- 3 José Doré, « Le théâtre Français et le cinéma Laurier au coin Saint-Vallier – Carillon – 1 de 3 », *Monsaintsauveur*, 24 avril 2020, accessible en ligne : <https://monsaintsauveur.com/2020/theatre-francais-cinema-laurier-coin-saint-vallier-carillon-1-de-3/>.
- 4 *L'Action catholique*, 16 juin 1916, p. 1.
- 5 *Ibid.*, p. 1.
- 6 *La Vérité*, 1er juillet 1916, p. 3.
- 7 *L'Étincelle du Sacré-Cœur*, 16 février 1917, p. 2.
- 8 *Ibid.*, p. 3.
- 9 *Le Soleil*, 31 juillet 1916, p. 4.
- 10 José Doré, op. cit.
- 11 José Doré, « Le théâtre Français et le cinéma Laurier au coin Saint-Vallier – Carillon – 2 de 3 », *Monsaintsauveur*, 4 mai 2020, https://monsaintsauveur.com/2020/theatre-francais-cinema-laurier-coin-saint-vallier-carillon-2-3/#_ftn14.
- 12 José Doré, « Le théâtre Français et le cinéma Laurier au coin Saint-Vallier – Carillon – 3 de 3 », *Monsaintsauveur*, 9 mai 2020, <https://monsaintsauveur.com/2020/theatre-francais-cinema-laurier-coin-saint-vallier-carillon-troisieme-3-3/>.
- 13 *Le Soleil*, 17 mars 1966, p. 53.
- 14 *Le Soleil*, 26 septembre 1974, p. 18.
- 15 Maude-Emmanuelle Lambert, « Gilles Lamontagne (homme politique) », dans *L'Encyclopédie canadienne*, 2017, accessible en ligne : <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/lamontagne-joseph-georges-gilles-claude> (consulté le 31 mars 2023).
- 16 Claude Larose, « Un journal populaire comme lieu de formation : étude critique d'une pratique de conscientisation au journal *Droit de parole* à Québec, 1978-1980 », Université Laval [mémoire de maîtrise], 1985, p. 32 et 33.
- 17 Hubert Fortin, *Moi j'reste dans Saint-Sauveur : Histoire du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur*, Collectif québécois d'édition populaire, 2014, p. 147.
- 18 Éric Martin, « Démolition du Centre Durocher : une injustice sur la place publique », *Le Carillon*, novembre 2016.
- 19 Pierre Mouterde, « Centre Durocher : les Oblats proposent une trêve et convoquent les parties », *Droit de parole*, septembre 2016, p. 3.
- 20 Julie Rhéaume, « Du logement social sur le stationnement de la rue de Carillon », *Monsaintsauveur*, 21 octobre 2020, accessible en ligne : <https://monsaintsauveur.com/2020/logements-sociaux-stationnement-de-rue-carillon/>.
- 21 Baptiste Ricard-Châtelain, « Quelques 280 logements sociaux sur les rails », *Le Soleil*, 17 janvier 2023, accessible en ligne : <https://www.lesoleil.com/2023/01/17/quelque-280-logements-sociaux-sur-les-rails-17f3a8a5c3dbafb250fe2758e5e4117c>



TOUS PRÊTS TOUT PRÈS!

WWW.QUARTIERSAINSAUVEUR.COM

VENTE AU DÉTAIL — PLACES ÉPHÉMÈRES
CAFÉS ET BARS — MUSIQUE, ART ET CULTURE
RESTAURANTS — ÉPICERIES ET DÉPANNEURS



MONASTÈRE DE
L'HÔPITAL
GÉNÉRAL
DE QUÉBEC

400
ans
de présences



DÉCOUVREZ PLUS DE 400 ANS D'HISTOIRE ET UN PATRIMOINE D'EXCEPTION

Visites guidées en période estivale

Sur réservation seulement : 418.694.1639 / 1.844.694.1639

Cinq capsules audio captivantes

Scanner le code QR

Un site Internet et des médias
sociaux riches en contenus



monastere-hgq.ca



[@mhg.quebec](https://www.facebook.com/mhg.quebec)



Le pont Scott et son avenue : des témoins des origines de Saint-Sauveur

Jérôme Ouellet, historien



Photo montrant le pont Scott tel qu'il apparaît au tournant du XX^e siècle. Il est raisonnable de penser que cette structure en métal aurait été construite dans la deuxième moitié du XIX^e siècle (On the St. Charles River, 1899, Collection iconographique de la Ville de Québec, AVQ, CI-N0082-N008233).

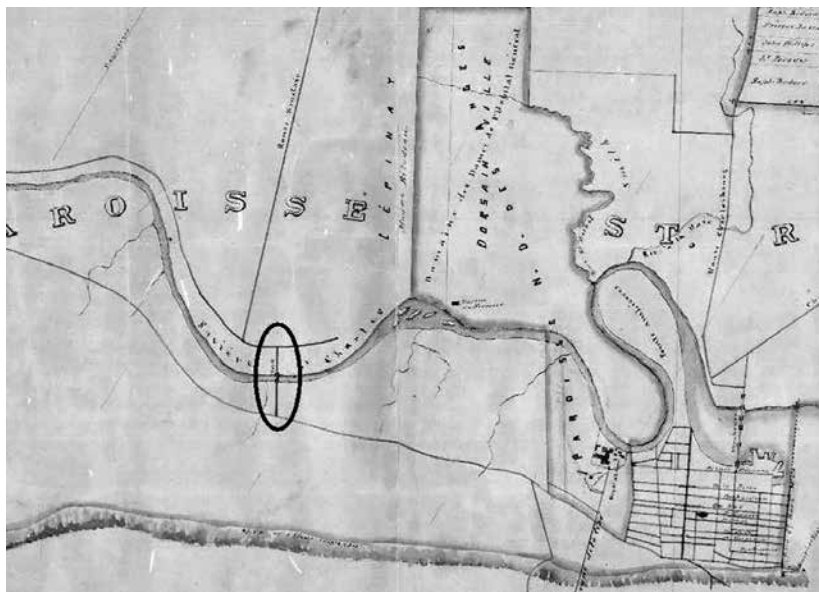
<https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/patrimoine/archives/recherche/archive.aspx?aid=806686#>

En attendant patiemment notre tour de traverser l'insolite pont Scott, nous pouvons apercevoir une affiche signalant que cette structure à sens unique est bientôt centenaire. En fait, ce passage enjambant la rivière Saint-Charles est beaucoup plus ancien qu'il ne paraît.

Au fait, pourquoi a-t-on construit un pont sur la rivière Saint-Charles si loin de la ville? Il faut remonter au XVII^e siècle alors que les Jésuites sont les propriétaires de la seigneurie Notre-Dame-des-Anges. En 1667, ils obtiennent l'exclusivité des passages sur la rivière à l'est de la Petite-Rivière.

L'interdiction est faite sous peine... de confiscation des canots. Tout naturellement, la traversée de la rivière Saint-Charles se fait sur le territoire de l'actuel quartier Saint-Sauveur.

Un plan de l'arpenteur William Chewett (1753-1849) indique



Détail d'un plan de la paroisse de Saint-Roch en 1835 montrant que l'avenue et le pont Scott (encerclés) s'insèrent alors dans un milieu rural, ce qui changera quelques décennies plus tard. On remarque également que l'accès au pont est déjà réaménagé dans sa forme actuelle (Plan de la paroisse Saint-Roch de Québec, fait d'après mesures prises sur les lieux, par ordre des Commissaires appointés pour l'érection des paroisses, Adolphe Larue, 18 juillet 1835, Fonds Cour supérieure. District judiciaire de Québec. Greffes d'arpenteurs, BAnQ, CA301,S27,DM92).

Source : <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3412250>

l'existence d'un pont dans ce secteur dès 1785. Il serait même possible qu'il soit plus ancien, comme le rapporte l'avocat et fonctionnaire François-Joseph Cugnet (1720-1789) : « avant

la Conquête, ces ponts [de la Petite-Rivière] étaient rétablis et entretenus par la ville² ». Un chemin d'accès depuis la route de Lorette (rue Saint-Vallier) apparaît également dans le plan

de Chewett. Le pont et la voie ne prennent le nom de Thomas Scott (1741-1810) qu'à partir de 1790, alors que ce dernier cède le terrain sur lequel se trouve le passage vers le pont. Le pont Scott est reconstruit à plusieurs reprises : en 1818, 1823, 1928 et même, apparemment, quelques fois par la suite. Il est possible qu'il y ait eu d'autres travaux. L'histoire continue puisque la Ville prévoit à nouveau intervenir prochainement.

Cela dit, le passage cédé par Scott en 1790 ne correspond pas exactement à l'avenue actuelle. En effet, son tracé suit approximativement celui des rues Roosevelt et de la Victoire. L'avenue telle qu'on la connaît n'apparaît qu'au XIX^e siècle, bien avant que l'urbanisation de Saint-Sauveur ne démarre. En fait, à l'époque de la construction du pont, on peut compter sur les doigts de la main les chemins qui parcourent le secteur. Le pont Scott et son avenue sont, par conséquent, parmi les plus anciennes voies de communication de Saint-Sauveur.

Notes et références

- 1 La Petite-Rivière désigne approximativement le territoire de l'ancienne ville de Vanier.
- 2 Cité dans Lucie K. Morisset, *Le patrimoine du quartier Saint-Sauveur : histoire de la forme urbaine*, Québec, Ville de Québec, 2000, p. 22.

Danielle Blanchet, *Saint-Sauveur à l'image du début du siècle*, Québec, Ville de Québec, 1987, 50 p., Coll. Les quartiers de Québec.

Jean-François Caron, *Le pont Scott*, page Facebook de la Société historique de Québec, Société historique de Québec, accessible en ligne : <https://www.facebook.com/157594394301478/photos/le-pont-scottavant-la-construction-de-ponts-la-rivi%C3%A8re-saint-charles-repr%C3%A9sentai/3039955952731960/>.

Antonio Drolet, *La ville de Québec, histoire municipale – II : Régime anglais jusqu'à l'incorporation (1759-1833)*, Québec, La Société historique de Québec, 1965, 144 p., Cahiers d'histoire, n° 17.

Lucie K. Morisset, *Le patrimoine du quartier Saint-Sauveur : histoire de la forme urbaine*, Québec, Ville de Québec, 2000, 150 p.

Sault-au-Cochon : une tragédie liée au quartier Saint-Sauveur

Éric Légaré Roussin

Le 9 septembre 1949, une tragédie aérienne se produit dans le ciel de la Côte-de-Beaupré. Un avion DC-3 des Lignes aériennes Canadien Pacifique en direction de Baie-Comeau s'écrase à 10 h 45 au milieu de la forêt, aux abords de Sault-au-Cochon, un petit village de pêcheurs situé à une cinquantaine de kilomètres de Québec. En tout, 19 passagers perdent la vie, dont 3 éminents capitaines d'industries américaines et 4 membres d'équipage. Ce qui est alors considéré comme la pire tragédie aérienne de l'histoire du Canada amène son lot de questions. En effet, les premiers détails démontrent que l'appareil n'était pas surchargé et que les conditions atmosphériques n'étaient pas en cause dans l'accident¹.

Cette histoire fait couler beaucoup d'encre au Québec, mais également à l'international. Les journaux du monde entier dépêchent des envoyés spéciaux sur place pour connaître les moindres détails, du fait entre autres que de riches industriels ont été victimes de cette tragédie. Alors que la guerre froide bat son plein, des théories farfelues circulent quant à la participation du bloc soviétique dans un crime odieux². Soudainement, des rumeurs commencent à se propager à propos de la tragédie. Les agents de la Gendarmerie royale auraient mis au jour une histoire sordide. L'accident de Sault-au-Cochon aurait pour cause une

histoire d'assurance et un triangle amoureux impliquant un homme originaire de Saint-Sauveur³.

Au cours de l'enquête, des témoins se confient sur la vie intime de l'une des victimes. Selon leurs dires, son époux la trompait et il avait contracté une police d'assurance vie de 10 000 \$ sur la vie de sa femme avant son départ pour Baie-Comeau. En parallèle, les enquêteurs soulèvent une information étrange : une femme inconnue se serait présentée cinq minutes avant le décollage de l'avion afin de remettre un colis pesant 28 lb pour livraison à une fausse adresse à Baie-Comeau. Les enquêteurs commencent donc à suivre une femme nommée Marguerite Ruest-Pitre. Le 23 septembre, elle est hospitalisée à l'Enfant-Jésus pour avoir tenté de mettre fin à ses jours, ce qui pousse les policiers à l'action.

À sa sortie de l'hôpital, elle signe une confession établissant sa culpabilité dans la tragédie de Sault-au-Cochon. Elle reconnaît avoir apporté le colis piégé à l'aéroport et même avoir acheté les matériaux qui ont servi à la confection de l'explosif rudimentaire qui allait permettre à l'un de ses amis de se débarrasser de sa femme trop gênante, sans connaître ses intentions. Elle nie également avoir eu vent du contenu du colis meurtrier⁴. Puis, le 25 septembre 1949, le journal *La Patrie* annonce l'arrestation de Joseph Albert Guay dans une maison de la 3^e Avenue

à Limoilou, accusé d'avoir assassiné volontairement sa femme, Rita Morel⁵.

Un meurtrier originaire de Saint-Sauveur

À la suite de son arrestation, les journaux se montrent très loquaces quant à la vie et même la personnalité de l'accusé. Dès que la nature criminelle de l'affaire est établie, les journalistes en font le sujet de l'heure. Tous les jours, on informe le lectorat des nouveaux détails de l'enquête. Les médias accaparent alors son image pour l'ériger en monstre machiavélique. Grâce aux sources journalistiques et aux différentes données généalogiques, il est tout de même possible de brosser un portrait plus nuancé de l'individu.

Qui est Joseph Albert Guay? Né le 23 septembre 1918, dans la paroisse de Saint-Sauveur, Joseph Albert Guay est le fils d'un serre-frein du nom d'Arthur Guay et d'Eva Landry⁶. Il grandit probablement à Sainte-Foy⁷ avant de s'engager dans l'armée. Durant la guerre, il travaille à l'Arsenal de Québec, où il aurait acquis les connaissances qui lui ont servi à la fabrication de la bombe qui a détruit l'avion⁸. Le 30 août 1941, il épouse Rita Morel dans la paroisse de Saint-Roch. Il est alors spécifié qu'il est mécanicien et qu'il réside dans Saint-Sauveur⁹. Après son mariage, il devient vendeur itinérant de bijoux. Vers le début de

la trentaine, Guay ne supporte plus sa femme avec qui il a eu une fille. Il s'est amouraché d'une jeune serveuse de 17 ans, Marie-Ange Robitaille, avec qui il veut refaire sa vie¹⁰.

Lors de son arrestation, Joseph Albert Guay n'en est pas à ses premiers démêlés avec la justice. Un mois avant la tragédie de Sault-au-Cochon, Guay aurait été aperçu dans un restaurant avec Marguerite Ruest-Pitre. Il lui aurait alors proposé de fuir la capitale avec lui. Après le refus de son amie, il aurait sorti son pistolet et aurait tiré deux coups de feu, causant la panique dans le restaurant. Il fut arrêté par la police qui l'aurait libéré s'il acceptait de déménager sur la Côte-Nord. Il planifiait donc d'y déplacer son commerce de bijoutier. Initialement, Guay devait lui-même prendre l'avion pour se rendre à Baie-Comeau pour une transaction, mais probablement qu'il y a vu une occasion pour assassiner sa femme sans laisser de traces. Il a alors convaincu sa femme d'y aller à sa place, sous prétexte qu'elle aurait plus de succès que lui dans cette affaire¹¹.

Joseph Albert Guay planifiait sans doute depuis plusieurs mois le meurtre de sa femme. Son procès débute le 4 octobre 1949. Un jeune tailleur de Québec, Lucien Carreau, est appelé à témoigner. Il affirme que Guay lui a avoué, lors d'une promenade en voiture en avril 1949, que son mariage battait de l'aile. Après s'être arrêté à l'intersection des rues Marie-de-l'Incarnation et Kirouac, il a sorti une bouteille de vin de cerise, la boisson préférée de sa femme, et a demandé au témoin de la lui faire boire en échange d'une somme de 500 \$. La bouteille était, selon les dires de Carreau,

empoisonnée. Il a refusé l'offre de Guay¹². Ce dernier a alors dû trouver un autre moyen de mettre en œuvre ses visées meurtrières.

Il élabore son nouveau plan en s'inspirant d'une tragédie aérienne qui s'est produite aux Philippines en mai 1949. En effet, le 7 mai, un avion s'est écrasé à Manille, causant la mort de 13 personnes. Après investigation, d'anciens bagnards avaient avoué avoir déposé une bombe à l'intérieur de l'appareil des Philippine Airlines. Ces hommes avaient été engagés par une femme et son amant qui souhaitaient tuer le mari de la première¹³. Guay aurait ainsi lu les rapports dans les quotidiens afin d'élaborer son plan meurtrier¹⁴.

Les complices

D'après le journal *La Patrie*, les enquêteurs sont convaincus que Guay est le cerveau de l'affaire et qu'il a employé des complices pour exécuter l'opération, mais surtout pour éloigner les soupçons. C'est le cas de Marguerite Ruest-Pitre. Cette dernière aurait acheté les matériaux qui ont servi à constituer l'explosif. Pour sa défense, elle nie avoir été mise au courant des idées meurtrières de Guay. Elle croyait qu'il voulait utiliser de la dynamite pour desoucheur un terrain qu'il comptait acquérir sur la Côte-Nord. Le jour de la tragédie, elle aurait pris un taxi pour se rendre à l'aéroport de L'Ancienne-Lorette, où elle avait demandé d'expédier le colis à une fausse adresse à Baie-Comeau. Un doute avait été semé dans l'esprit des employés de l'aéroport, mais comme l'avion allait décoller rapidement, ils posèrent le paquet à l'intérieur. Après avoir entendu le témoignage des employés, les enquêteurs observent les allées et venues de Ruest-Pitre, mais ne peuvent rien faire sans preuve.

Sa tentative de suicide offre aux enquêteurs une occasion pour l'interpeller¹⁵.

En plus de Marguerite Ruest-Pitre, la police questionne un horloger de Québec, Généreux Ruest. Frère de la coaccusée, Ruest a travaillé à plusieurs reprises pour Guay pour réparer divers articles, mais il affirme n'avoir absolument rien à voir avec la tragédie de Sault-au-Cochon. Paralytique extrêmement habile de ses mains, Généreux Ruest avait fabriqué le mécanisme de la minuterie de la bombe, qui a déclenché l'explosion de l'avion. Tout comme sa sœur, il nie avoir eu connaissance des plans d'Albert Guay¹⁶.

Malgré la défense du frère et de la sœur Ruest, les deux sont accusés, jugés coupables, puis condamnés à mort pour avoir causé le décès des passagers du DC-3 des Lignes aériennes du Canadien Pacifique, tout comme le cerveau de l'affaire. Albert Guay est pendu le 12 janvier 1952, Généreux Ruest le 25 juillet 1952 et Marguerite Ruest-Pitre le 9 janvier 1953, devenant ainsi la dernière femme à être exécutée au Canada. La participation des deux Ruest est, encore aujourd'hui, incertaine. Il est impossible de savoir jusqu'à quel point le frère et la sœur étaient au courant des plans de Guay¹⁷.

La médiatisation de l'événement

Comme nous l'avons mentionné précédemment, dès ses débuts, la tragédie de Sault-au-Cochon suscite l'intérêt des médias au plus haut point en raison de la mort de riches industriels. Toutefois, cette médiatisation extrême de l'affaire nuit grandement aux enquêteurs. Un représentant officiel de la police a d'ailleurs soulevé

le fait que le dévoilement hâtif de la nature criminelle de l'accident aurait pu alerter le principal accusé. Déjà, le 23 septembre 1949, le matin avant l'arrestation de Guay, les journaux et les radios racontaient qu'un jeune bijoutier de Québec allait être arrêté prochainement. Après cet incident, les enquêteurs décident de filtrer les informations¹⁸, alors que les médias cherchent quelque chose à se mettre sous la dent.

Il est évident qu'une telle histoire, digne d'un scénario d'Hollywood, soulève les passions des lecteurs et des auditeurs. Après que les médias ont dévoilé l'implication de Marguerite Ruest-Pitre, détenue dans sa demeure de la rue Monseigneur-Gauvreau dans le quartier Saint-Roch, plusieurs individus se rassemblent devant sa maison dans le but de l'apercevoir, voire de l'intimider. La foule furieuse aurait même essayé de vandaliser son logis, forçant les policiers à intervenir pour assurer sa sécurité jusqu'à son procès¹⁹.

L'affaire est si populaire qu'au moment du procès, une centaine de personnes sont laissées à la porte de la salle d'audience, alors qu'elles essayaient tant bien que mal de voir les accusés ainsi que les témoins²⁰.

La tragédie aérienne de Sault-au-Cochon a marqué toute une génération et s'est inscrite dans l'imaginaire collectif, notamment sous la plume d'un auteur également originaire de Saint-Sauveur : Roger Lemelin, qui connaissait lui-même Joseph Albert Guay. Il est d'ailleurs allé aux funérailles de Rita Morel, et a même couvert l'événement en tant que correspondant pour le magazine *Time*. En 1982, il s'inspire de l'histoire de Guay pour écrire son roman *Le crime d'Ovide Plouffe*. Cette histoire s'inscrit dans l'univers de la série télévisuelle *La Famille Plouffe*, diffusée par Radio-Canada de 1953 à 1959. Deux ans plus tard, le roman de Roger Lemelin est adapté au grand écran par le réalisateur Denys

Arcand²¹. Dans cette adaptation, le personnage d'Ovide Plouffe voit sa femme mourir dans un écrasement d'avion avant d'être lui-même accusé du meurtre qu'il n'a pas commis, causant ainsi un émoi dans la famille Plouffe. Arcand utilise, modifie et romance l'histoire de Joseph Albert Guay. À travers son œuvre, il se permet de critiquer les structures familiales traditionnelles et étouffantes du Québec du milieu du XX^e siècle.

Cette histoire sordide qui a coûté la vie à 23 individus le 9 septembre 1949 a fait couler beaucoup d'encre et marqué bien des esprits par son caractère surréel. Elle a été portée par des médias avides de sensationnalisme, nourrie par une population qui souhaitait connaître les moindres détails, et érigée en icône de la culture populaire par des artistes québécois. Cette tragédie qui s'est inscrite dans les mémoires et qui résonne encore aujourd'hui est, à la base, liée au quartier Saint-Sauveur.

Notes

- 1 *La Patrie*, 10 septembre 1949, p. 17 et 20.
- 2 Sylvère Boucher-Lambert, « le 9 septembre 1949, premier attentat aérien de l'histoire de l'Amérique du Nord », *Le Figaro*, 11 septembre 2011.
- 3 *La Patrie*, 24 septembre 1949, p. 1; *Le Devoir*, 24 septembre 1949, p. 1.
- 4 *Ibid.*
- 5 *La patrie*, 25 septembre 1949, p. 1.
- 6 Registres de la paroisse de Saint-Sauveur, 1918.
- 7 Recensement de 1921.
- 8 *La Patrie*, 25 septembre 1949, p. 66.
- 9 Registres de la paroisse de Saint-Roch, 1941.
- 10 Sylvère Boucher-Lambert, « le 9 septembre 1949, premier attentat aérien de l'histoire de l'Amérique du Nord », *Le Figaro*, 11 septembre 2011.
- 11 *La Patrie*, 25 septembre 1949, p. 76; *La Patrie*, 26 septembre 1949, p. 4.
- 12 *Le Nouvelliste*, 5 octobre 1949, p. 1; Maude-Emmanuelle Lambert, « Sault-au-Cochon Tragedy », *The Canadian Encyclopedia*, (page consultée le 20 mars 2023).
- 13 *Montréal-matin*, 3 juin 1949, p. 3.
- 14 *La Patrie*, 26 septembre 1949, p. 4.
- 15 *La Patrie*, 25 septembre 1949.
- 16 *Le Devoir*, 27 septembre 1949, p. 3; *Le Devoir*, 29 septembre 1949, p. 3.
- 17 Maude-Emmanuelle Lambert, « Sault-au-Cochon Tragedy », *The Canadian Encyclopedia*, (page consultée le 20 mars 2023).
- 18 *La Patrie*, 26 septembre 1949, p. 4.
- 19 *Ibidem.*
- 20 *La Patrie*, 5 octobre 1949, p. 1.
- 21 Maude-Emmanuelle Lambert, « Sault-au-Cochon Tragedy », *The Canadian Encyclopedia*, (page consultée le 20 mars 2023).

La Caisse Desjardins de Québec, ancrée dans son milieu



Le siège social de la Caisse Desjardins de Québec est situé au 150, rue Marie-de-l'Incarnation.

Parmi les caisses les plus importantes du Québec, la Caisse Desjardins de Québec accompagne diligemment plus de 52 000 membres particuliers et entreprises dans la gestion de leurs finances personnelles et la réalisation de tous leurs projets. Avec un volume d'affaires de 5,47 milliards de dollars, elle est soutenue par une équipe de professionnel(le)s, dont 11 administrateurs et administratrices et plus de 135 employé(e)s.

Ancrée dans son milieu, la Caisse Desjardins de Québec s'implique au sein de la collectivité en appuyant financièrement de nombreuses initiatives citoyennes et communautaires dans le quartier Saint-Sauveur. En 2022, elle a d'ailleurs remis plus de 950 000 \$ en soutien aux initiatives de son milieu.

SAVIEZ-VOUS QUE...

En plus de soutenir la Société historique de Québec pour l'organisation du Printemps Saint-Sauveur, la Caisse Desjardins de Québec est partenaire de nombreux organismes du quartier Saint-Sauveur, notamment le Patro Laval, la SDC Saint-Sauveur, le Centre Durocher, la Maison des enfants de Saint-Malo, les Jeunes musiciens du monde, la Concertation Saint-Sauveur, le Service d'entraide Basse-Ville, Le Pignon bleu, L'Arche de la Capitale-Nationale, le Projet intervention prostitution Québec et la Clinique SPOT.

La Caisse Desjardins de Québec apporte une réelle contribution dans la vie des gens et de son milieu! Découvrez tous nos engagements dans le milieu dans notre *Revue annuelle 2022* au caissedequebec.com!



Archives Caisse Desjardins de Québec



Archives Caisse Desjardins de Québec

Près de 125 ans d'histoire : la Caisse populaire de Saint-Malo

C'est le 4 janvier 1905 qu'est fondée la Caisse populaire de Saint-Malo, première caisse située sur la rive nord de Québec, à l'initiative du curé Joseph-Herménégilde Bouffard. Déjà, le 30 novembre 1905, la caisse compte 192 membres et plus de 3 000 \$ d'actifs; presque 100 ans plus tard, près de 8 000 personnes y sont membres, alors que les actifs totalisent 84 545 873 \$.

La Caisse populaire de Saint-Malo est d'abord installée dans les résidences personnelles de ses gérants, sur la rue Saint-Vallier, puis sur la rue Montmagny. La caisse se fixe pour de bon en 1973 à son emplacement actuel, situé au 150, rue Marie-de-l'Incarnation.

SAVIEZ-VOUS QUE...

Dans les années 1930, les habitants de la paroisse Saint-Sauveur connaissent des temps difficiles, touchés par la crise économique et sociale qui frappe durement le Canada. Entre 1923 et 1937, la Caisse populaire doit reprendre 14 maisons.

La Caisse populaire de Saint-Sauveur (1908)

La Caisse populaire de Saint-Sauveur voit le jour quelques années après celle de Saint-Malo, soit le 21 décembre 1908. D'abord localisée dans la maison du secrétaire-gérant, M. J. Ernest Pouliot, la caisse célèbre son 50e anniversaire, en 1959, dans de nouveaux locaux situés sur la rue Saint-Vallier.

La fusion des caisses du centre-ville de Québec (2003)

En 2003, la Caisse populaire de Saint-Malo (1905), la Caisse populaire Québec-Est (1910), la Caisse populaire Jacques-Cartier (1941), la Caisse Desjardins de Saint-Sauveur (1908) et la Caisse populaire de Saint-Joseph de Québec (1942) sont fusionnées. Elles deviennent la Caisse populaire Desjardins du Centre-ville de Québec, désormais le siège social de la Caisse Desjardins de Québec.

Promo spéciale

Notre siège social, situé au centre du quartier Saint-Sauveur au 150, rue Marie-de-l'Incarnation, est maintenant ouvert le **SAMEDI** de 9 h 30 à 15 h! Trois autres centres de service sont aussi à votre disposition dans les quartiers Saint-Jean-Baptiste, Saint-Roch et Montcalm.

Visitez le caissedequebec.com pour connaître nos adresses et heures d'ouverture.

L'HISTOIRE ÉTONNANTE ET INSPIRANTE DU CONSEIL DE QUARTIER DE SAINT-SAUVEUR

Marc-André Beauchemin, résident de la basse-ville de Québec depuis plus de 40 ans, légiste-conseil retraité du gouvernement du Québec, conseiller municipal de Saint-Roch de 1985 à 1989, ancien président du conseil de quartier de Saint-Sauveur et actuel administrateur.

Myriam Nickner-Hudon, résidente du quartier depuis 2015, conseillère dans le milieu communautaire, administratrice au conseil de quartier de Saint-Sauveur depuis 2019 et présidente depuis 2020.

Un merci tout spécial à Denis Bergeron, conseiller en participation citoyenne de la Ville de Québec, attiré à Saint-Sauveur de 2015 à 2022, pour les informations supplémentaires et son accompagnement exceptionnel dans plusieurs grands dossiers.

L'histoire des conseils de quartier est unique à la Ville de Québec. Dès les années 1980, le Rassemblement populaire de Québec (RPQ), alors le parti politique de l'opposition municipale, propose déjà comme politique de créer un forum permettant aux citoyens de discuter de dossiers spécifiques à chacun des quartiers, de se consulter et même de

prendre des décisions en concertation au sujet de ces dossiers.

En novembre 1989, Jean-Paul L'Allier du RPQ est élu maire de la Ville de Québec avec la très grande majorité des candidats de son parti. Après de nombreuses discussions et des débats déchirants, la Ville de Québec crée en 1993 deux conseils de quartier sur une base expérimentale : Saint-Jean-Baptiste et Vieux-Limoilou. L'expérience s'avère extrêmement positive.

Après de multiples rencontres avec différents acteurs municipaux et le gouvernement du Québec, l'Assemblée nationale

apporte des modifications législatives à la *Charte de la Ville de Québec* en 1996, pour y inclure l'obligation d'implanter un processus de consultation des citoyens et la création de conseils de quartier. L'année suivante, la Ville crée ses deux premiers conseils de quartier : Saint-Jean-Baptiste et Saint-Sauveur.

Le conseil de quartier de Saint-Sauveur entre en fonction au début de 1999, lors d'une première assemblée publique pendant laquelle on procède notamment à l'élection de son premier conseil d'administration. Rappelons que le conseil d'administration est élu par les membres du conseil



1er événement st-sauveur en sucre 2019 parc Durocher. Photographie Myriam Nickner-Hudon



Foire brassicole 2019 parc durocher.
Photographie Myriam Nickner-Hudon

de quartier, soit les résidents de celui-ci. À cette époque, le conseil d'administration compte neuf administrateurs élus pour des mandats de deux ans (quatre postes réservés pour les femmes, quatre autres postes pour les hommes et un poste pour des représentants d'entreprises ou d'organismes locaux). À ceux-ci s'ajoute le conseiller municipal qui ne dispose que d'un droit de parole et non de vote.

Même s'ils sont des « créatures juridiques de la Ville » de Québec, les conseils de quartier sont des organismes à but non lucratif (OBNL) indépendants de la Ville qui, de son côté, leur attribue chaque année un budget de fonctionnement statutaire ainsi que les services de ses professionnels. En tant qu'instances de consultation officielles de la Ville, les conseils de quartier permettent à l'ensemble des citoyens de profiter d'un espace pour échanger sur une multitude d'enjeux locaux, notamment l'urbanisme, le zonage, l'environnement, les services municipaux, la vie communautaire et bien d'autres.

En plus de répondre aux demandes de consultation que la Ville leur

adresse, les conseils de quartier disposent d'un pouvoir d'initiative servant à mettre en œuvre et à réaliser des projets. La plupart de ces projets sont des collaborations et partenariats avec différents organismes locaux. La parution du présent article dans la revue *Québecensia* en est une excellente illustration.

Une des premières grandes démarches de consultations publiques effectuées par le conseil de quartier de Saint-Sauveur est l'adoption du premier Plan d'aménagement du quartier en 2005. Ce document est conçu et réalisé en étroite collaboration avec le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur, un des plus vieux comités de citoyens au Québec. Ce plan propose pour la première fois les visions d'avenir sur le développement futur du quartier, notamment concernant les terrains de la rue de Verdun et le réaménagement convivial de la rue Saint-Vallier Ouest. Cette collaboration se renouvelle et mène à la réalisation du Plan de mobilité durable du quartier (PMDQ) en 2015.

En 2023, le travail citoyen effectué en amont ainsi que ces outils de planification portent leurs fruits. Ils se retrouvent concrètement dans la préparation des travaux tant attendus de reconfiguration de la rue Saint-Vallier Ouest et dans l'aménagement déjà réalisé de la rue Anna en rue partagée. Ils s'actualisent aussi dans la réfection de la rue Hermine, qui comprend des mesures d'apaisement de la circulation et de verdissement ainsi que l'ajout d'infrastructures cyclables. Enfin, ils se concrétisent dans la réalisation de certains projets et investissements, comme l'amélioration du parc Durocher à l'été 2023.

Souvent confondu avec les comités de citoyens, plus militants et revendicateurs, le conseil de quartier joue un rôle distinct de consultations et de recommandations. À défaut de détenir un pouvoir décisionnel, il peut influencer significativement les représentants élus et les professionnels de la Ville de Québec.

En effet, le conseil de quartier exerce même un certain « contrôle de la qualité » sur les projets présentés par des promoteurs ou sur des projets de règlements soumis par la Ville de Québec. Pensons entre autres à la construction d'un vaste complexe de logements sur le site de l'ancienne église Saint-Joseph autour de 2014. Les citoyens et le conseil de quartier, dans leurs commen-



Parc durocher et jeux d'eaux 2019.
Photographie Myriam Nickner-Hudon

taires, déplorent que même si le projet est « conforme » sur le plan réglementaire, le design autorisé permet de couper tous les arbres existants et de construire jusqu'au trottoir, sans aucune mesure de verdissement ou de plantation d'arbres en façade. Prenant acte de ces lacunes, la Ville s'est alors engagée dans des



Rue saint Vallier 2017. Photographie Myriam Nickner-Hudon

démarches de révisions réglementaires collaboratives en vue d'améliorer les prochains projets. Entre 2019 et 2021, les professionnels de la Ville de Québec et le comité constitué d'acteurs locaux se sont réunis lors de nombreuses rencontres afin de produire une révision importante des normes réglementaires sur les marges arrière et les aires vertes, qui reflète correctement les particularités des 40 zones évaluées.

En tant que représentants « experts » de leur milieu, les administrateurs du conseil de quartier sont sollicités pour participer à de nombreux comités. Ils s'engagent ainsi concrètement dans la conception et l'élaboration de projets ou de politiques publiques qui sont parfois attachés à des budgets non négligeables ou qui vont générer des effets structurants pour le quartier.

Avec un budget bonifié de plus de deux millions de dollars, le réaménagement majeur du parc Durocher démontre l'importance des instances de consultation comme le conseil de quartier. Lors d'une assemblée tenue en 2018, le Service des loisirs de la Ville de Québec propose de remplacer

le module de jeu retiré pour la construction des Habitations Durocher et de le planter au beau milieu du parc. Or, cette proposition réduit tout le potentiel des lieux pour organiser des événements festifs ou y tenir le marché Saint-Sauveur. Avec l'évolution des besoins et de la communauté, le conseil de quartier et les citoyens, plutôt déçus, préfèrent le *statu quo* et exigent une grande réflexion sur l'avenir de ce parc iconique du quartier. Quelques mois plus tard, les représentants de la Ville reviennent avec une proposition beaucoup plus ambitieuse : un budget plus que doublé pour ajouter de nouveaux aménagements, équipements et plantations.

En 2019, les citoyens s'engagent dans des ateliers de cocréation et, malgré la pandémie, le comité d'acteurs locaux poursuit la collaboration, et les employés de la Ville le consultent à plusieurs reprises. Tout ce travail mène à la production d'un concept original qui fera la fierté des résidents pour longtemps. Lors de la séance de janvier 2022 du conseil de quartier de Saint-Sauveur, on présente la version définitive du nouveau parc Durocher. Il nous

faut maintenant attendre à l'automne 2023 pour enfin profiter du parc Durocher.

L'engagement des administrateurs porte sur une variété d'actions. Certains se lancent dans des initiatives à plus large portée, comme *Mon environnement, ma santé*, en collaboration avec la Direction de la santé publique du CIUSSS-CN. D'autres vont favoriser l'appui au tramway ou la formation d'une coalition avec d'autres conseils de quartier et organisations. Leur but est de se prononcer sur des enjeux régionaux, comme l'opposition au troisième lien et au projet Laurentia, l'appui au projet de transformation de l'autoroute Laurentienne en boulevard urbain, la lutte contre la pollution atmosphérique et la promotion de la qualité de l'air ou de la sécurité routière.

Au fil des années, les conseils de quartier de la Ville de Québec en général et le conseil de quartier de Saint-Sauveur en particulier se sont vus considérés comme des acteurs majeurs dans la planification et le développement de leur quartier respectif. Plus largement, les conseils de quartier contribuent au développement d'une vie civique plus dynamique et essentielle à la santé de la démocratie municipale. Avec de la patience, un peu de stratégie et beaucoup de persistance, l'implication citoyenne rend possible la création de milieux de vie agréables, à l'échelle humaine et au bénéfice de l'ensemble des citoyens.

Les conseils de quartier sont un acquis historique à souligner et nous vous invitons à y participer à votre tour. Qui sait, peut-être votre implication se retrouvera-t-elle quelque part dans l'histoire de notre belle ville?

CONFÉRENCES ET ENTRETIENS

Les conférences mensuelles seront de retour à compter du mois de septembre à l'hôtel Universel (salles Laval A & B, au 2300, chemin Sainte-Foy). La programmation en sera diffusée ultérieurement.

L'entrée aux activités que tient la SHQ est gratuite pour les membres de la Société et coûte 5 \$ aux non-membres

POURQUOI QUÉBECENSIA?

Créée en 1980, la revue voit le jour sous la présidence de Guy Doré. Celui-ci explique ainsi le choix de son titre :

Dans notre littérature et nos arts, on connaît déjà les termes Acadiensia, Americana, Canadiana et même, plus près de nous, Saguenayensia. Il s'agissait donc de fouiller dans les ressources multiples du latin et nous trouvâmes le nom classique de Québecensia, un pluriel neutre qui signifie « choses de Québec et sur Québec ». Il suffisait, comme l'œuf de Christophe Colomb, d'y penser.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ AU PRINTEMPS 2023

Président :	Alex Tremblay Lamarche
Premier vice-président :	Jean-Marie Lebel
Deuxième vice-présidente :	Monique Bhérer
Secrétaire :	Félix Morin-Gosselin
Trésorier :	Donald Petit
Administrateurs :	Emmy Bois Jérôme Ouellet Jean Dorval Gérald Gobeil André Potvin
Conseillère spéciale du président :	Esther Taillon
Registraire :	Richard Gauvin



LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC

est une société sans but lucratif fondée en 1937 pour promouvoir l'histoire et le patrimoine de Québec et de sa région. Elle est membre de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec et reçoit une aide financière de la Ville de Québec.

FRAIS D'ADHÉSION

Membre ordinaire : au Canada, 35 \$; aux É.-U. : 45 \$; en Europe, 40 \$.
Membre privilégié : au Canada, 65 \$ (inclut l'abonnement à *Cap-aux-Diamants*).
Membre familial : ajouter 5 \$ aux frais d'adhésion des membres ordinaires ou privilégiés.

Chèque à l'ordre de la Société historique de Québec. Un reçu pour usage fiscal est remis sur demande pour tout don versé en sus de la cotisation annuelle.

Vous pouvez maintenant payer votre adhésion par virement Interac en suivant la procédure suivante : Expédier le virement Interac à info@societehistoriquedequebec.qc.ca.

La réponse à la question secrète doit obligatoirement être : **Champlain** (exactement tel qu'indiqué). Mentionner le nom du membre ainsi que l'objet du paiement dans le message de transmission.

ADRESSE

Société historique de Québec
6, rue de la Vieille-Université, local 158
Québec (Québec) G1R 5X8

TÉLÉPHONE

418 694-1020, poste 1256

COURRIEL

info@societehistoriquedequebec.qc.ca

SITE INTERNET

www.societehistoriquedequebec.qc.ca

HEURES D'OUVERTURE

Lundi, mercredi et vendredi de 13 h 30 à 16 h 30
Le bulletin *Québecensia* est publié deux fois par année. Les textes publiés n'engagent que leurs auteurs.

Rédacteur en chef : Éric Légaré-Roussin

Comité de rédaction : Jean-François Caron, Nicolas Lacroix, Lilianne Plamondon, Alex Tremblay Lamarche

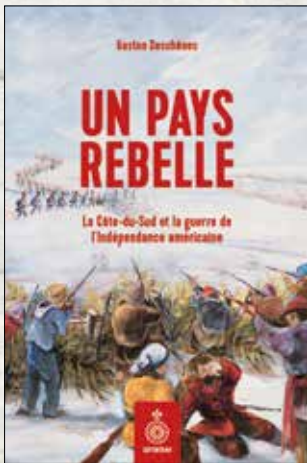
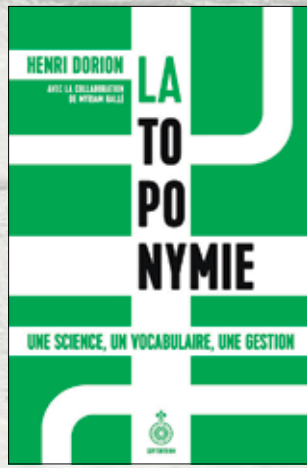
Mise en pages : Marie-Noëlle Jones

Révision linguistique : Bla bla rédaction

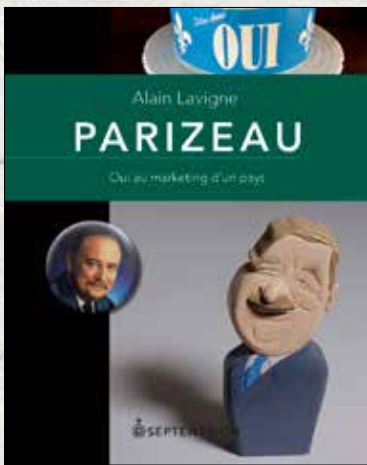
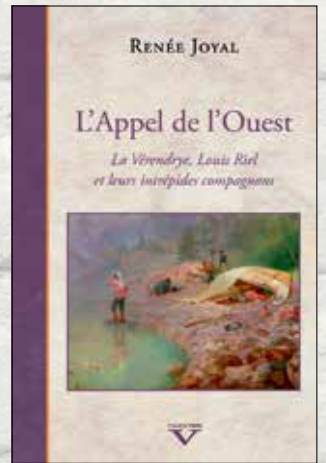
Impression : Copies de la Capitale inc.

Convention de la poste-publication no 40044836
Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à l'adresse suivante :

Société historique de Québec
6, rue de la Vieille-Université, local 158
Québec (Québec) G1R 5X8



SEPTENTRION



TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca

